

Publications périodiques

Comptes annuels

CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING

Société Anonyme au capital de 195 257 220 €.
Siège social : 12, place des États-Unis, CS 30002, 92548 Montrouge Cedex.
692 029 457 R.C.S. Nanterre.

Comptes annuels au 31 décembre 2018 approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 10 mai 2019.

Partie A. — Comptes individuels au 31 décembre 2018

Arrêté par le Conseil d'administration en date du 12 février 2019

I. — Bilan au 31 décembre 2018
(Données exprimées en k€)

Actif (Données exprimées en K€)	Note	2018	2017
Caisse, banques centrales, CCP	1	628 448	629 026
Effets publics et valeurs assimilées		0	0
Créances sur les établissements de crédit	2	983 097	707 125
Opérations avec la clientèle	3	7 535 293	7 592 095
Participations et autres titres détenus à long terme	4	361	263
Parts dans les entreprises liées	5	1 295 854	1 297 988
Crédit-bail et location avec option d'achat	6	164 725	133 576
Immobilisations incorporelles	7	17 766	12 335
Immobilisations corporelles	7	326	509
Capital souscrit non versé		0	0
Actions propres		0	0
Comptes de négociation et de règlement		0	0
Autres actifs	9	36 936	27 077
Comptes de régularisation	10	34 362	25 415
Total actif		10 697 168	10 425 409

Passif (Données exprimées en K€)	Note	2018	2017
Banques centrales, CCP	1	87	80
Dettes envers les établissements de crédit	2	5 975 048	6 056 878
Opérations avec la clientèle	3	2 911 434	2 686 988
Dettes représentées par un titre	8	470 772	471 913
Autres passifs	9	21 003	19 991
Comptes de régularisation	10	110 992	102 041
Comptes de négociation et de règlement		0	0
Provisions pour risques et charges	11	22 093	21 938
Dettes subordonnées	12	601 485	505 805
Fonds pour risques bancaires généraux		26 115	26 115
Capitaux propres	13	558 139	533 660
Capital souscrit		195 257	195 257
Primes liées au capital		184 220	221 449
Réserves		19 526	17 841
Ecarts de réévaluation		0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement		0	0
Report à nouveau		60	39 001
Résultat de l'exercice		159 076	60 112
Total passif		10 697 168	10 425 409

II. — Compte de résultat

(Données exprimées en k€)	Note	2018	2017
+ Intérêts & produits assimilés		67 967	64 765
- Intérêts & charges assimilées		-42 838	-39 567
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		47 528	43 617
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		-43 030	-40 262
+ Produits sur opérations de location simple		0	0
- Charges sur opérations de location simple		0	0
+ Revenu des titres à revenu variable		155 633	40 009
+ Commissions produits		103 246	99 301
- Commissions charges		-24 655	-21 474
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		-40	-78

+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire		39 333	38 079
- Autres charges d'exploitation bancaire		-776	-1 779
Produit net bancaire	14	302 368	182 612
- Charges générales d'exploitation	15	-108 011	-107 117
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles.		-2 988	-2 135
Résultat brut d'exploitation		191 369	73 359
- Coût du risque	16	-25 297	-7 087
Résultat d'exploitation		166 072	66 273
+/- Gains et pertes sur actifs immobilisés.	17	-2 039	762
+/- Résultat ordinaire avant impôts		164 033	67 035
+/- Résultat exceptionnel	2.1.2	0	0
- Impôt sur les bénéfices	18	-4 957	-6 923
+/- Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	13	0	0
Résultat de l'exercice		159 076	60 112

III. — Hors-bilan au 31/12/2018

(Données exprimées en K€)	2018	2017
1 - Engagements donnés	1 866 858	1 830 657
Engagements de financement	400	51 813
Engagements en faveur d'établissements de crédit	0	41 555
Engagements en faveur de la clientèle	400	10 258
Engagements de garantie	302 584	302 459
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	249 830	258 195
Engagements d'ordre de la clientèle	52 754	44 264
Engagements d'ordre fiscal	0	0
Engagements donnés sur instruments financiers à terme	165 000	179 000
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	165 000	179 000
Autres engagements	1 398 874	1 297 385
2 - Engagements reçus	6 103 067	4 743 234
Engagements de financement	8 669	28 815
Engagements reçus d'établissements de crédit	8 669	28 815
Engagements de garantie	6 094 398	4 714 419
Engagements reçus d'établissements de crédit	3 027 752	1 330 476
Garanties reçues de la clientèle	62 673	93 570
Autres engagements de garantie reçus	3 003 973	3 290 373
Engagements sur instruments financiers à terme	0	0
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	0	0
Engagements sur instruments de change	0	0

IV. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2018, qui s'élève à 159 076 198,90 €, de la manière suivante :

Dividende (9,47€ / action) :	123 272 391,56 €
Solde affecté au report à nouveau :	35 803 807,34 €
Total affecté :	159 076 198,90 €

Le solde du report à nouveau, après affectation, s'élèvera à 35 863 404,28 €.

V — Annexe aux comptes individuels

1) Cadre juridique et financier

La société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. est une société anonyme agréée en qualité d'établissement financier, et est soumise aux dispositions de la loi bancaire du 24 Janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

La société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. est détenue à 100 % par la société Crédit Agricole S.A. et est incluse dans son périmètre de consolidation.

Depuis le 1er janvier 1993, la société fait également partie du périmètre d'intégration fiscale de Crédit Agricole S.A. Depuis 1999, la société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. a souhaité s'implanter dans les pays de la zone euro, et elle a ouvert à cet effet une succursale en Espagne.

En tant qu'établissement financier opérant en Espagne, elle accomplit les formalités de reporting en vigueur à la Banque d'Espagne. En tant que succursale de Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A., les opérations comptabilisées dans cette entité font partie intégrante du bilan de Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. et sont comprises dans les reportings que Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. transmet à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de résolution (ACPR).

2) Faits marquants de l'exercice et événements post-clôture

2.1) Faits marquants**2.1.1) Distribution partielle des réserves disponibles**

L'Assemblée Générale Ordinaire du 2 mai 2018 a statué la distribution d'un dividende de 97 368 267,04 € soit un montant unitaire de 7,48 € pour chacune des 13 017 148 actions composant le capital social.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 2 mai 2018 a statué la distribution d'un dividende de 37 229 043,28 € prélevé sur le poste « primes démission » soit un montant unitaire de 2,86 € pour chacune des 13 017 148 actions composant le capital social.

2.1.2) Titres de participation

Le Crédit Agricole Leasing & Factoring n'a cédé ou acquis aucune participation sur l'exercice 2018.

2.2) Evénements postérieurs à la date d'arrêté des comptes

Depuis le 31 décembre 2018, aucun événement significatif, susceptible de remettre en cause la sincérité des comptes de l'exercice 2018 n'est à signaler.

3) Principes et méthodes comptables**3.1) Rappel des principes**

Les conventions générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;
- conformité aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La présentation des états financiers de Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements	Date de publication par l'Etat français	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du
Règlement ANC n°2017-01 relatif au PCG concernant le traitement comptable des opérations de fusion et assimilées.	30/12/2017	2018
Règlement 2018-01 relatif au changement de méthodes comptables, changements d'estimation et correction d'erreur	20/04/2018	2018

Le crédit Agricole Leasing & Factoring n'est pas soumis au règlement 2017-01.

Par ailleurs, les dispositions en matière de provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains d'affacturage sont respectées, et ont entraîné un changement d'estimation de celles-ci. Une évolution des paramètres a en effet été mise en œuvre sur l'exercice 2018 en normes françaises : les paramètres utilisés sont désormais des paramètres IFRS afin d'aligner la perception de l'évolution des expositions crédits du groupe dans les deux référentiels. La formule de calcul intègre les notions de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Sans attendre que les encours soient devenus douteux le Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. constate des pertes de crédit attendues sur la durée de vie de l'instrument financier dès lors que la qualité de crédit de l'encours s'est significativement dégradé (créances qualifiées de dégradées).

Au 31 décembre 2018, nous constatons un stock de 9 071 K€, comptabilisés dans le poste « Opérations avec la clientèle » figurant dans la note 3.

3.2) Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées**3.2.1) Opérations de crédit-bail**

Les postes "Crédit-bail et location avec option d'achat" et "Location simple" recensent les rubriques suivantes :

- immobilisations louées nettes d'amortissements comptables ;
- provision article 57 ;
- provisions pour dépréciation des actifs immobilisés ;
- immobilisations en cours de construction ;
- avances et acomptes versés aux fournisseurs ;
- créances douteuses nettes de provisions ;
- indemnités de résiliation nettes de provisions ;
- créances rattachées ;
- produits à recevoir.

Par ailleurs, les dispositions en matière d'opérations consortiales sont respectées. La société, qu'elle ait la position de chef de file ou de suiveur, enregistre sa quote-part de financement au bilan, et au hors-bilan sa quote-part de risque.

Le crédit-bail et la location simple (le cas échéant) sont composés des mêmes natures de poste, des mêmes méthodes d'évaluation et de règles de provisionnement identiques.

L'amortissement comptable est calculé par matériel en fonction de sa durée de vie économique dans les limites du minimum et du maximum fiscalement autorisé (Cf. Paragraphe 3.2.2). La différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable contribue pour l'essentiel à la constitution de la réserve latente.

3.2.2) Immobilisations**Valeur brute & amortissements mobiliers**

Les immobilisations sont retenues pour leur coût d'acquisition, quelle que soit la date d'acquisition. Elles sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation. Le mode et la durée d'amortissement par catégorie d'immobilisations sont en règle générale les suivants :

- Logiciels : Linéaire de 1 à 4 ans
- Matériel Informatique : Linéaire de 3 à 5 ans
- Matériel et Outillage, Installations techniques : Linéaire de 4 à 10 ans
- Matériel Mobilier : Linéaire de 5 à 10 ans
- Matériel de transport : Linéaire sur 4 ans

Valeur brute & amortissements immobiliers

Les amortissements comptables des immeubles donnés en crédit-bail sont calculés selon le mode linéaire, quelle que soit la courbe des amortissements financiers contenus dans les loyers. Ils sont en général calculés sur 20 ans.

Traitement comptable des Immobilisations Temporairement Non Louées (ITNL) de crédit-bail

Les immobilisations temporairement non louées sont valorisées à la VNC de la date du passage en ITNL ou à la valeur vénale si cette dernière est inférieure à la VNC par le biais d'une dépréciation.

3.2.3) Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit l'entité à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles définies dans les paragraphes suivants.

L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines et elles demeurent dans leur poste d'origine.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

Il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins,

La situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, Il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par l'établissement ou qu'il a été averti que son encours dépasse une limite fixée par l'établissement dans le cadre de son dispositif de contrôle interne, ou qu'il a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Sous condition, en lieu et place des critères susvisés, l'établissement peut décompter l'ancienneté de l'impayé lorsque le découvert a fait l'objet de la part de l'établissement d'une demande de remboursement total ou partiel auprès du débiteur.

Parmi les encours douteux, Crédit Agricole Leasing & Factoring distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné dès lors que le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert, Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Créances restructurées

Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé. Lorsqu'après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours restructurés sont immédiatement déclassés en encours douteux.

Dépréciations au titre du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan.

Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

La dépréciation des impayés HT est calculée après imputation des avoirs (HT) et du solde du compte courant, et de la contre-garantie, le cas échéant. Le taux de provisionnement appliqué est fonction de la nature de l'impayé et selon des règles fixées par le département du contrôle des risques.

Le taux de dépréciation appliqué est fonction de la nature de l'impayé et selon des règles fixées par le département du contrôle des risques.

La dépréciation calculée sur une créance douteuse est enregistrée en coût du risque. Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sont inscrites en coût du risque ; l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation étant inscrite dans la marge d'intérêt.

Dépréciation pour risque de re-commercialisation

Une dépréciation pour risque de re-commercialisation est comptabilisée au titre des matériels loués par des clients faisant l'objet d'une provision pour dépréciation de créances.

Cette dépréciation est calculée par différence entre la VNC et la valeur vénale des biens.

3.2.4) Créances et dettes d'affacturage

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères ont été évaluées sur la base du dernier cours de change connu.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

• Les créances acquises dans le cadre de contrats d'affacturage, sont inscrites à l'actif du bilan, à la rubrique Affacturage, pour leur montant d'acquisition. Elles représentent le stock de factures subrogées à Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. restant à recouvrer dont le stock de créances douteuses. La notion de créances affacturées recouvre aussi bien des créances dont la bonne fin est garantie par Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. que des créances dont le risque est à la charge du client.

• Les créances présentant des échéances impayées, depuis plus de trois mois sont classées en créances douteuses avec application de la contagion et sont considérées comme provisionnables à hauteur de la perte en capital prévisible.

• Les créances présentant des échéances douteuses, depuis plus de 360 jours sont classées en créances douteuses compromises à l'exception de certaines créances (administrations, EPIC, grands débiteurs) et sont considérées comme provisionnables à hauteur de la perte en capital prévisible.

La catégorie « créances sensibles » (spécificité du groupe Crédit Agricole) correspond aux créances litigieuses, comptes courants débiteurs non provisionnés, balances acheteurs des clients provisionnés en risques et charges déclassés en douteux. Les balances acheteurs des clients douteux sont provisionnées.

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. par voie de dépréciation figurant en diminution de l'actif du bilan.

Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leur coût de réalisation.

• Les comptes de la clientèle au passif comprennent les comptes courants disponibles qui correspondent au droit de tirage de la clientèle, l'indisponible, les comptes de retenue de garantie et les comptes de réserve sur financement.

• Les dettes représentées par un titre correspondent à l'encours des financements émis par billets à ordre et non échus et les certificats de dépôts.

Dépréciations des comptes clients d'affacturage

Elles sont inscrites à l'actif du bilan en déduction des créances y afférentes et sont constituées pour couvrir un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel, résultant d'événements en cours à la clôture de l'exercice. Elles sont déterminées individuellement en fonction des risques résultant notamment des litiges intervenant entre les fournisseurs et les débiteurs. Elles sont évaluées à partir de l'encours contentieux, déduction faite du montant du dépôt de garantie et des fonds de réserves éventuellement constitués. Sur certains dossiers l'évaluation du risque fait l'objet d'une évaluation spécifique.

3.2.5) Subventions

Les subventions reçues dans le cadre de l'activité de crédit-bail sont destinées à être rétrocédées au client.

3.2.6) Titres de participation

Les titres de participation se rapportent à des sociétés dont certaines font partie du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A.

Ces titres font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition. La valeur d'utilité retenue est déterminée selon la méthode la plus pertinente estimée : la dernière situation nette financière connue de la participation ou, en cas de transaction récente, la valeur retenue lors de cette opération.

3.2.7) Provisions

La société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges ont pour objet de comptabiliser en tant que passifs des obligations actuelles vis-à-vis de tiers, pour lesquelles il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire.

Autres provisions

Les indemnités de départ à la retraite sont calculées par la société Crédit Agricole S.A., employeur du personnel mis à disposition du Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A., et conformément aux règles en vigueur au sein du groupe Crédit Agricole. Cette provision est positionnée en provision pour risques et charges.

3.2.8) Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière - régimes à prestations définies

Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, la charge liée aux prestations de retraites peut augmenter ou diminuer lors des exercices futurs.

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turn-over.

Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est également estimé par la Direction. Les rendements estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe comprenant notamment le rendement des obligations.

Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. n'applique pas la méthode optionnelle du corridor et impute depuis le 01/01/2010 les écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et non plus en résultat. Par conséquent, le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante, (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan en « provisions pour risques et charges ». Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels de Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. présents à la clôture de l'exercice, relevant de la nouvelle Convention Collective du groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Une provision destinée à couvrir le coût des congés de fin de carrière figure sous la même rubrique « provisions pour risques et charges ». Cette provision couvre le coût supplémentaire actualisé des différents accords de départ anticipés signés par les entités du groupe Crédit Agricole qui permettent à leurs salariés ayant l'âge requis de bénéficier d'une dispense d'activité.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Les provisions figurent également au passif sous la rubrique « provisions ».

Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

L'évaluation des engagements sociaux à fin 2018 est la suivante : (données exprimées en K€)

Montant de la provision au 31/12/2017 (1)	5 562
--	--------------

Principaux critères d'évaluation à fin 2016 (2)	
durée moyenne engagement (années)	15,06%
taux d'actualisation	1,38 %
taux d'évolution des rémunérations	1,75 %
taux de rendement attendu des régimes	
taux des charges sociales	47,00 %
Montant de la provision au 31/12/2018 (1)	5 788
Principaux critères d'évaluation à fin 2017 (2)	
durée moyenne engagement (années)	14,80 %
taux d'actualisation	1,42 %
taux d'évolution des rémunérations	1,75 %
taux de rendement attendu des régimes	
taux des charges sociales	47,00 %
(1) partie non externalisée inscrite au passif du bilan.	
(2) calcul engagements aux normes IAS avec taux d'actualisation au 31/12/2017 et 31/12/2018.	

Concernant la constatation des engagements relatifs aux IFC des salariés Crédit Agricole S.A. mis à disposition (MAD), en application des nouveaux principes du groupe Crédit Agricole S.A. applicable à partir de 2012, l'intégralité de l'engagement est constaté chez Crédit Agricole S.A. Les engagements qui étaient jusqu'alors portés par les filiales utilisatrices, comme c'était le cas pour Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A., ont été transférés vers Crédit Agricole S.A. (société employeuse) par le biais d'une refacturation.

Les hypothèses retenues sont les suivantes

L'âge de départ en retraite est défini en fonction de l'année de naissance :

Table de mortalité TH/TF 2000-2002		
Age de départ en retraite	Non cadre	Cadre
	- avant 1951 : 60 ans	- avant 1951 : 61 ans
	- 1951-1956 : 61 ans	- 1951-1954 : 63 ans
	- 1957-1972 : 62 ans	- 1955-1956 : 64 ans
	- à partir de 1973 : 63 ans	- 1957-1972 : 66 ans
		- à partir de 1973 : 67 ans

Les taux d'évolution salariale sont communiqués par le groupe Crédit Agricole.

3.2.9) Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.)

Conformément aux dispositions prévues par la IVème directive européenne et le règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 relatifs aux fonds propres, ces fonds sont constitués par Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A., à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

3.2.10) Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de couverture :

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07 sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07. sont inscrits prorata temporis dans la rubrique : « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les produits utilisés sont :

- les swaps emprunteurs à taux fixe, utilisés dans le cadre d'une stratégie de macro-couverture du portefeuille de contrats de location à taux fixes ;
- les caps et floors, souscrits dans le cadre d'une stratégie de micro-couverture de taux ;
- les swaps prêteurs taux fixes destinés à des rééquilibrages de couverture de taux inter sociétés.

Les charges et les produits sur un même contrat ne sont pas compensés, conformément aux règles de comptabilisation du groupe Crédit Agricole.

Les intérêts à recevoir ou à payer sont calculés prorata temporis.

Les informations concernant les instruments financiers dérivés sont exposées ci-dessous :

31/12/2018	Nature (données exprimées en K€)	Notionnel	Réescompte	Prime restant	Juste valeur pied de coupon
Engagements donnés		165 000	0	0	3 419
CAL&F	Swaps de taux emprunteur	165 000	0	0	3 419

3.2.11) Conversion des opérations en devises

Les créances et les dettes monétaires sont converties au cours de marché en vigueur à la date d'arrêté ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les produits perçus et les charges payés sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Dans le cadre de l'application du Titre 7 Comptabilisation des opérations en devises du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. a mis en place une comptabilité multi-devises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

Rubriques (données exprimées en €)	Actif 2018			Actif 2017			Rubriques (données Exprimées en €)	Passif 2018			Passif 2017		
	Montant devise	DEV	CV en euros	Montant devise	DEV	CV en euros		Montant devise	DEV	CV en euros	Montant devise	DEV	CV en euros
Banques	1	AUD	0	10	AUD	6	Banques	-296	AUD	-183	-8	AUD	-5
	127	CAO	82	364	GAD	242		-314	GAD	-201	-11 349	GAD	-7 546
	298	CHF	265	1 979	CHF	1 691		-573	CHF	-509	-2 735	CHF	-2 337
	4 848	DKK	649	40 781	DKK	5 478		-71 554	DKK	-9582	-91 543	DKK	-12 296
	9171	GBP	10 253	8 702	GBP	9 809		-15 948	GBP	-17 829	-30 394	GBP	-34 259
		HKD			HKD				HKD			HKD	
		HUF			HUF			-3	HUF	0	-3	HUF	0
	11 733	JPY	93	592	JPY	4		-71134	JPY	-565	-45 042	JPY	-334
	14 351	NOK	1443	56 716	NOK	5 764		-2 937	NOK	-295	-501	NOK	-51
	3 988	PLN	927	15474	PLN	3 705		-33 995	PLN	-7903	-40 361	PLN	-9 663
	20 059	SEK	1 956	3 847	SEK	391		-26 849	SEK	-2618	-38 601	SEK	-3 921
	9 054	USD	7 908	32 004	USD	26 685		-34 392	USD	-30 037	-32 374	USD	-26 994
	148	ZAR	9	578	ZAR	39		-103 603	ZAR	-6294	-63 283	ZAR	-4 274
Acheteurs	312	AUD	192	-2	AUD	-1	Clients		AUD			AUD	
	233	CAO	149	12 782	GAD	8499		-12	GAD	-8	-373	GAD	-248
	1157	CHF	1 026	1146	CHF	979		-536	CHF	-475	-93	CHF	-79
	114 873	DKK	15 384	84122	DKK	11 299			DKK		-11 357	DKK	-1 526
	227 286	GBP	254 093	62196	GBP	70104		-45 791	GBP	-51192	-16 078	GBP	-18123
	72 512	JPY	576	49 503	JPY	367		-7 936	JPY	-63	-1 335	JPY	-10
	113 976	NOK	11457	146 765	NOK	14 915			NOK		-23114	NOK	-2 349
	33 076	PLN	7 690	27 489	PLN	6 581		-180	PLN	-42	-529	PLN	-127
	255 943	SEK	24 958	371 243	SEK	37 713			SEK		-60 374	SEK	-6133
	180 315	USD	157 480	176 019	USD	146 768		-27134	USD	-23 698	-33 663	USD	-28 069
	115 803	ZAR	7 036	70 372	ZAR	4 753		-19	ZAR	-1	-5	ZAR	0
Clients	1	AUD	0		AUD		Emprunts	-180 092	GBP	-201 333	-50 013	GBP	-56 372
		CAO		10	GAD	7		-110196	NOK	-11 077	-160 053	NOK	-16 265
		CHF			CHF			-204 915	SEK	-19982	-234 911	SEK	-23 864
	2	DKK	0		DKK			-115116	USD	-100 538	-125 096	USD	-104 308
		GBP			GBP		Réserves	-16	AUD	-10		AUD	
		JPY			JPY			-54	GAD	-35	-1402	GAD	-932
	41	NOK	4		NOK			-317	CHF	-282	-273	CHF	-234
		PLN			PLN			-47 905	DKK	-6415	-21 867	DKK	-2 937
	68	SEK	7		SEK			-32 842	GBP	-36715	-7 288	GBP	-8 214
		USD			USD			-5 076	JPY	-40	-3465	JPY	-26
		ZAR			ZAR			-15 074	NOK	-1515	-19 668	NOK	-1 999
Clients TITRI	27	CAO	17		GAD			-2 922	PLN	-679	-2 203	PLN	-527
	9	GBP	10	19	GBP	22		-43 682	SEK	-4260	-40 550	SEK	-4119
	240	USD	210	2	USD	2		-18466	USD	-16128	-18151	USD	-15135
Prêts	38 514	GBP	43 056	33 005	GBP	37 201		-12184	ZAR	-740	-7 749	ZAR	-523
	6 002	USD	5 242	1 500	USD	1 251	RNI	-17	CHF	-15	-17	CHF	-14
								-9	DKK	-1	-9	DKK	-1
								-28	GBP	-31	-25	GBP	-28
								-10	PLN	-2	-10	PLN	-2
								-4	SEK	0	-4	SEK	0
								-224	USD	-195	-199	USD	-166

2.12) Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 et de la baisse progressive du taux d'imposition des bénéfices, de 33.33% en 2017 à 25% en 2022 (en 2018, un premier palier à 500 000€ du bénéfice est imposé à 28%, le surplus à 33.33%).

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

En raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. a fait le choix de comptabiliser le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 quater C du Code général des impôts) en déduction des charges de personnel et non en diminution de l'impôt.

4) Informations sur les postes du bilan, hors-bilan et compte de résultat

4.1) Bilan

Note 1 : Caisse, Banques centrales

Rubriques (données exprimées en K€)	Montant 31/12/2018	Montant 31/12/2017
Caisse	0	0
Banque de France	628 448	629 026
Dettes rattachées	-87	-80
Total	628 361	628 946

Note 2 : Opérations interbancaires

Répartition des créances par durées résiduelles

Rubriques (données exprimées en K€)	Durées résiduelles					Total 31/12/2017
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total 31/12/2018	
Etablissements de crédit	840 965	15 000	125 000	2 132	983 097	707 125
Créances sur établissements de crédit	838 866	15 000	125 000	2 132	980 998	706 337
- à vue	790 585				790 585	610 305
- à terme	48 281	15 000	125 000	2 132	190 413	96 032
Créances rattachées	2 099				2 099	788

Répartition des dettes par durées résiduelles

Rubriques (données exprimées en K€)	Durées résiduelles					Total 31/12/2017
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total 31/12/2018	
Etablissements de crédit	2 918 072	870 883	1 846 010	340 083	5 975 048	6 056 878
Dettes sur établissements de crédit	2 913 108	870 883	1 846 010	340 083	5 970 084	6 053 014
- à vue	369 191	0	0	0	369 191	473 059
- à terme	2 543 917	870 883	1 846 010	340 083	5 600 893	5 579 955
Dettes rattachées	4 964	0	0	0	4 964	3 864

Note 3 : Opérations avec la clientèle

Répartition des créances par durées résiduelles

Rubriques (données exprimées en K€)	Durées résiduelles					Total 31/12/2017
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total 31/12/2018	
Créances clientèle à terme	7 522 255	12 510	528	0	7 535 293	7 592 095
Prêts à la consommation	17				17	17
Crédit de trésorerie	0				0	8 264
Créances sur la clientèle affacturage	7 395 949	12 490	527	0	7 408 966	7 418 948
Créances douteuses non compromises et compromises affacturage	176 257				176 257	194 232
Dépréciation sur créances douteuses non compromises et compromises affacturage	-63 244				-63 244	-44 374
Créances sur la clientèle prêt	11 807	20	1	0	11 828	13 309
Créances douteuses non compromises et compromises prêt	1 251	2	0	0	1 253	1 230
Dépréciation sur créances douteuses non compromises et compromises prêt	-1 282	-2	0	0	-1 284	-1 008
Créances rattachées prêt	1 500				1 500	1 477

Répartition des dettes par durées résiduelles

Rubriques (données exprimées en K€)	Durées résiduelles					Total 31/12/2017
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	>1 an < 5 ans	> 5 ans	Total 31/12/2018	
Dettes clientèle à terme	2 911 434	0	0	0	2 911 434	2 686 988
Opérations avec la clientèle Affacturage	2 911 434	0	0	0	2 911 434	2 686 988

Note 4 : Participations et autres titres détenus à long terme

Rubriques (données exprimées en K€)	Nbre titres dans capital	Nbre de titres détenus	% de détention	Montant brut des titres	Dépréciation des titres
Certificats d'association (FDG)	-	-	-	361	0
Total	0	0	0	361	0

Note 5 : Parts dans les entreprises liées

Rubriques (données exprimées en K€)	Nbre titres dans capital	Nbre de titres détenus	% de détention	Montant brut des titres	Dépréciation des titres	Capitaux Propres 31/12/2018	Résultat 31/12/2018
Participation dans des sociétés consolidées - Etablissements de crédit France							
Auxifip	963 676	963 675	100,00 %	137 017	0	262 591	88 122
Lixxbail	19 136 168	19 134 826	99,99 %	577 629	0	634 794	31 826
Lixxcrédit	43 832	43 827	99,99 %	30 553	-2 977	27 010	572
Unifergie	1 625 011	668 000	41,11 %	62 291	0	153 431	9 342
Finamur	12 623 398	12 623 394	100,00 %	379 783	0	458 728	20 814
Participation dans des sociétés consolidées - Etablissements de crédit Etranger							
Crédit du Maroc Leasing & Factoring	1 240 000	413 328	33,33 %	4 765	0	12 504	1 797
CALIT (Italie)	1 006 700	151 005	15,00 %	26 086	-11 189	92 604	6 707
Eurofactor Italie	20 000 000	20 000 000	100,00 %	22 600	0	30 126	4 644
Eurofactor Allemagne	6 900 000	6 900 000	100,00 %	48 333	0	98 685	13 603
Eurofactor Portugal	2 800 000	2 800 000	100,00 %	14 416	0	43 537	5 384
Participation dans des sociétés consolidées - Société à caractère non financier France							
Lixxcourtage	1 500	1 500	100,00 %	3 697	0	16 131	5 095
Foncaris	15 002 500	1	0,00 %	0	0	N/S	N/S
Participation dans des sociétés consolidées - Société à caractère non financier Etranger							
GSA Ltd (en cours de création)	29 250	29 250	100,00 %	77	N/C	1 176	264
Participation dans des sociétés non consolidées - Société à caractère financier France							
Ucalease	244 514	122 256	50,00 %	9 611	-7 192	4 163	675
Participation dans des sociétés non consolidées - Société à caractère non financier France							
SACAM Machinisme	300 000	15 000	5,00 %	151	0	3 148	81
Lesica	500 000	20 000	4,00 %	1 720	-1 517	5 073	58
Crédit Agricole Conseil et Développement Digital (CACD2)	200 000		0,00 %	0	N/C	N/C	N/C
Total				1 318 729	-22 875	1 843 702	188 984
				1 295 854		2 032 686	

Variations des titres de participation

Titres de participation (données exprimées en K€)	Valeur brute au 31/12/2017	Augmentation de capital	Acquisitions	Cessions	Revalo devises	Valeur brute au 31/12/2018
Titres de participation consolidés	1 307 170	0	0	0	0	1 307 171
Auxifip	137 017	0	0	0	0	137 017
Lixxbail	577 629	0	0	0	0	577 629
Lixxcrédit	30 553	0	0	0	0	30 553
Unifergie	62 291	0	0	0	0	62 291
Finamur	379 783	0	0	0	0	379 783
Crédit du Maroc Leasing & Factoring	4 765	0	0	0	0	4 765
CALIT (Italie)	26 086	0	0	0	0	26 086
Eurofactor Italie	22 600	0	0	0	0	22 600
Eurofactor Allemagne	48 333	0	0	0	0	48 333
Eurofactor Espagne	0	0	0	0	0	0
Eurofactor Portugal	14 416	0	0	0	0	14 416
Lixxcourtage	3 697	0	0	0	0	3 697
Foncaris	0	0	0	0	0	0
Crédit Agricole Conseil et Développement Digital (CACD2)	0	0	0	0	0	0
Titres de participation non consolidés	11 559	0	0	0	0	11 559
GSA Ltd	77	0	0	0	0	77
IFG	0	0	0	0	0	0
Ucalease	9 611	0	0	0	0	9 611
Acba Leasing (Arménie)	0	0	0	0	0	0

Sacam Machinisme	151	0	0	0	0	151
Leicer Equipos y bienes (Espagne)	0	0	0	0	0	0
Lesica	1 720	0	0	0	0	1 720
Total	1 318 729	0	0	0	0	1 318 729

Les cessions de titres sont expliquées dans le paragraphe 2.1.2 de cette annexe.

Variations des provisions sur titres de participation

Titres de participation (données exprimées en K€)	Provision au 31/12/2017	Dotation	Reprise	Provision au 31/12/2018
Titres de participation consolidés	13 518	2 492	-1 845	14 166
Crédit du Maroc Leasing & Factoring	310	279	-589	0
Lixxcrédit	3 452		-475	2 977
CALIT (Italie)	9 756	2 213	-780	11 189
Titres de participation non consolidés	7 223	1 823	-337	8 709
Ucalease	5 706	1 823	-337	7 192
Lesica	1 517		0	1 517
Total	20 741	4 315	-2 182	22 875

Note 6 : Opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat

Immobilisations louées en crédit-bail et assimilés

Rubriques (données exprimées en K€)	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur à la fin de l'exercice 31/12/2018
Valeur brute	238 541	88 274	-14 078	-35 216	277 521
- Crédit-bail mobilier	196 354	88 274	-10 996	-31 046	242 586
- Crédit-bail immobilier	42 187	0	-3 082	-4 170	34 935
- Amortissement	-81 752	6 751	-27 329	13 625	-88 705
- Crédit-bail mobilier	-65 924	2 233	-25 232	13 625	-75 299
- Crédit-bail immobilier	-15 828	4 518	-2 097	0	-13 407
- Dépréciation d'actifs	-26 556	5 331	-8 462	0	-29 687
Valeur nette	130 233	100 356	-49 869	-21 591	159 129

Immobilisations en crédit-bail et assimilés – non louées après résiliation

Rubriques (données exprimées en K€)	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur à la fin de l'exercice 31/12/2018
Valeur brute	1 015	16	-35 035	35 207	1 203
- Crédit-bail mobilier	1 015	16	-30 865	31 037	1 203
- Crédit-bail immobilier	0	0	-4 170	4 170	0
- Amortissement	-760	17 027	-3 668	-13 616	-1 018
- Crédit-bail mobilier	-760	17 027	-3 668	-13 616	-1 017
- Crédit-bail immobilier	0	0	0	0	0
- Dépréciation d'actifs	-252	120	-51	0	-183
Valeur nette	3	17 163	-38 754	21 591	3

Créances rattachées sur immobilisations en crédit-bail et assimilés

Rubriques (données exprimées en K€)	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur à la fin de l'exercice 31/12/2018
Créances saines	3 136	134 326	-131 957	-479	5 026
Créances douteuses	446	0	0	743	1 189
Dépréciation pour créances douteuses	-669	360	-522	0	-831
Créances douteuses compromises	1 261	0	0	-264	997
Dépréciation pour créances douteuses compromises	-834	52	-6	0	-788
Total créances rattachées	3 340	134 738	-132 485	0	5 593

L'étalement des CPDI est dans les immobilisations.

Note 7 : Immobilisations corporelles et incorporelles détenues en propre

Immobilisations incorporelles

Rubriques	Valeur en	Augmentation	Cession	Valeur à la fin
-----------	-----------	--------------	---------	-----------------

(données exprimées en K€)	début d'exercice			de l'exercice 31/12/2018
Valeur brute	60 397	8 118	0	68 515
- Amortissements & Provisions	-48 062	-2 687	0	-50 749
Valeur nette	12 335	5 431	0	17 766

Immobilisations corporelles

Rubriques (données exprimées en K€)	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Cessions	Valeur à la fin de l'exercice 31/12/2018
Valeur brute	39 615	118	0	39 733
- Amortissements & Provisions	-39 106	-301	0	-39 407
Valeur nette	509	-183	0	326

Commentaires sur les immobilisations incorporelles et corporelles

Les « Projets SPSP amortissables » sont comptabilisés en immobilisations incorporelles en cours, puis sont immobilisés à la date d'entrée en production. Pour que ces dépenses soient immobilisées, les critères d'activation sont : - gain de productivité - gain de P.N.B.

Le passage en compte d'immobilisation « Logiciels linéaires » marque le début de l'amortissement comptable selon les règles fixées au paragraphe 3.2.2.

Note 8 : Dettes représentées par un titre

Rubriques (données exprimées en K€)	Durées résiduelles					Total 31/12/2017
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	>1 an < 5 ans	> 5 ans	Total 31/12/2018	
Certificats de dépôt	0	0	0	0	0	10 000
Dettes Seniors Non Préférées (DSNP)	0	0	31 000	62 000	93 000	0
Marché des titres Négociables (MTN)	0	0	200 000	0	200 000	87 000
Billets à ordre	177 772	0	0	0	177 772	374 913
Total dettes représentées par un titre	177 772	0	231 000	62 000	470 772	471 913

Note 9 : Autres Actifs et Passifs

Rubriques (données exprimées en K€)	Montant 31/12/2018	Montant 31/12/2017
Autres actifs		
Créances sur l'Etat (IS, TVA..)	11 236	10 180
Dépôts de garantie cash collatéral	4 240	8 070
Dépôts et cautions donnés	1 280	948
Débiteurs divers	0	0
Acomptes fournisseurs & Frs débiteurs (Frais Généraux)	8 778	163
Autres débiteurs divers	11 375	7 708
Intérêts débiteurs NEU MTN	27	8
Total	36 936	27 077
Autres passifs		
Dettes sur l'Etat (IS, TVA..)	4 321	5 049
Dépôts et cautions reçus	1 510	1 510
Fournisseurs & comptes rattachés	1 273	1 687
Rémunérations dues & dettes au personnel	4	4
Dettes organismes sociaux	1 453	1 682
Dettes rattachées sur créditeurs divers	113	78
Autres dettes	12 320	9 981
Intérêts dettes Senior Non Préférées	9	0
Total	21 003	19 991

Note 10 : Comptes de régularisation

Rubriques (données exprimées en K€)	Montant 31/12/2018	Montant 31/12/2017
Actif		
Produits à recevoir sur instruments financiers	0	0
Charges constatées d'avance frais généraux	560	634
Produits à recevoir frais généraux	30 465	20 530
Produits à recevoir d'affacturage	3 298	3 377
Autres comptes de régularisation	39	874
Total	34 362	25 415

Passif		
Charges à payer sur instruments financiers	145	201
Produits constatés d'avance de crédit-bail et assimilés	3 635	3 541
Produits constatés d'avance d'affacturage	3 200	2 619
Charges à payer d'affacturage	4 919	3 405
Charges à payer de frais généraux	99 093	92 246
Autres comptes d'encaissement	0	29
Total	110 992	102 041

Note 11 : Provisions

Rubriques (données exprimées en k€)	Montant 31/12/2017	Transfert	Dotations	Reprises	Montant 31/12/2018
Provision pour risque social	5 529	0	765	-1 133	5 161
Provision médaille du travail	441	0	64	-37	469
Provision pour charges de retraite	5 562	0	341	-115	5 788
Provision sur prestations assimilées	548	0	0	-19	529
Provision pour assignations (affacturage)	279	0	0	-11	268
Provision pour garantie de passifs	3 800	0	0	0	3 800
Provision pour risques de participation	0	0	0	0	0
Provision pour risques opérationnels	55	0	320	-21	353
Autres provisions pour risques	5 724	0	0	0	5 724
Provision pour risques Crédit Agricole Leasing (Succursale Espagnole Affacturage)	0	0	0	0	0
Total	21 938	0	1 490	-1 336	22 093

Note 12 : Dettes subordonnées

Les emprunts subordonnés éligibles AT1 sont passés de 260 000 K€ en 2017 à 300 000 K€ en 2018. Les emprunts subordonnés éligibles « tier 2 » sont passés à 300 000 K€.

Répartition des dettes par durées résiduelles		
Rubriques (données exprimées en K€)	Total 31/12/2018	Total 31/12/2017
Dettes subordonnées à terme (1)	300 000	316 000
Dettes subordonnées à durée indéterminée : non applicable (1) & (2)	0	107 720
Titres Suprasubordonnés à durée indéterminée : non applicable (2)	300 000	80 000
Dettes rattachées	1 485	2 085
Total dettes subordonnées	601 485	505 805

(1) Dans le cadre de l'application de la recommandation du Comité de Bâle émise par le Comité de la Réglementation Bancaire, Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A., pour répondre à l'exigence de fonds propres et conforter son Ratio International de Solvabilité, a été amené à souscrire des emprunts subordonnés auprès du Crédit Agricole S.A.

(2) Emprunts subordonnés souscrits auprès du Crédit Agricole dans le cadre du besoin d'accroissement de fonds propres lié au rapprochement des activités de crédit-bail du Crédit Agricole S.A. et du Crédit Lyonnais S.A.

Note 13 : Capitaux propres

Au 31 décembre 2018, le capital social s'élève à 195 257 220 €, divisé en 13 017 148 actions de 15 € chacune, de même catégorie.

Le capital ne comporte que des titres nominatifs avec égalité du droit de vote par titre.

Il n'existe ni catégorie particulière, ni obligations convertibles ou titres similaires.

Le capital est entièrement libéré.

Au 31/12/2018, l'actionariat se répartit ainsi :

Actionariat	Nbre de titres	% de capital
Crédit Agricole S.A.	13 017 142	100,00%
Personnes physiques	6	NS
Total	13 017 148	100,00%

Tableau d'évolution des capitaux propres

Au 31 décembre 2018, les « fonds propres » sont en augmentation de 24 479 K€. Il s'agit principalement de la différence entre le résultat bénéficiaire de 2018 pour 159 076 K€ et les dividendes versés au cours de l'année 2018.

Ce dividende de 134 597 K€ a été prélevé sur le résultat constaté sur l'exercice 2017, ainsi que sur le report à nouveau disponible pour 38 941 K€.

L'assemblée générale a décidé d'affecter 1 685 K€ en réserve légale.

Une deuxième résolution a décidé de distribuer 37 229 K€ prélevés sur le poste primes d'émissions.

Rubriques (données exprimées en K€)	CALEF au 31/12/2017	Affectation résultat 2017 de CAL&F	Distribution de dividendes	Mouvements 2018	CALEF au 31/12/2018
Capital	195 257	0	0	0	195 257
Primes liées au capital	221 449	0	-37 229	0	184 220
Prime d'émission	169 693	0	-37 229	0	132 464
Prime d'apport	51 756	0	0	0	51 756
Prime de fusion	0	0	0	0	0
Réserve légale	17 841	1 685	0	0	19 526
Report à nouveau	39 001	-38 941		0	60
Résultat de l'exercice	60 112	37 256	-97 368	159 076	159 076
Total	533 660	0	-134 597	159 076	558 139

Résultat de l'exercice

Le résultat indiqué en comptabilité est déterminé selon les règles comptables et fiscales françaises.

Le résultat social après impôt est bénéficiaire de 159 076 K€ (contre un résultat bénéficiaire de 60 112 K€ en 2017).

La décomposition du résultat 2018 est la suivante :

Rubriques (données exprimées en K€)	Résultat 2018	Résultat 2017
CAL&F France	151 589	49 952
Succursale espagnole	7 487	10 160
Total	159 076	60 112

Proposition d'affectation du résultat

Le conseil d'Administration propose l'affectation suivante du résultat au 31 décembre 2018:

Rubriques (données exprimées en K€)	Résultat 2018
Résultat de l'exercice	159 076
Total à affecter	159 076
Affectation à la réserve légale	0
Dividende	123 272
Report à nouveau	35 804
Total affectation	159 076
Total	0

4.2) Hors bilan

Rubriques (données exprimées en k€)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements de financement	-8 269	22 998
Engagements donnés	400	51 813
<i>Aux filiales / accords de refinancement</i>	0	41 555
<i>Aux filiales / garanties de taux</i>	0	0
Engagements en faveur d'établissements de crédit	0	41 555
<i>Autres engagements donnés à la clientèle d'affacturage</i>	0	0
<i>Autres engagements donnés à la clientèle de crédit-bail</i>	400	10 258
Engagements en faveur de la clientèle	400	10 258
Engagements reçus	8 669	28 815
<i>Par filiales / accords de refinancement</i>	8 669	28 815
Engagements reçus d'établissements de crédit	8 669	28 815
Engagements de garantie	-5 791 814	-4 411 960
Engagements donnés	302 584	302 459
Engagements de caution d'ordre d'établissements de crédit	249 830	258 195
Engagements d'ordre de la clientèle	52 754	44 264
Engagement d'ordre Fiscal	0	0
Engagement de garantie sur encours douteux	0	0
Engagements reçus	6 094 398	4 714 419
Engagements reçus d'établissements de crédit	3 026 677	1 329 352
Engagements reçus de la clientèle	0	26 500
Engagements reçus d'assurance crédit	3 003 973	3 290 373
Engagements reçus (Succursale Espagnole CB)	63 748	68 194
Engagements sur instruments financiers à terme	165 000	179 000
Engagements donnés	165 000	179 000
<i>Opérations de SWAP, taux emprunteur</i>	<i>165 000</i>	<i>179 000</i>

<i>Opérations de CAP - Achat</i>	0	0
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	165 000	179 000
Engagements reçus	0	0
<i>Opérations de SWAP, taux prêteur</i>	0	0
<i>Opérations de FLOOR - Vente</i>	0	0
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	0	0
Autres engagements	1 398 874	1 297 385
Engagements donnés au titre des appels BCE	1 398 874	1 297 385
Solde engagements hors-bilan	-4 236 209	-2 912 577
Engagements donnés	1 866 858	1 830 656
Engagements reçus	6 103 067	4 743 233

4.3) Compte de résultat**Note 14 : Détail du Produit Net Bancaire**

Rubriques (données exprimées en K€)	2018			2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Holding						
Produits et charges assimilés	115 495	85 868	29 627	108 382	79 829	28 554
* Opérations de trésorerie et interbancaire sur établissements de crédit	9 188	39 186	-29 998	8 472	37 048	-28 576
* Produits sur autres titres à revenu fixe	0	3 652	-3 652	0	2 518	-2 518
* Opérations avec la clientèle	58 779	0	58 779	56 293	0	56 293
* Opérations de crédit-bail	47 528	43 030	4 498	43 617	40 262	3 355
Revenu des titres à revenu variable	155 633	0	155 633	40 009	0	40 009
* Dividendes et autres revenus variables (1)	155 633	0	155 633	40 009	0	40 009
Commissions	103 246	24 655	78 591	99 301	21 474	77 827
* Prestations de services pour le compte de tiers	102 909	13 681	89 228	98 972	12 313	86 659
* Commissions sur engagement de garantie	337	10 974	-10 637	329	9 161	-8 832
Gains/Pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	67	107	-40	0	78	-78
* Opérations de change	67	107	-40	0	78	-78
* Opérations sur instruments financiers	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	39 333	776	38 557	38 079	1779	36 300
Autres produits et charges d'exploitation non bancaire	0	0	0	0	0	0
Marge des activités d'assurance	0	0	0	0	0	0
Produit net bancaire	413 774	111 406	302 368	285 771	103 159	182 612

(1) Dividendes et autres titres à revenu variable, détaillé ci-dessous, dont 13,5 K€ de jetons de présence en 2018.

Revenu des titres à revenu variable

Filiales (données exprimées en K€)	2018	2017
Finamur	100 987	0
Sacam Machinisme	4	0
Lixxcourtage	0	30 000
Eurofactor Allemagne	10 000	10 000
Eurofactor Italie	3 350	0
Unifergie	39 078	0
Ucalase	2 201	0
Jetons de présence CALIT	13	3
Jetons de présence SACAM MACHINISME	0	6
Total	155 633	40 009

Commissions

Nature de commissions (données exprimées en K€)	Commissions			
	Reçues en 2018	Reçues en 2017	Versées en 2018	Versées en 2017
Commissions de Gestion OPCVM FCC	-3	30	0	0
Commissions sur engagements de garanties	337	299	1 855	313
Commissions de gestion sur dossiers de de crédit-bail	0	25	0	0
Sur autres services d'exploitation bancaire France et Espagne	0	0	127	94
Commissions d'affacturage	102 912	98 947	13 554	12 219
Commissions sur garantie assurance crédit	0	0	9 119	8 848
Total	103 246	99 301	24 655	21 474

Autres produits et charges d'exploitation bancaire

Rubriques (données exprimées en K€)	2018			2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Impôts et taxes non refacturable (Succursale espagnole)	0	113	-113	0	106	-106
Dotation/Reprise provision risques opérationnels	4	10	-6	18	1 067	-1 049
Produits accessoires sur activité de crédit-bail	195	0	195	124	0	124
Produits accessoires sur activité d'affacturage	23 266	653	22 613	21 600	606	20 994
Dotation/Reprise provision sur risques sur participations	0	0	0	0	0	0
Produits sur gestion de titrisation	1 099	0	1 099	1 630	0	1 630
Produits sur facturation BATICA	12 998	0	12 998	12 707	0	12 707
Activité d'assurances	1 771	0	1 771	2 000	0	2 000
Total	39 333	776	38 557	38 079	1 779	36 300

Note 15 : Produits & charges générales d'exploitation

Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. est destiné à porter l'ensemble des charges d'exploitation du groupe avant refacturation aux filiales selon des conventions signées entre les parties et au moyen de clés de répartition déterminées. Les filiales supportant encore directement leurs frais de personnel refacturent ces derniers à Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. qui les intègre ensuite dans sa base de refacturation.

Rubriques (données exprimées en K€)	Montant 2018	Montant 2017
Frais de personnel		
Salaires et traitements	-69 075	-70 285
Charges sociales	-32 046	-34 818
- dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	-226	-2 112
Intéressement et participation	-9 910	-10 967
Impôts et taxes sur rémunérations	-1 510	-1 449
Total des charges de personnel	-112 541	-117 519
Refacturation et transferts de charges de personnel	61 809	65 276
Frais de personnel nets	-50 732	-52 243
Frais administratifs		
Impôts et taxes	-11 411	-11 981
Services extérieurs et autres frais administratifs	-100 043	-92 226
Total des charges administratives	-111 454	-104 207
Refacturation et transferts de charges administratives	54 175	49 333
Frais administratifs nets	-57 279	-54 874
Charges générales d'exploitation	-108 011	-107 117

Note 16 : Coût du Risque

Rubriques (données exprimées en k€)	Dotations	Reprises	Pertes Couvertes	Utilisation Provisions	Montant 31/12/2018	Montant 31/12/2017
Crédit Agricole Leasing & Factoring France						
Provision clients affacturage	-23 663	1 933	-4 029	4 029	-21 730	-12 603
Provision acheteurs affacturage	-1 807	624	-621	621	-1 182	-401
Provision pour assignations (affacturage)	0	11	0	0	11	546
Provision opérationnelles risques et charges	0	79	0	0	79	0
Provision pour Sensibles	-465	0	0	0	-465	800
Frais contentieux - Sinistres clients avérés	-257	0	0	0	-257	-161
Récupération sur créances amorties	0	565	0	0	565	167
Frais contentieux - Sinistres débiteurs avérés	-959	0	0	0	-959	-363
Passage en perte exceptionnel (Affaire TAMARA)	0	0	-485	0	-485	485
Total I	-27 151	3 212	-5 135	4 650	-24 425	-11 530
Crédit Agricole Leasing (Succursale Espagnole CB)					-622	-180
Crédit Agricole Leasing (Succursale Espagnole Affacturage)					-250	4 623
Total II					-872	4 443
Total net du cout du risque	-27 151	3 212	-5 135	4 650	-25 297	-7 087

Note 17 : Gains et pertes sur actifs immobilisés

Rubriques (données exprimées en k€)	Montant 2018	Montant 2017
Charges		
Dotations aux provisions (1)	4 315	1 844
Moins values sur actifs cédés	0	931
Total	4 315	2 775
Produits		

Reprises sur provisions (2)	2 181	1 442
Plus values sur actifs cédés	95	2 095
Total	2 276	3 537
Net	-2 039	762

(1) Les dotations 2018 ont été effectuées sur les titres CALIT pour 2 213 K€, Ucalease pour 1 823 K€, et sur les titres CDML pour 279 K€.

(2) Les reprises 2018 ont été effectuées sur les titres Lixxcrédit pour 475 K€, Ucalease pour 337 K€, CALIT pour 780 K€ et CDML pour 589 K€.

Note 18 : Impôt sur les sociétés

Rubriques (données exprimées en k€)	Montant 2018	Montant 2017
Impôt sur les sociétés France	2 755	3 643
Ajustement IS antérieur et Crédit d'impôt	-168	-383
Impôt sur les sociétés EF Espagne	2 370	3 663
Total	4 957	6 923

Note 19 : Opérations avec les entreprises liées

Sont ici considérées comme entreprises liées les sociétés avec lesquelles Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. a un lien capitalistique direct ou indirect supérieur ou égal à 50%. Il s'agit du Crédit Agricole S.A., actionnaire à 99,9 % de Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. et des filiales comprises dans le périmètre de consolidation du Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A.

Rubriques (données exprimées en k€)	Montant 2018	Montant 2017
Bilan actif		
Créances sur établissements de crédit	922 642	648 993
Titres de participation AFS	1 293 081	1 293 729
Autres actifs	14 567	15 371
Comptes de régularisation actif	29 614	19 716
Total	2 259 903	1 977 809
Bilan passif		
Dettes sur établissements de Crédit	6 522 470	6 004 692
<i>Dont dettes sur emprunts subordonnés</i>	<i>601 485</i>	<i>505 805</i>
Opérations avec la clientèle		
Autres Passifs	1 404	1 437
Comptes de régularisation Passif	14 092	11 389
Total	6 537 966	6 017 519
Compte de résultat (charges)		
Charges & intérêts sur opérations avec établissements de crédit	36 573	34 980
Intérêts sur emprunts subordonnés	3 883	2 526
Commissions	9 092	8 285
Moins-values sur titres de participation AFS		931
Provision sur titres de participation AFS	4 315	-1 844
Autres charges d'exploitation	45 376	45 511
Total	99 239	90 389
Compte de résultat (produits)		
Produits & intérêts sur opérations avec établissements de crédit	8 650	7 654
Dividendes et revenus de parts d'entreprises liées	153 429	40 003
Commissions	334	329
Plus-values sur titres de participation AFS	95	2 095
Reprise de provision sur titres de participation AFS	2 181	1 442
Autres produits d'exploitation	111 534	109 128
Total	276 223	160 651
Hors-bilan (engagements donnés)		
Engagements de financement	400	51 813
Engagements de garantie	249 830	302 459
Engagements sur instruments financiers	165 000	179 000
Autres engagements	1 398 874	1 297 385
Total	1 814 104	1 830 656
Hors-bilan (engagements reçus)		
Engagements de financement	2 800	28 815
Engagements de garantie	3 192 456	4 714 419
Engagements sur instruments financiers	0	0
Total	3 195 256	4 743 233

4.4) Situation fiscale latente et conditionnelle

Note 20 : Intégration fiscale, régime retenu, déficits reportables

La société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A., composée d'un établissement français et d'une succursale espagnole, est soumise à une dualité de situation fiscale :

- Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A., en tant qu'établissement français, est imposée suivant les règles du droit fiscal français. Le résultat fiscal, après imputation des déficits ordinaires, est bénéficiaire pour l'exercice 2018 pour un montant total de + 17 320 K€, contre un résultat fiscal de + 10 652 K€ en 2017.

- la succursale espagnole est imposée séparément en Espagne suivant les règles du droit fiscal espagnol.

L'option formulée par Crédit Agricole S.A. pour le régime de groupe prévue à l'article 223 A du CGI a été renouvelée pour 5 exercices à compter du 1er janvier 2005 et est reconduite tacitement.

Au terme de cette convention, la répartition des impôts est faite selon le principe de la neutralité c'est-à-dire que chaque filiale intégrée comptabilise dans ses comptes la charge d'impôt calculée sur son propre résultat fiscal comme en l'absence d'intégration fiscale.

Note 21 : Dettes et créances d'impôts différés

Les différences temporaires résultant d'un décalage entre l'imposition d'une opération et l'exercice de rattachement comptable donnent lieu, en comptabilité financière, au calcul d'un impôt différé déterminé selon la méthode du "report variable". Le taux d'imposition retenu dans le calcul de l'impôt différé sur les échéances 2018 et au-delà est de 32,02 % pour la France.

Rubriques (données exprimées en K€)	Stock ID 31/12/17	ID par résultat 2018	ID par réserves 2018	Stock ID 31/12/18
IDP - Décalages temporaires	-12 290	860	0	-11 430
IDA - Report déficitaire	38 396	-5 314	0	33 082
IDA - Décalages temporaires (1)	15 744	-1 713	2 845	16 876
ID CAL Espagne	1 285	-240	0	1 045
ID EF Espagne	618	317	0	935
Total	43 753	-6 090	2 845	40 507

(1) dont FTA IFRS 9 de 2018 pour 2 805 K€

4.5) Autres informations**Note 22 : Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société**

La société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A., en tant que société mère du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A., présente en sus de ses comptes sociaux individuels des comptes consolidés pour l'ensemble du groupe concerné.

Les comptes de l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. font eux-mêmes partie du périmètre de consolidation des groupes Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

Note 23 : Effectif moyen

Effectif par catégorie :

Catégories de personnel	31/12/2018	31/12/2017
Cadres	786	796
Non cadres	400	414
Total	1 186	1 210

Note 24 : Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Au titre de l'exercice 2018, un montant de 916 K€ a été accordé à Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. au titre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. Il a été utilisé au 31 décembre 2018 en déduction de ses charges de frais de personnel au niveau de la rubrique « Charges sociales ».

Note 25 : Organes de direction, d'administration ou de surveillance, montant global pour chaque catégorie

Il n'a pas été alloué de rémunération au titre des fonctions de Président, ni de jetons de présence aux membres du Conseil d'Administration, au cours de l'exercice 2018.

5) Notes sur la comptabilité financière**5.1) Méthode de comptabilité financière**

Le résultat financier est calculé après amortissement financier, ce dernier étant égal à la part du loyer HT affectée à l'amortissement du montant initial financé, après rémunération à un taux de placement déterminé du capital restant dû.

Les loyers sont perçus d'avance et la méthode retenue pour calculer l'amortissement financier est celle dite à "intérêts perçus d'avance", le premier loyer incluant une part d'intérêts. La valeur résiduelle, si elle existe, est considérée comme un dernier loyer, intégralement affecté à l'amortissement du capital investi.

En comptabilité financière, les loyers sont enregistrés à leur date d'exigibilité avec prorata temporis.

Les encours financiers des dossiers à caractère douteux ou litigieux font l'objet d'un complément d'amortissement financier pour couvrir la perte probable évaluée en fonction de la valeur de revente du matériel.

Le résultat financier dégagé peut être supérieur au bénéfice social, ceci étant essentiellement dû à la différence entre les amortissements financiers et les amortissements fiscaux pratiqués.

Cet excédent permet de constituer une réserve non apparente qualifiée de "réserve latente", essentiellement constituée par la différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable des mêmes biens donnés en location.

5.2) Méthode de comptabilité sociale

Les sociétés pratiquant des opérations de crédit-bail ou de location longue durée peuvent amortir les matériels qu'elles donnent en location, conformément aux dispositions légales et réglementaires, c'est-à-dire qu'elles peuvent pratiquer des amortissements comptables de type dégressif ou linéaire.

L'amortissement effectivement retenu est compris entre le minimum linéaire et le maximum dégressif fiscalement autorisé.

Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles louées sont conformes à la réglementation en vigueur.

5.3) Passage du résultat social au résultat financier

Le résultat financier après impôt ressort un bénéfice + 169 916 K€ au 31/12/2018 contre un bénéfice de + 56 708 K€ au 31/12/2017, avec la répartition et la décomposition suivante :

Rubriques (données exprimées en K€)	2018			
	Holding	Espagne (CB)	Espagne (Affact)	Total
Résultat social après impôts	153 828	990	4 258	159 076
- Attribution d'actions aux salariés	-29			-29
+/- Amort. dérogatoire annulé en consolidation (retrait IFRS)	0			0
+/- retraitement IFRS Emprunts subordonnés AT1	17 355			17 355
+/- Retraitements IAS	99			99
+/- variation des impacts IFRS sur titres	2 134			2 134
+/- Impôts différés	-6 088			-6 088
+/- Ajustement Impôts différés 2016	0			0
+/- Retraitements IFRS 9	2 732			2 732
+/- Retraitements IAS Gains pertes Actu.(par fonds propres)	-115			-115
+/- Retraitements succursales espagnoles (dont IFRS 9)		-191	-89	-280
Résultat financier après impôts	169 916	799	4 169	174 884

VI.— Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

Aux Actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Crédit Agricole Leasing & Factoring relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point 5 de l'annexe des comptes annuels relative à la détermination du résultat financier, qui inclut notamment la mise en place de la norme IFRS 9 dans la comptabilité financière.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées pour faire face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit et dépréciation de créances du portefeuille affacturage

Risque identifié	Notre réponse
<p>Une part importante du bilan est constituée de créances envers la clientèle. L'entité Crédit agricole Leasing & Factoring comptabilise au titre du risque de crédit des dépréciations sur base collective.</p> <p>Une évolution des paramètres a été mise en œuvre sur l'exercice 2018 en normes françaises : les paramètres utilisés sont désormais des paramètres IFRS afin d'aligner la perception de l'évolution des expositions crédits du groupe dans les deux référentiels. La formule de calcul intègre les notions de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.</p> <p>Sans attendre que les encours soient devenus douteux le Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. constate des pertes de crédit attendues sur la durée de vie de l'instrument financier dès lors que la qualité de crédit de l'encours s'est significativement dégradé (créances qualifiées de dégradées).</p> <p>Au 31 décembre 2018, un stock de 9 071 K€ est comptabilisé dans le poste « Opérations avec la clientèle » figurant dans la note 3 de l'annexe.</p>	<p>Nous avons évalué l'efficacité des procédures et des contrôles-clés réalisés par la société sur le déclassement des créances en sensible et le calcul des provisions.</p> <p>En complément de ces tests sur les contrôles, nous avons mené les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Examiné les critères retenus pour déterminer si une créance qualifiée de dégradée à l'aide de notre compréhension de la nature des portefeuilles de crédit de Crédit Agricole Leasing & Factoring et de notre connaissance des pratiques du secteur bancaire. Évalué les méthodes appliquées notamment lorsque des changements ont été introduits dans les paramètres et les hypothèses du calcul. Nous avons analysé les raisons pour lesquelles ces changements étaient intervenus et avons examiné leur caractère approprié. Testé la qualité des données utilisées pour le calcul des provisions enregistrées en comptabilité. Nous avons contrôlé par sondage la cohérence de la notation des tiers retenue dans le calcul de la provision et aux bases de gestion de la société.

Risque de crédit et dépréciation des créances douteuses

Risque identifié	Notre réponse
<p>Une part importante du bilan est constituée de créances envers la clientèle. L'entité CA Leasing & Factoring comptabilise au titre du risque de crédit et son portefeuille client, des dépréciations individuelles pour créances douteuses.</p> <p>Ces dépréciations sont enregistrées en fonction du risque de non recouvrement. Elles sont déterminées individuellement et évaluées à partir de l'encours contentieux déduction faite des garanties et réserves.</p> <p>Compte tenu de l'activité exercée par la société, nous considérons que l'évaluation des dépréciations sur les créances douteuses constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons évalué l'efficacité des procédures et des contrôles-clés réalisés par la société sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le déclassement des créances en douteux. Les procédures de confirmation réalisées par la société sur les créances acquises. <p>En complément de ces tests sur les contrôles, nous avons mené les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Examiné les différents indicateurs de risques préparés par la société et les procédures d'alertes qui en découlent le cas échéant ; Examiné les critères retenus pour déterminer si une créance est douteuse à l'aide de notre compréhension de la nature des portefeuilles de crédit de Crédit Agricole Leasing & Factoring et de notre connaissance des pratiques du secteur bancaire ; Analysé les dossiers déclassés en douteux et apprécier le taux de provisionnement retenu.

Risque opérationnel lié à de la fraude externe en affacturage

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les activités d'affacturage sont exposées à un risque récurrent de fraude, principalement externe et liée à des fausses factures notamment avec le développement de la plateforme en ligne Cash In Time.</p> <p>Nous avons identifié ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> Du caractère inhérent de ce risque qui est propre au métier affacturage ; De la probabilité d'occurrence de ce risque en raison de la volumétrie des opérations ; Des impacts comptables potentiellement élevés en cas de fraude externe avérée. 	<p>Nous avons évalué l'efficacité par sondage des procédures et des contrôles-clés réalisés par la société sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> La procédure d'entrée en relation et notamment l'évaluation de la qualité du client / prospect ; Les procédures de confirmation réalisées par la société sur les créances acquises. <p>En complément de ces tests sur les contrôles, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> Examiné les différents indicateurs de risques préparés par la société et les procédures d'alertes qui en découlent le cas échéant ; Analysé les différentes hypothèses et estimations ayant permis de déterminer les montants de provisions comptabilisées ; Circularisé un échantillon d'acheteurs débiteurs pour l'affacturage afin de confirmer la balance achetée ; Examiné les différents rapports et les synthèses d'audit interne en lien avec ce risque émis sur l'exercice 2018.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires*Désignation des Commissaires aux comptes*

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes du Crédit Agricole Leasing & Factoring par l'Assemblée Générale du 26 mai 1992 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres et du 27 mai 2005 pour le cabinet MAZARS.

Au 31 décembre 2018, le cabinet ERNST & YOUNG et Autres était dans la vingt-septième année de sa mission sans interruption et le cabinet MAZARS était dans la quatorzième année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels*Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son

- rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité d'audit

Nous remettons un rapport au Comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce

qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit. Ces points sont décrits dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Courbevoie et à Paris-La-Défense, le 25 avril 2019

Les Commissaires aux Comptes :

ERNST & YOUNG et Autres
Claire ROCHAS

MAZARS
Franck BOYER

Partie B. — Comptes consolidés au 31 décembre 2018

**Arrêtés par le Conseil d'administration de *Crédit Agricole Leasing & Factoring* en date du 12 février 2019
et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale Ordinaire en date du 10 mai 2019.**

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

Le siège social de la société *Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A.* est situé 12 place des Etats-Unis 92548 Montrouge. Elle est immatriculée au RCS de Nanterre sous le n° 692 029 457. (Code NAF 6492Z)

La société *Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A.* est la société mère du groupe *Crédit Agricole Leasing & Factoring*.

La société *Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A.* est une filiale à 100 % de *Crédit Agricole S.A.* : le groupe *Crédit Agricole Leasing & Factoring* est intégré à la consolidation des groupes *Crédit Agricole S.A.* et *Crédit Agricole*.

Présentation de l'activité de Crédit Agricole Leasing & Factoring

Le groupe *Crédit Agricole Leasing & Factoring* déploie principalement deux activités :

- des activités de location essentiellement en France (mais également à l'international au travers de sa succursale en Espagne), qui prennent la forme de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat, de location financière, ou de location longue durée. Les caractéristiques de ces contrats permettent de les qualifier de locations financements au sens de l'IAS17 ;

- une activité d'affacturage déployée en France mais également en Europe au travers de sa succursale en Espagne et des filiales établies en Allemagne, en Italie et au Portugal.

Organigramme simplifié du Crédit Agricole

Un Groupe bancaire d'essence mutualiste

L'organisation du *Crédit Agricole* fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par 9,7 millions de sociétaires qui élisent quelques 30 902 administrateurs. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

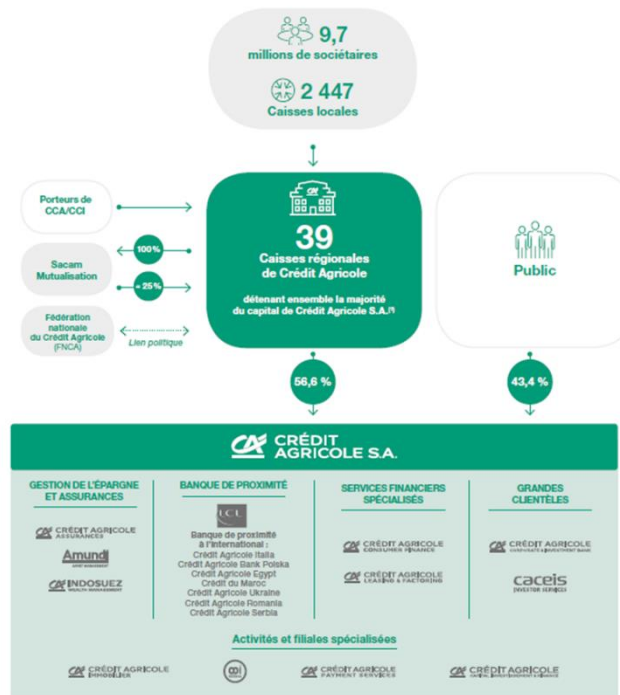
La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de *Crédit Agricole S.A.* Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du *Crédit Agricole* (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau *Crédit Agricole*, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau *Crédit Agricole*, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, *Crédit Agricole S.A.* peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

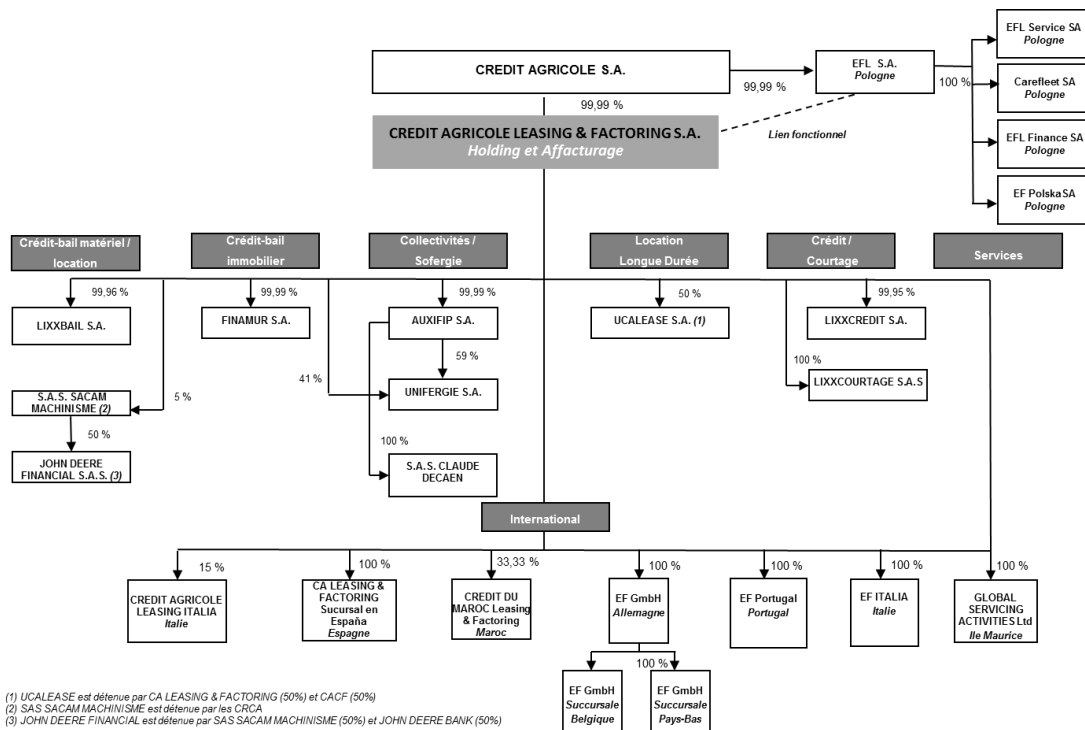
LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Le périmètre du groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole S.A., l'ensemble des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que leurs filiales.



(1) via SAS Rue de la Bodde. La Caisse régionale de la Corse, détenue à 95,0% par Crédit Agricole S.A., est actionnaire de Sacam Mutualisation.

Organigramme juridique du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring



(1) UCALÉASE est détenue par CA LEASING & FACTORING (50%) et CACF (50%)

(2) SAS SACAM MACHINISME est détenue par les CRCA

(3) JOHN DEERE FINANCIAL est détenue par SAS SACAM MACHINISME (50%) et JOHN DEERE BANK (50%)

Relations internes au Crédit Agricole

Informations relatives aux parties liées

Les relations entre le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring et sa société mère Crédit Agricole S.A. concernent essentiellement :

- a) des financements obtenus pour l'acquisition des biens destinés à la location ainsi que l'octroi de limites à court terme permettant de financer l'activité affacturage ;
b) la souscription d'instruments financiers destinés à la couverture du risque de taux fixe généré par l'activité de portefeuille ;
c) la mise à disposition et le partage de coûts de structure (locaux, personnel, ...).

Le groupe Crédit Agricole représente surtout un canal d'apport important pour le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring qui rémunère le réseau des apporteurs (Caisses régionales et agences LCL) par des commissions d'apport d'affaires. Ce réseau se porte également garant d'une part significative des contrats apportés.

Les filiales de Crédit Agricole Leasing & Factoring étant toutes intégrées globalement, toutes les opérations internes au groupe ont été éliminées.

Gestion des engagements en matière de retraites, préretraites et indemnités de fin de carrière : conventions de couverture internes au Groupe

Comme présenté dans les principes comptables (Chapitre 1.2), les avantages postérieurs à l'emploi peuvent être de différentes natures. Il s'agit :

- d'indemnités de fin de carrière ;
- d'engagements de retraites, qualifiés selon le cas de régime « à cotisations » ou « à prestations » définies.

Ces engagements font, pour partie, l'objet de conventions d'assurances collectives contractées auprès de Prédica, société d'Assurance Vie du groupe Crédit Agricole.

Ces conventions ont pour objet :

- la constitution chez l'assureur de fonds collectifs destinés à la couverture des indemnités de fin de carrière ou à la couverture des différents régimes de retraite, moyennant le versement de cotisations de la part de l'employeur ;
- la gestion de ces fonds par la société d'assurance ;
- le paiement aux bénéficiaires des primes et prestations de retraites prévues par les différents régimes.

Relations avec les principaux dirigeants

Les informations sur la rémunération des principaux dirigeants sont détaillées dans la partie 6 « Avantages aux personnels et autres rémunérations » au point 7.7.

Etats financiers consolidés

Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts et produits assimilés	4.1	498 496	517 957
Intérêts et charges assimilées	4.1	-175 616	-199 656
Commissions (produits)	4.2	152 908	146 372
Commissions (charges)	4.2	-34 664	-44 757
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	-82	-117
<i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>		0	0
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>		-82	0
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	2 318	0
<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>		95	0
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>		2 223	0
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	4.4	0	1 309
Produits des autres activités	4.7	164 558	168 341
Charges des autres activités	4.7	-144 506	-149 518
Produit net bancaire		463 412	439 931
Charges générales d'exploitation	4.8	-238 970	-231 177
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.9	-5 251	-4 132
Résultat brut d'exploitation		219 191	204 622
Coût du risque	4.10	-29 891	-28 076
Résultat d'exploitation		189 300	176 546
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		1 441	-1 667
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.11	-60	0
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.16		
Résultat avant impôts		190 681	174 879
Impôts sur les bénéfices	4.12	-43 867	-17 874
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	6.12		
Résultat net		146 814	157 005
Participations ne donnant pas le contrôle	6.21	2	3
Résultat net part du groupe		146 811	157 003
Résultat par action (en euros) (1)	6.20	11,28	12,06
Résultat dilué par action (en euros) (1)	6.20	11,28	12,06

Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Résultat net		146 814	157 005
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4.13	-70	-1 462

Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	4.13	-1 486	0
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	4.13	-1 556	-1 462
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, des entreprises mises en équivalence	4.13	0	1
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.13	7	539
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	4.13	-1 549	-922
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	4.13	0	880
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	4.13	0	880
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.13	112	-240
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4.13	112	640
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	4.13	-1 437	-282
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		145 377	156 723
Dont part du Groupe		145 375	156 721
Dont participations ne donnant pas le contrôle		2	2
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	4.13		

Bilan actif

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017
Caisse, banques centrales	6.1	631 150	630 032	630 043
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-6.2-6.6-6.7	0	0	0
Actifs financiers détenus à des fins de transaction				
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat				
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	1 664	2 628	2 628
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1-6.4-6.6-6.7	3 214	4 601	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables				
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		3 214	4 601	
Actifs financiers disponibles à la vente	3.1-6.4-6.6-6.7			4 602
Actifs financiers au coût amorti	3.1-3.3-6.5-6.6-6.7	21 903 063	21 373 662	0
Prêts et créances sur les établissements de crédit		1 165 125	1 027 848	1 028 407
Prêts et créances sur la clientèle		20 737 938	20 345 814	20 440 360
Titres de dettes				
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		52 539	59 051	59 051
Actifs d'impôts courants et différés	6.10	8 222	44 454	15 439
Comptes de régularisation et actifs divers	6.11	501 437	527 451	527 451
Participation dans les entreprises mises en équivalence	6.13	19 489	17 936	20 767
Immubles de placement	6.14	44 350	46 106	46 106
Immobilisations corporelles	6.15	31 299	23 395	23 395
Immobilisations incorporelles	6.15	31 315	24 171	24 171
Ecarts d'acquisition	6.16	62 327	62 327	62 327
Total de l'actif		23 290 069	22 815 814	22 884 747

Bilan passif

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017
Banques centrales	6.1	87	80	80
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	0	0	
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	56 284	64 946	64 946
Passifs financiers au coût amorti		19 930 214	19 589 756	19 589 756
Dettes envers les établissements de crédit	3.3-6.8	17 378 674	17 349 802	17 349 802
Dettes envers la clientèle	3.1-3.3-6.8	1 920 524	1 732 806	1 732 806
Dettes représentées par un titre	3.2-3.3-6.8	631 016	507 148	507 148
Passifs d'impôts courants et différés	6.10	201 906	223 404	223 404
Comptes de régularisation et passifs divers	6.11	1 166 199	1 087 814	1 087 813
Provisions	6.18	74 915	78 490	77 033
Dettes subordonnées	3.2-3.3-6.19	300 934	245 547	245 547
Total dettes		21 730 539	21 290 037	21 288 579
Capitaux propres		1 559 530	1 525 777	1 596 168
Capitaux propres part du Groupe		1 559 479	1 525 728	1 596 118
Capital et réserves liées		679 477	676 706	676 707
Réserves consolidées		744 210	858 605	763 253

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-11 020	-9 583	-845
Résultat de l'exercice		146 811		157 003
Participations ne donnant pas le contrôle		51	49	50
Total du passif		23 290 069	22 815 814	22 884 747

Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Part du Groupe								Résultat net	Capitaux propres
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
	Capital	Primes et Réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres autodétenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Capitaux propres au 1er janvier 2017 Publié	195 257	1 081 529	-	230 000	1 506 786	259	-822	-562		1 506 224
Impacts nouvelles normes (2)					-			-		-
Capitaux propres au 1er janvier 2017	195 257	1 081 529	-	230 000	1 506 786	259	- 822	-562	-	1 506 223
Augmentation de capital					-			-		-
Variation des titres autodétenus					-			-		-
Emissions d'instruments de capitaux propres				30 000	30 000			-		30 000
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres		- 15 355			- 15 355			-		- 15 355
Dividendes versés en 2017		- 81 487			- 81 487			-		- 81 487
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle		-			-			-		-
Mouvements liés aux paiements en actions		-			-			-		-
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	- 96 842	-	30 000	- 66 842	-	-	-		- 66 842
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-		- 43	- 43		- 43
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence		-			-	-240		-240		-240
Résultat 2017					-				157 003	157 003
Autres variations		16			16		1	1		16
Capitaux propres au 31 décembre 2017	195 257	984 703	-	260 000	1 439 960	19	-864	-844	157 003	1 596 117
Affectation du résultat 2017		157 003			157 003				-157 003	
Capitaux propres au 1er janvier 2018	195 257	1 141 706	-	260 000	1 596 963	19	-864	-844	-	1 596 118
Impacts de l'application de la norme IFRS 9 (3)		-61 653			- 61 653		-8 738	-8 738		- 70 391
Capitaux propres au 1er janvier 2018 retraité	195 257	1 080 053	-	260 000	1 535 310	19	-9 602	-9 582	-	1 525 728
Augmentation de capital					-			-		-
Variation des titres autodétenus					-			-		-
Emissions d'instruments de capitaux propres				40 000	40 000			-		40 000
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres		-17 061			-17 061			-		- 17 061
Dividendes versés en 2018		-134 597			-134 597			-		- 134 597
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle		-			-			-		-
Mouvements liés aux paiements en actions		29			29			-		29
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	-151 629	-	40 000	-111 629	-	-	-	-	- 111 629
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-		-1 549	-1 549		-1 549
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves					-		-1 486	-1 486		-1 486
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves					-			-		-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence					-	112		112		112
Résultat 2018					-			-	146 811	146 811
Autres variations		5			5		- 1	- 1		4
Capitaux propres au 31 décembre 2018	195 257	928 429	-	300 000	1 423 686	131	-11 152	-11 020	146 811	1 559 478

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle

(2) Impact capitaux propres des normes d'application rétrospective

(3) Le détail des impacts sur les capitaux propres lié à la mise en application d'IFRS 9 est présenté dans le paragraphe "Notes annexes sur les effets de l'application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018".

(en milliers d'euros)	Participations ne donnant pas le contrôle				Capitaux propres consolidés	
	Capital réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Capitaux propres
		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		

Capitaux propres au 1er janvier 2017 Publié	51	-	-4	-4	47	1 506 271
Impacts nouvelles normes (2)				-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2017	51	-	-4	-4	47	1 506 270
Augmentation de capital				-	-	-
Variation des titres autodétenus				-	-	-
Emissions d'instruments de capitaux propres				-	-	30 000
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres				-	-	-15 355
Dividendes versés en 2017				-	-	-81 487
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-			-	-	-
Mouvements liés aux paiements en actions				-	-	-
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-66 842
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				-	-	-43
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence				-	-	-240
Résultat 2017	3			-	3	157 006
Autres variations				-	-	16
Capitaux propres au 31 décembre 2017	54	-	-4	-4	50	1 596 167
Affectation du résultat 2017						
Capitaux propres au 1er janvier 2018	54	-	-4	-4	50	1 596 168
Impacts de l'application de la norme IFRS 9 (3)					-	-70 391
Capitaux propres au 1er janvier 2018 retraité	54	-	-4	-4	50	1 525 777
Augmentation de capital				-	-	-
Variation des titres autodétenus				-	-	-
Emissions d'instruments de capitaux propres				-	-	40 000
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres				-	-	-17 061
Dividendes versés en 2018				-	-	-134 597
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle				-	-	-
Mouvements liés aux paiements en actions				-	-	29
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-111 629
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				-	-	-1 549
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves				-	-	-1 486
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves				-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence				-	-	112
Résultat 2018				-	-	146 811
Autres variations			1	1	1	5
Capitaux propres au 31 décembre 2018	54	-	-	-	51	1 559 530
			3	3		

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle

(2) Impact capitaux propres des normes d'application rétrospective

(3) Le détail des impacts sur les capitaux propres lié à la mise en application d'IFRS 9 est présenté dans le paragraphe "Notes annexes sur les effets de l'application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018".

Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring y compris les actifs recensés dans le portefeuille de placements détenus jusqu'à l'échéance.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille Actifs financiers disponibles à la vente sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Résultat avant impôts		190 681	174 879
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		5 249	4 131
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	6.16		
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		36 657	22 196
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		-1 441	1 667
Résultat net des activités d'investissement		60	-1 386
Résultat net des activités de financement		4 423	5 053
Autres mouvements		14 253	13 330
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements		59 202	44 991

Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	87 310	599 841
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-262 262	-843 337
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	51 565	198 590
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	82 016	-171 242
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence (1)		
Impôts versés	-29 127	-31 751
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-70 498	-247 899
Flux provenant des activités abandonnées		
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	179 384	-28 029
Flux liés aux participations (2)		-1 704
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-10 526	-11 144
Flux provenant des activités abandonnées		
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	-10 526	-12 848
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (3)	-111 656	-66 842
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (4)	143 973	-5 172
Flux provenant des activités abandonnées		
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	32 317	-72 014
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	201 177	-112 891
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	328 439	441 330
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	630 043	424 037
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	-301 604	17 293
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	529 616	328 439
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	631 160	630 043
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	-101 544	-301 604
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	201 177	-112 891

* Composé du solde net du poste "Caisse et banques centrales", hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

** Composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "Comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.5 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.8 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole) ;

(1) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par l'entité à ses actionnaires, à hauteur de 134 597 milliers d'euros pour l'année 2018.

(2) Au cours de l'année 2018, les émissions nettes de dettes subordonnées s'élèvent à 56 280 milliers d'euros

Notes annexes sur les effets de l'application de IFRS9 au 1er janvier 2018

Transition du bilan du 31 décembre 2017 au 1er janvier 2018

Les tableaux suivants présentent les actifs et passifs financiers impactés par la mise en place de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018.

Actifs financiers

Actifs financiers		31/12/2017	01/01/2018					
		IAS 39	Reclassements au titre d'IFRS 9					
(en milliers d'euros)		Valeur au bilan selon IAS 39	Banques Centrales	Actifs financiers à la juste valeur par résultat				Instruments dérivés de couverture
				Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat			
					Instruments de capitaux propres	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	Actifs Représentatifs de contrats en unités de compte	Actifs Financiers à la juste valeur par résultat sur option
IAS 39	Banques Centrales	630 042	630 042					
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0		0	0	0	0	0
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction							
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option (1)							
	Instruments dérivés de couverture	2 628						2 628
	Actifs disponibles à la vente	4 602						
	Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 028 407						
	Prêts et créances sur la clientèle	20 440 360						
	Titres détenus jusqu'à l'échéance							
	Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées							
	Participation dans les entreprises mises en équivalence							
	Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IAS 39	22 106 039						
	Retraitement de la valeur comptable au titre d'IFRS 9 (2)		-11					
01/01/2018	Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IFRS 9		630 031	0	0	0	0	2 628

Actifs financiers	01/01/2018
-------------------	------------

(en milliers d'euros)		Reclassements au titre d'IFRS 9						
		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		Actifs financiers au coût amorti			Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	Participation dans les entreprises mises en équivalence
		Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Prêts et créances sur les établissements de crédit	Prêts et créances sur la clientèle	Titres de dettes		
IAS 39	Banques Centrales							
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0		
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction							
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option (1)							
	Instruments dérivés de couverture							
	Actifs disponibles à la vente		4 601					
	Prêts et créances sur les établissements de crédit			1 028 407				
	Prêts et créances sur la clientèle				20 440 361			
	Titres détenus jusqu'à l'échéance							
	Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées							
	Participation dans les entreprises mises en équivalence							
	Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IAS 39							
	Retraitement de la valeur comptable au titre d'IFRS 9 (2)		0	-559	-94 547			
01/01/2018	Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IFRS 9	0	4 601	1 027 848	20 345 814	0	0	0

(1) Les reclassements liés aux actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	IAS 39	Reclassement au titre d'IFRS 9	
		Dont actifs financiers reclassés hors de la catégorie juste valeur par résultat sur option sous IFRS 9	
		Reclassement imposé par les dispositions d'IFRS 9	Reclassement effectué par choix
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0
Instruments de dette			
Instruments de capitaux propres			

Passifs financiers

Passifs financiers		31/12/2017	01/01/2018					
(en milliers d'euros)		IAS 39	Reclassements au titre d'IFRS 9					
		Valeur au bilan selon IAS 39	Passifs financiers à la juste valeur par résultat		Instruments dérivés de couverture	Passifs financiers au coût amorti		
			Passifs financiers détenus à des fins de transaction	Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		Dettes envers les établissements de crédit	Dettes envers la clientèle	Dettes représentées par un titre
IAS 39	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	0	0
	Passifs financiers détenus à des fins de transaction							
	Instruments dérivés de couverture	64 946			64 946			
	Dettes envers les établissements de crédit	17 349 802				17 349 802		
	Dettes envers la clientèle	1 732 806					1 732 806	
	Dettes représentées par un titre	507 148						507 148
	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées							
	Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IAS 39	19 654 702						
	Retraitement de la valeur comptable au titre d'IFRS 9							
01/01/2018	Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IFRS 9		0	0	64 946	17 349 802	1 732 806	507 148

(1) Les reclassements liés aux passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	IAS 39	Reclassement au titre d'IFRS 9	
		Dont passifs financiers reclassés hors de la catégorie juste valeur par résultat sur option sous IFRS 9	
		Reclassement imposé par les dispositions d'IFRS 9	Reclassement effectué par choix
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			

Transition entre les dépréciations ou provisions constituées selon IAS 39 et les corrections de valeur pour pertes constituées selon IFRS 9

Au titre de l'application d'IFRS 9 au 1er janvier 2018, les modalités de provisionnement évoluent de manière significative. Le tableau suivant présente l'évolution des dépréciations ou provisions passives comptabilisées au 31/12/2017 (selon les dispositions d'IAS 39) vers les corrections de valeur pour pertes comptabilisées au 1er janvier 2018 (selon les dispositions d'IFRS 9) :

Dépréciations sur actifs financiers (en milliers d'euros)		31/12/2017	01/01/2018								
		IAS 39 - Montant de la dé- préciation	Banques Centrales	IFRS 9 - Reclassement des montants de dépréciations							
				Actifs financiers à la juste valeur par résul- tat			Actifs financiers à la juste valeur par capi- taux propres		Actifs financiers au coût amorti		
				Actifs finan- ciers détenus à des fins de tran- saction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		Instru- ments de dettes comptabi- lisés à la juste va- leur par capitaux propres recy- clables	Instru- ments de capitaux propres comptabi- lisés à la juste va- leur par capitaux propres non recy- clables	Prêts et créances sur les éta- blissements de crédit	Prêts et créances sur la clientèle	Titres de dettes
Dépréciations selon IAS 39	Banques Centrales										
	Actifs disponibles à la vente	-8 708									
	Prêts et créances sur les établissements de crédit										
	Prêts et créances sur la clientèle	-230 416								-230 145	
	Titres détenus jusqu'à l'échéance										
	Solides comptables de dépréciations selon les dispositions d'IAS 39	-239 124									
	Retraitements des dépréciations selon IFRS 9		-11					8 708	-559	-94 547	
	Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie juste valeur par résultat sous IAS 39							8 708			
	Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie actifs disponibles à la vente sous IAS 39										
	Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie prêts et créances sous IAS 39								-559	-94 547	
	Dont retraitements sur actifs reclassés depuis la catégorie titres détenus jusqu'à l'échéance sous IAS 39										
01/01/2018	Solides comptables de dépréciations selon les dispositions d'IFRS 9		-11	0	0	0	0	8 708	-559	-324 692	0

Provisions sur engagements de hors bilan (en milliers d'euros)	31/12/2017	Retraitements des provisions selon IFRS 9	01/01/2018
	IAS 39 – Montant de provisions		IFRS 9 – Montant de provisions
Engagements de financement		1 457	1 457
Engagements de garantie	0		
Solides comptables de provisions	0	1 457	1 457

La répartition entre dépréciations collectives et dépréciations individuelles sous IAS 39 au 31/12/2017 est la suivante :

La répartition entre dépréciations collectives et dépréciations individuelles sous IAS 39 est la suivante :

Ventilation des dépréciations des actifs financiers sous IAS 39 (en milliers d'euros)	31/12/2017	
	Dépréciations collectives	Dépréciations individuelles
Solides comptables de dépréciations selon les dispositions d'IAS 39		-239 124

La répartition des dépréciations par étapes de dépréciation (ou buckets) sous IFRS 9 au 1er janvier est la suivante :

Actifs financiers (en milliers d'euros)	01/01/2018		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0	0
Prêts et créances sur les établissements de crédit			
Prêts et créances sur la clientèle			
Titres de dettes			
Actifs financiers au coût amorti	-48 434	-84 165	-192 922
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-66	-493	
Prêts et créances sur la clientèle	-48 368	-83 672	-192 922
Titres de dettes			
Total	-48 434	-84 165	-192 922
Engagements hors bilan (en milliers d'euros)	01/01/2018		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Engagements de financement	1 085	372	
Engagements de garantie			
Total	1 085	372	0

Actifs financiers ayant fait l'objet d'un reclassement du fait de la mise en application d'IFRS 9

Actifs - Reclassements à la date de première application (en milliers d'euros)	31/12/2018				
	Comptabilisation selon les dispositions d'IFRS 9		Comptabilisation selon les dispositions d'IFRS 9 si le reclassement n'avait pas eu lieu		
	Valeur au bilan	Produits/ charges d'intérêts comptabilisés	Juste valeur	Gains/Pertes comptabilisés en résultat net	Gains/Pertes comptabilisés directement en capitaux propres
Actifs financiers à la juste valeur par résultat reclassés en actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0	0	0	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables					
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat reclassés en actifs financiers au coût amorti	0	0	0	0	
Prêts et créances sur les établissements de crédit					
Prêts et créances sur la clientèle					
Titres de dettes					
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres reclassés en actifs financiers au coût amorti	0	0	0	0	0
Prêts et créances sur les établissements de crédit					
Prêts et créances sur la clientèle					
Titres de dettes					
Total	0	0	0	0	0

Impact sur les capitaux propres de l'application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018

(en milliers d'euros)	Impact de 1ère application d'IFRS 9 au 1er janvier 2018 (1)		
	Capitaux propres consolidés	Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres – Participations ne donnant pas le contrôle
Capitaux propres au 31/12/2017 - Norme IAS 39	1 596 168	1 596 118	50
<i>Incidence sur les réserves</i>	-61 683	-61 681	-2
Réévaluation liée au risque de crédit propre sur passifs à la Juste valeur par résultat sur option			
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par résultat (y compris annulation de la provision le cas échéant ; en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte)			
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par capitaux propres non recyclables : Impact de l'annulation de la dépréciation durable (le cas échéant)	8 708	8 708	
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par capitaux propres non recyclables : reclassement de la portion couverte en juste valeur (le cas échéant)			
Reclassement depuis coût amorti vers Juste valeur par résultat (y compris frais d'acquisition restant à étaler, en cas de couverture de juste valeur reclassement uniquement de la portion non couverte)	0		
Actifs (vers Juste valeur par résultat)			
Passifs (vers Juste valeur par résultat)			
Reclassement depuis Juste valeur par résultat vers Juste valeur par capitaux propres recyclables			
Reclassement depuis Juste valeur par résultat vers coût amorti (y compris commissions restant à étaler)	0		
Actifs (depuis Juste valeur par résultat par nature et sur option)			
Passifs (depuis Juste valeur par résultat sur option)			
Impact des arrêts de couverture hors couverture de juste valeur			
Comptabilisation des pertes de crédit attendues (sur actifs financiers, actifs entrant dans le champs d'IAS 17 et IFRS 15, engagements hors bilan)	-67 559	-67 557	-2
Reclassement des instruments de capitaux propres Juste valeur par résultat sur option vers Juste valeur par capitaux propres non recyclables			
Impact des modifications sur actifs/passifs financiers évalués au coût amorti			
Réserves - hors entreprises mises en équivalence	-58 851	-58 849	-2
Réserves - entreprises mises en équivalence	-2 832	-2 832	
Réserves - activités abandonnées			
<i>Incidence sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</i>	-1 484	-1 484	0
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par résultat (en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte)			
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Coût amorti (en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte)			
Reclassement depuis Coût amorti vers Juste valeur par capitaux propres recyclables (en cas de couverture de juste valeur, reclassement uniquement de la portion non couverte)			
Reclassement des instruments de capitaux propres depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par capitaux propres non recyclables	-1 484	-1 484	
Reclassement depuis Juste valeur par résultat vers Juste valeur par capitaux propres recyclables			
Impact des arrêts de couverture hors couverture de juste valeur			
Comptabilisation des pertes de crédit attendues sur actifs financiers à la Juste valeur par capitaux propres recyclables			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (nets d'impôt) - hors entreprises mises en équivalence	-1 484	-1 484	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (nets d'impôt) - entreprises mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées			

Incidence sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-7 224	-7 224	0
Réévaluation liée au risque de crédit propre sur passifs à la Juste valeur par résultat sur option			
Reclassement des instruments de capitaux propres depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par capitaux propres non recyclables	-7 224	-7 224	
Reclassement des instruments de capitaux propres à la Juste valeur par résultat sur option vers Juste valeur par capitaux propres non recyclables			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (nets d'impôts) - hors entreprises mises en équivalence	-7 224	-7 224	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (nets d'impôts) - entreprises mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur actifs abandonnés			
Total - Impact sur les capitaux propres lié à la mise en application d'IFRS 9	-70 391	-70 389	-2
Capitaux propres au 01/01/2018 - Norme IFRS 9	1 525 778	1 525 729	49

(1) Les montants présentés sont nets d'impôts

Notes annexes aux états financiers

1 Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

1.1 Normes applicables et comparabilité

En application du règlement CE n°1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2018 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite carve out), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2017.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2018 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2018.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
IFRS 9 Instruments financiers Remplacement d'IAS 39 - Instruments financiers : classification et évaluation, dépréciation, couverture	22 novembre 2016 (UE 2016/2067)	1er janvier 2018	Oui
Amendement à IFRS 4 Contrats d'assurance / IFRS 9 Instruments financiers Proposition d'approches optionnelles permettant aux entreprises ayant des activités d'assurance de gérer le décalage d'application entre la norme IFRS 9 et IFRS 4	3 novembre 2017 (UE 2017/1988)	1er janvier 2018	Oui
IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients Remplacement d'IAS 11 sur la reconnaissance des contrats de construction et d'IAS 18 sur la reconnaissance des produits ordinaires	22 septembre 2016 (UE 2016/1905)	1er janvier 2018	Oui
Amendement à IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients Clarifications à IFRS 15	31 octobre 2017 (UE 2017/1987)	1er janvier 2018	Oui
Améliorations des IFRS cycle 2014-2016 : - IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités - IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises - IFRS 1 Première adoption des normes internationales d'information financière	7 février 2018 (UE 2018/182)	1er janvier 2017	Oui
		1er janvier 2018	Oui
		1er janvier 2018	Non
Amendement à IFRS 2 Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions Clarifications à IFRS 2	26 février 2018 (UE 2018/289)	1er janvier 2018	Oui
Amendement à IAS 40 Immeubles de placement Clarification du principe de transfert, entrée ou sortie, de la catégorie Immeubles de placement	14 mars 2018 (UE 2018/400)	1er janvier 2018	Oui
IFRIC 22 Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée Clarifications à IAS 21 Effets des variations des cours des monnaies étrangères	3 avril 2018 (UE 2018/519)	1er janvier 2018	Oui

Ainsi, le groupe Crédit Agricole publie pour la première fois à compter du 1er janvier 2018 ses états financiers IFRS en application de la norme IFRS 9 Instruments financiers et de la norme IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients (cf. chapitre 1.2 "Principes et méthodes comptables").

La norme IFRS 9 *Instruments Financiers* remplace la norme IAS 39 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation. Elle définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

La norme IFRS 9 est d'application rétrospective et obligatoire à compter du 1er janvier 2018 en ajustant le bilan d'ouverture en date de première application, sans l'obligation de retraiter les états financiers de la période comparative 2017. En conséquence, les actifs et passifs relatifs aux instruments financiers 2017 sont comptabilisés et évalués selon l'application de la norme IAS 39 telle que décrite dans les principes et méthodes comptables présentés dans les états financiers 2017.

La norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* remplace les normes IAS 11 Contrats de construction, IAS 18 Produits des activités ordinaires, ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 Programmes de fidélisation de la clientèle, IFRIC 15 Contrats de construction de biens

immobiliers, IFRIC 18 Transferts d'actifs provenant de clients et SIC 31 Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité.

Pour la première application de la norme IFRS 15, le groupe Crédit Agricole a choisi la méthode rétrospective modifiée sans comparatif au niveau de l'exercice 2017. L'application de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et les capitaux propres.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Amendement à IFRS 9 Instruments financiers Options de remboursement anticipé avec pénalité négative	22 mars 2018 (UE 2018/498)	1er janvier 2019 (1)	Oui
IFRS 16 Contrats de location Remplacement d'IAS 17 sur la comptabilisation des contrats de location	31 octobre 2017 (UE 2017/1986)	1er janvier 2019	Oui
IFRIC 23 Positions fiscales incertaines Clarification d'IAS 12 sur l'évaluation et la comptabilisation d'un actif ou passif d'impôt en situation d'incertitude quant à l'application de la législation fiscale	23 octobre 2018 (UE 2018/1595)	1er janvier 2019	Oui

(1) Le Groupe a décidé d'appliquer de manière anticipée l'amendement à IFRS 9 à compter du 1er janvier 2018

La norme **IFRS 16 Contrats de location** remplacera la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées (IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15 Avantages dans les contrats de location et SIC 27 Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location). Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019.

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité des locataires. IFRS 16 imposera pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Dès 2017, le groupe Crédit Agricole s'est organisé pour mettre en œuvre la norme IFRS 16 dans les délais requis, en y intégrant les fonctions comptables, finances, risques et achats. Une première étude d'impact de la mise en œuvre de la norme dans le Groupe a été réalisée au second semestre 2017 sur la base des états financiers au 31 décembre 2016. L'ensemble de ces travaux se sont poursuivis sur 2018. Le Groupe a finalisé le choix des options structurantes liées à l'interprétation de la norme, a choisi les solutions informatiques nécessaires pour permettre le traitement de données de l'ensemble des contrats de location du Groupe et a réalisé au second semestre des chiffrages d'impacts sur la base des états financiers au 31 décembre 2017.

Le Groupe appliquera la méthode rétrospective modifiée conformément au paragraphe C5(b) de la norme IFRS 16 en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale à la date de transition (1er janvier 2019). En conséquence, le Groupe n'attend pas d'impact significatif de la norme IFRS 16 sur ses capitaux propres. Le Groupe a choisi d'utiliser les deux exemptions relatives à la comptabilisation proposées par la norme pour les contrats suivants :

- Contrats de location à court terme,
- Contrats de location portant sur des biens de faible valeur à neuf.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2018 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2018.

1.2 Principes et méthodes comptables

— Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur ;
- les participations non consolidées ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de stock options ;
- les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- les dépréciations des créances ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence ;
- la participation aux bénéfices différés [si l'entité est concernée]

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

— Instruments financiers (IFRS 9, IAS 32 et 39)

- Définitions

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent, qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne y compris pour les actifs financiers détenus par les entités d'assurance du Groupe.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que le groupe Crédit Agricole Leasing & factoring utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

— Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers**- Evaluation initiale**

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

- Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Pour les instruments dérivés, ils sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier, le montant est ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

-Actifs financiers**• Classement et évaluation des actifs financiers**

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur. Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (i.e. prêts et titres à revenu fixes ou déterminables) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (i.e. actions).

○ Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépend de deux critères réunis : le modèle de gestion et l'analyse des caractéristiques contractuelles sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

- Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management du Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le modèle de pure collecte dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- Le modèle mixte dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- Le modèle de pure cession dont l'objectif principal est de céder les actifs.

Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

- Les caractéristiques contractuelles (test "Solely Payments of Principal & Interests" ou test "SPPI") :

Le test "SPPI" regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

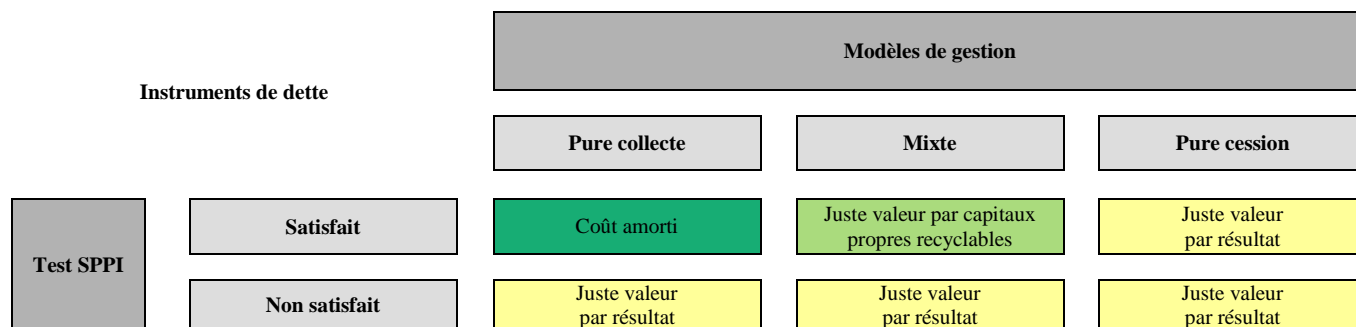
Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des "tranches").

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test "SPPI" nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "look-through" et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test "SPPI" peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :



♦ Instruments de dette au coût amorti

Les instruments de dette sont évalués au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle collecte et s'ils respectent le test "SPPI".

Ils sont enregistrés à la date de règlement- livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. Cette catégorie d'actifs financiers fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique "Provisionnement pour risque de crédit".

♦ Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle mixte et s'ils respectent le test "SPPI". Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE). En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat. Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique "Provisionnement pour risque de crédit" (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

♦ Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test "SPPI". C'est notamment le cas des OPCVM ;

- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels l'entité choisit pour la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit net bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature sont enregistrés à la date de règlement- livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

○ Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.

◆ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Ils sont enregistrés à la date de règlement - livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit Net Bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

◆ Instrument de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique dès la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat.

• Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, l'entité continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à cette date à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test "SPPI".

• Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole S.A. accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique Intérêts et produits assimilés et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

- Passifs financiers

• Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

○ Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

○ Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'une des trois conditions définies par la norme, pourront être évalués à la juste valeur par résultat sur option : pour des émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, dans une optique de réduction ou d'élimination de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable.

○ Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivé) sont évalués au coût amorti.

Ce portefeuille est enregistré en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis est comptabilisé ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

○ Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des "Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle" malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.18 "Provisions".

• Reclassement des passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

Seuls des cas de requalification (instrument de dette versus capitaux propres) peuvent intervenir.

• Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance économique des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou

- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

• Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou

- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistrée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote/surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

- Provisionnement pour risque de crédit

• Champ d'application

Conformément à IFRS 9, le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("Expected Credit Losses" ou "ECL") sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;

- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;

- les engagements de garantie relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;

- les créances locatives relevant de la norme IAS 17 ; et

- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments en juste valeur par contrepartie résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Crédit Agricole Leasing & Factoring n'est pas concerné par ce traitement

• Risque de crédit et étapes de provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe. Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (Buckets) :

- 1ère étape (*Bucket 1*) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;

- 2ème étape (*Bucket 2*) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, l'entité comptabilise les pertes attendues à maturité ;

- 3ème étape (*Bucket 3*) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en bucket 3 ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en bucket 2, puis en bucket 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

○ Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

La définition de "défaut" est appliquée uniformément à tous les instruments financiers, à moins que des informations qui deviennent disponibles indiquent qu'une autre définition de "défaut" convient davantage à un instrument financier particulier.

Un encours en défaut (*Bucket 3*) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Sur le périmètre "Grande clientèle" : La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après régularisation complète du retard constaté et des autres éléments déclencheurs du défaut (levée du défaut pour la société mère, levée d'une alerte ayant entraîné le défaut, etc.).

Sur le périmètre de la "Banque de détail" : Les encours en défaut ne retournent en encours non en défaut qu'après régularisation intégrale des impayés.

○ La notion de perte de crédit attendue "ECL"

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

• Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (Point in Time) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (Forward Looking), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (Through The Cycle) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (Downturn) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les paramètres IFRS 9 sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le Groupe et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (Forward Looking) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.
- Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (Buckets).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur 2 niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- un deuxième niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du Forward Looking local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Bucket 2 (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de Bucket 1 à Bucket 2 des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes provisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en Bucket 2.

Pour les encours (à l'exception des titres) pour lesquels des dispositifs de notation internes ont été construits (en particulier les expositions suivies en méthodes autorisées), le groupe Crédit Agricole considère que l'ensemble des informations intégrées dans les dispositifs de notation permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Bucket 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en Bucket 1 et provisionnées sur la base d'un ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés "Investment Grade", en date d'arrêté, seront classés en Bucket 1 et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;
- les titres notés "Non-Investment Grade" (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en Bucket 2 (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (Bucket 3).

- Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement du titre en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre "Facteurs de risque" du Document de référence de Crédit Agricole

S.A., les restructurations de créances correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance ;
- Un client en situation financière difficile.

Par "modification de contrat", sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- Il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- Les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par "refinancement", sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (Bucket 3).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de "créance restructurée" est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements prévus par les normes du Groupe (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Le calcul de la décote de restructuration est égal à la différence entre :

- La valeur comptable de la créance ;
- Et la somme des flux futurs "restructurés", actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine.

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer flat en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en "Produit net bancaire".

• Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, un provisionnement en Bucket 3 aura dû être constitué (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en "Produit net bancaire" pour les intérêts.

— Instruments financiers dérivés

• Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- En résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- En capitaux propres s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

• La comptabilité de couverture

○ Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring n'applique pas le volet "comptabilité de couverture" d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro couverture de juste valeur lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

○ Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- La couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- La couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation du groupe Crédit Agricole Leasing & factoring.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- Éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- Documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- Démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêlé.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole S.A. privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite carve out). Notamment :

- Le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

Des précisions sur la stratégie de gestion des risques du Groupe et son application sont apportées dans le chapitre 5 "Facteurs de risque et Pilier 3" du Document de référence de Crédit Agricole S.A.

○ Evaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement :

- couverture de juste valeur : seul l'instrument de couverture continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à sa classification. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que l'élément couvert affecte le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est donc amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

• Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

— Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit. C'est notamment le cas du calcul de CVA/DVA décrit dans le chapitre 5 "Facteurs de risque et Pilier 3" du Document de référence de Crédit Agricole S.A.

Le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

- Risque de contrepartie sur les dérivés

Le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debit Valuation Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre). Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du groupe Crédit Agricole, le DVA les pertes attendues sur le groupe Crédit Agricole du point de vue de la contrepartie.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. Elle repose prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indicels en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie. Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

• Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

○ Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif (tels que la Bourse de Paris, le London Stock Exchange, le New York Stock Exchange...), des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures. Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring retient des cours mid-price comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

○ Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à l'entité, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de Black & Scholes) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marchés observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêt.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

○ Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent "observables", la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

— Compensation des actifs et passifs financiers

Conformément à la norme IAS 32, le groupe Crédit Agricole Leasing & factoring compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

— Gains ou pertes nets sur instruments financiers

• Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

• Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- Les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- Les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

— Engagements de financement et garanties financières donnés

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre "Dépréciation" ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients".

— Provisions (IAS 37 et 19)

Le groupe Crédit Agricole Leasing & factoring identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, le groupe Crédit Agricole Leasing & factoring a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les avantages au personnel ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques fiscaux ;

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- la provision pour risques opérationnels pour lesquels, bien que faisant l'objet d'un recensement des risques avérés, l'appréciation de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel intègre le jugement de la Direction ;
- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêt des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.18 "Provisions".

— Avantages au personnel (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, congés annuels, intéressement, participations et primes, sont ceux dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés dans les douze mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus ;
- les avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- les indemnités de fin de contrat de travail ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies.

— Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

— Avantages postérieurs à l'emploi

• Régimes à prestations définies

Le groupe Crédit Agricole Leasing & factoring détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, la charge liée aux prestations de retraite peut augmenter ou diminuer lors des exercices futurs (cf. note 7.4 "Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies").

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover.

Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est également estimé par la Direction. Les rendements estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe comprenant notamment le rendement des obligations.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19 révisé le groupe Crédit Agricole Leasing & factoring impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;

- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique Provisions. Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels de le groupe Crédit Agricole Leasing & factoring, présents à la clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Ces provisions figurent également au passif du bilan sous la rubrique Provisions.

• Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, le groupe Crédit Agricole Leasing & factoring n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

— Impôts courants et différés (IAS 12)

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Celle-ci définit l'impôt exigible comme "le montant des impôts sur le bénéfice payables (recouvrables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice". Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par l'administration fiscale.

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par l'entité peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

• la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;

• la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.

- un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

- un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Les taux d'impôts de chaque pays sont retenus selon les cas.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des titres disponibles à la vente, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par l'entité au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est-elle reclassée en déduction de celles-ci.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2007 (à l'exception d'une quote-part de 12 % de la plus-value, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent-elles une différence temporelle donnant lieu à constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part.

L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;

- soit par un regroupement d'entreprises.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et

- les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale :

a) soit sur la même entité imposable,

b) soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique Impôts sur le bénéfice du compte de résultat.

Cependant, en raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), le groupe Crédit Agricole Leasing & factoring a fait le choix de comptabiliser le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 quater C du Code général des impôts) en déduction des charges de personnel.

— Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le groupe Crédit Agricole S.A. applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le groupe Crédit Agricole S.A. suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans

Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 à 7 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

Les amortissements dérogatoires, qui correspondent à des amortissements fiscaux et non à une dépréciation réelle de l'actif, sont annulés dans les comptes consolidés.

— Opérations en devises (IAS 21)

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires et non monétaires.

A la date d'arrêté, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de clôture dans la monnaie de fonctionnement du groupe Crédit Agricole S.A. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte deux exceptions :

- sur les actifs financiers disponibles à la vente, seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres ;

- les écarts de change sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en capitaux propres.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon la nature de ces éléments :

- les éléments au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction ;

- les éléments à la juste valeur sont mesurés au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;

- en capitaux propres si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres.

— Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif.

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- le résultat d'une transaction associé à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).

a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.

b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

— Contrats de location (IAS 17)

Identification des contrats de location financement

Pour qualifier les contrats de location financement, le groupe Crédit Agricole Leasing & factoring utilise trois critères (sur les huit critères proposés par la norme IAS 17 – cinq exemples de situations et trois indicateurs de situations), sachant que la réalisation d'un seul critère emporte la qualification en location financement :

- la probabilité de la levée de l'option : tous les contrats de type crédit-bail ou location avec une option d'achat ont été assimilés à de la location financement du fait d'une probabilité de levée d'option significative ;

- l'existence d'un engagement de reprise : par conséquent, tous les contrats présentant une VR (valeur résiduelle) garantie par un tiers hors groupe ont été qualifiés de location financement du fait du probable transfert de propriété en fin de contrat ;

- le poids des loyers par rapport à la valeur du bien : tous les dossiers pour lesquels la VR n'était pas significative ont été assimilés à des locations financement.

Les contrats qui ne répondraient à aucun des huit critères devraient être reclassés en Location Simple. Le reclassement de ces contrats n'ayant pas d'impact significatif au 31/12/2018 (2 265K€), n'a pas été constaté. Par conséquent, la totalité des contrats de location est traitée en Location Financement.

Conformément à la norme IAS 17, les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location simple, soit en opérations de location financière.

S'agissant d'opérations de location financière, elles sont assimilées à une acquisition d'immobilisation par le locataire, financée par un crédit accordé par le bailleur.

Dans les comptes du bailleur, l'analyse de la substance économique des opérations conduit à :

- constater une créance financière sur le client, amortie par les loyers perçus ;
- décomposer les loyers entre, d'une part les intérêts et, d'autre part l'amortissement du capital, appelé amortissement financier ;
- constater une réserve latente nette. Celle-ci est égale à la différence entre :

a) l'encours financier net : dette du locataire constituée du capital restant dû et de l'amortissement financier relatif à la période comprise entre la date de dernière échéance et la clôture de l'exercice,

b) la valeur nette comptable des immobilisations louées,

c) la provision pour impôts différés.

Dans les comptes du locataire, les contrats de location-financement font l'objet d'un retraitement qui conduit à la comptabilisation comme s'ils avaient été acquis à crédit, par la constatation d'une dette financière, l'enregistrement du bien acheté à l'actif de son bilan et l'amortissement de celui-ci.

En conséquence, dans le compte de résultat, la dotation théorique aux amortissements (celle qui aurait été constatée si le bien avait été acquis) ainsi que les charges financières (liées au financement du crédit) sont substituées aux loyers enregistrés.

S'agissant d'opérations de location simple, le preneur comptabilise les charges de paiement et le bailleur enregistre les produits réciproques correspondant aux loyers, ainsi que les biens loués à son actif.

— Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées (IFRS 5)

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées et Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées.

Ces actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, ceux-ci cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destinés à être cédés y compris les actifs financiers et est comptabilisé en résultat net des activités destinées à être cédées.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou,
- elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession ;
- le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

— Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes du groupe Crédit Agricole Leasing & factoring et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring dispose d'un pouvoir de contrôle, de contrôle conjoint ou d'une influence notable.

- Notions de contrôle

Conformément aux normes comptables internationales, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle exclusif sur une entité est présumé exister lorsque le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring est exposée ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de

décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels, mais également de l'implication et des décisions de le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring lors de la création de l'entité, des accords conclus à la création et des risques encourus par le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité. Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

- Exclusions du périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions prévues par les normes IAS 28.18, les participations minoritaires détenues par des entités de capital-risque sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature.

— Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10 et IAS 28 révisée. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de le groupe Crédit Agricole Leasing & factoring ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et sous contrôle conjoint.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte de l'évolution de l'écart d'acquisition.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

— Retraitements et éliminations

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Les plus ou moins values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

— Conversion des états financiers des filiales étrangères (IAS 21)

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis en euros en deux étapes :

- conversion, le cas échéant, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité). La conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère) ;

- conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe. Les actifs et les passifs sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de la conversion des actifs, des passifs et du compte de résultat sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat lors de la cession totale ou partielle de l'entité. Dans le cas de la cession d'une filiale (contrôle exclusif), le reclassement de capitaux propres à résultat intervient uniquement en cas de perte du contrôle.

— Regroupements d'entreprises – Ecarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3, à l'exception des regroupements sous contrôle commun (notamment les fusions de Caisses régionales) lesquels sont exclus du champ d'application d'IFRS 3. Ces opérations sont traitées, conformément aux possibilités offertes par IAS 8, aux valeurs comptables selon la méthode de la mise en commun d'intérêts, par référence à la norme américaine ASU805-50 qui apparaît conforme aux principes généraux IFRS.

A la date de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 sont comptabilisés à leur juste valeur.

En particulier, un passif de restructuration n'est comptabilisé en tant que passif de l'entité acquise que si celle-ci se trouve, à la date d'acquisition, dans l'obligation d'effectuer cette restructuration.

Les clauses d'ajustement de prix sont comptabilisées pour leur juste valeur même si leur réalisation n'est pas probable. Les variations ultérieures de la juste valeur des clauses qui ont la nature de dettes financières sont constatées en résultat. Seules les clauses d'ajustement de prix relatives à des opérations dont la prise de contrôle est intervenue au plus tard au 31 décembre 2009 peuvent

encore être comptabilisées par la contrepartie de l'écart d'acquisition car ces opérations ont été comptabilisées selon la norme IFRS 3 non révisée (2004).

La part des participations ne donnant pas le contrôle qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation peut être évaluée, au choix de l'acquéreur, de deux manières :

- à la juste valeur à la date d'acquisition ;
- à la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquire réévalués à la juste valeur.

Cette option peut être exercée acquisition par acquisition.

Le solde des participations ne donnant pas le contrôle (instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe) doit être comptabilisé pour sa juste valeur à la date d'acquisition.

L'évaluation initiale des actifs, passifs et passifs éventuels peut être modifiée dans un délai maximum de douze mois à compter de la date d'acquisition.

Certaines transactions relatives à l'entité acquise sont comptabilisées séparément du regroupement d'entreprises. Il s'agit notamment :

- des transactions qui mettent fin à une relation existante entre l'acquire et l'acquéreur ;
- des transactions qui rémunèrent des salariés ou actionnaires vendeurs de l'acquire pour des services futurs ;
- des transactions qui visent à faire rembourser à l'acquire ou à ses anciens actionnaires des frais à la charge de l'acquéreur.

Ces transactions séparées sont généralement comptabilisées en résultat à la date d'acquisition.

La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises (le coût d'acquisition) est évaluée comme le total des justes valeurs transférées par l'acquéreur, à la date d'acquisition en échange du contrôle de l'entité acquise (par exemple : trésorerie, instruments de capitaux propres...).

Les coûts directement attribuables au regroupement considéré sont comptabilisés en charges, séparément du regroupement. Dès lors que l'opération a de très fortes probabilités de se réaliser, ils sont enregistrés dans la rubrique Gains ou pertes nets sur autres actifs, sinon ils sont enregistrés dans le poste Charges générales d'exploitation.

L'écart entre la somme du coût d'acquisition et des participations ne donnant pas le contrôle et le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur est inscrit, quand il est positif, à l'actif du bilan consolidé, sous la rubrique Ecarts d'acquisition lorsque l'entité acquise est intégrée globalement et au sein de la rubrique Participations dans les entreprises mises en équivalence lorsque l'entreprise acquise est mise en équivalence. Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

En cas de prise de contrôle par étapes, la participation détenue avant la prise de contrôle est réévaluée à la juste valeur par résultat à la date d'acquisition et l'écart d'acquisition est calculé en une seule fois, à partir de la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Les choix et les hypothèses d'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition peuvent influencer le montant de l'écart d'acquisition initial et de la dépréciation éventuelle découlant d'une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est réparti entre les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe qui vont bénéficier des avantages attendus du regroupement d'entreprises. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. Lors des tests de dépréciation, la valeur comptable de chaque UGT, y compris celle des écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est comparée à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité

est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition rattaché à l'UGT est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt de le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring dans une entité déjà contrôlée de manière exclusive, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net acquis est constaté dans le poste Réserves consolidées part du Groupe ; en cas de diminution du pourcentage d'intérêt de le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring dans une entité restant contrôlée de manière exclusive, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote-part de la situation nette cédée est également constaté directement en Réserves consolidées - part du Groupe. Les frais liés à ces opérations sont comptabilisés en capitaux propres.

Le traitement comptable des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires est le suivant :

- lorsqu'une option de vente est accordée à des actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée par intégration globale, une dette est enregistrée au passif du bilan ; sa comptabilisation initiale intervient pour la valeur présente estimée du prix d'exercice des options consenties aux actionnaires minoritaires. En contrepartie de cette dette, la quote-part d'actif net revenant aux minoritaires concernés est ramenée à zéro et le solde est inscrit en réduction des capitaux propres ;

- les variations ultérieures de la valeur estimée du prix d'exercice modifient le montant de la dette enregistrée au passif, en contrepartie de l'ajustement des capitaux propres. Symétriquement, les variations ultérieures de la quote-part d'actif net revenant aux actionnaires minoritaires sont annulées par contrepartie des capitaux propres.

En cas de perte de contrôle, le résultat de cession est calculé sur l'intégralité de l'entité cédée et l'éventuelle part d'investissement conservée est comptabilisée au bilan pour sa juste valeur à la date de perte de contrôle.

2. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Aucune modification du périmètre de consolidation n'est survenue au cours de l'année 2018.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2018 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 12 "Périmètre de consolidation au 31 décembre 2018".

3. Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

La gestion des risques financiers au sein du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring est organisée ainsi :

- le risque de taux d'intérêt global et le risque de liquidité ainsi que la gestion au quotidien des refinancements et des flux de trésorerie sont suivis par la Direction des Finances, du Contentieux et du Juridique (DFCJ) et notamment par le Service Gestion Financière ;

- la maîtrise du risque de crédit et de certains risques opérationnels comme le risque de valeur résiduelle incombent au Département des Engagements et Crédit Factoring au sein de la Direction de la Gestion, de la Recommercialisation et des Engagements (DGRE) et du Département Juridique et Recouvrement Contentieux au sein de la DFCJ ;

- les risques d'actifs sont suivis par les Services de la Recommercialisation et de Valorisation des Actifs au sein de la DGRE tandis que les autres risques opérationnels peuvent être suivis par le Département Juridique et Recouvrement Contentieux au sein de la DFCJ.

Le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring a également mis en œuvre un dispositif de mesure, de surveillance et de gestion des risques adapté à ses activités, à ses moyens et à son organisation, et intégré à son dispositif de contrôle interne. Pour chacun des facteurs de risque mentionné ci-dessus, Crédit Agricole Leasing & Factoring a défini de façon précise les limites et procédures lui permettant d'encadrer a priori, de mesurer et de maîtriser ces risques.

Ce dispositif comporte :

- des limites globales, formalisées sous la forme de Stratégies Risques, établies en référence aux fonds propres et/ou aux résultats, ont été validées par l'organe exécutif et présentées à l'organe délibérant ;

- des limites opérationnelles cohérentes avec les précédentes, accordées dans le cadre de procédures strictes.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent désormais dans le rapport de gestion, chapitre "Facteurs de risque", comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

3.1 Risque de crédit

Les activités de financement locatif et d'affacturage du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring sont encadrées par des stratégies risques présentées et validées le 10 juillet 2018 par le Comité des Risques Groupe de Crédit Agricole SA. Elles couvrent l'ensemble des types de risques (crédit, opérationnel, financier) auxquels le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring peut être exposé sur l'ensemble de ses métiers et de son périmètre France et International.

Elles se déclinent ensuite en une politique engagement qui détermine les principes d'octroi, le schéma délégataire et les limites par type de risque.

Enfin, l'organisation du suivi des risques est axée sur la Direction du Contrôle Permanent et des Risques qui s'inscrit dans le cadre de la filière risque et qui intervient sur l'ensemble du périmètre du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring.

Cette direction a pour principales missions :

- d'exercer la fonction de contrôle central des risques sur toute la ligne « métier », tant en contrôle de risques de contreparties qu'en contrôle de risques d'actifs ;
- de déployer et de piloter le dispositif de contrôles permanents sur l'ensemble du périmètre de Crédit Agricole Leasing & Factoring : un dispositif déployé par le biais de l'animation mais aussi par la réalisation de contrôles indépendants ;
- de définir les méthodologies de mesure du risque et de piloter le processus de détermination des provisions ;
- d'actualiser périodiquement la stratégie « risques » de la ligne « métier » en concertation avec la direction des engagements ;
- d'effectuer un suivi des risques, de détecter d'éventuels risques latents et le cas échéant, de préconiser des mesures préventives et/ou palliatives ;

- de piloter les projets réglementaires (Bâle II, IFRS 9, AnaCrédit...) ;
- d'animer et de piloter le Plan de Continuité d'Activité (PCA) ;
- de produire les reportings réglementaires risque (ratio de solvabilité, Grands Risques, rapprochement comptabilité risque, ...).

Dans le cadre de ses missions, la Direction du Contrôle Permanent et des Risques informe régulièrement les différentes instances de gouvernance / décisionnaires dans le cadre de Comités ad'hoc de l'évolution des risques voire de situations présentant un risque avéré ou potentiel.

Ces comités permettent une information de la direction générale sur les principaux risques ainsi que la détermination de la stratégie et du provisionnement desdits dossiers.

3.1.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les différentes étapes de dépréciations ("Actifs sains" - Bucket 1 et Bucket 2 et "Actifs dépréciés" – Bucket 3) sont explicitées dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers – Provisionnement pour risque de crédit".

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes					
Au 1er janvier 2018							0	0	0
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	0	0	0	0	0	0	0	0	
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)							0	0	
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0	
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)							0	0	
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0	
Total après transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	0	0	0	0	0	0	0	0	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...							0	0	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...							0	0	
Passage à perte							0	0	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières							0	0	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période								0	
Changements dans le modèle / méthodologie								0	
Variations de périmètre							0	0	
Autres							0	0	
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (1)							0		
Au 31 décembre 2018	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	0		0		0		0		

(1) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes					
Au 1er janvier 2018	917 627	-66	110 780	-493			1 028 407	-559	1 027 848
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	132	-4	-132	4	0	0	0	0	
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	0						0		
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	132	-4	-132	4				0	
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)									
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)									
Total après transferts	917 759	-70	110 648	-489	0	0	1 028 407	-559	1 027 848
Variations des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	230 071	-88	-109 134	-214	0	0	120 937	-302	

Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	434 131	-228	828	-212			434 959	-440	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-204 060	939	-109 962	99			-314 022	1 038	
Passage à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		427		116				543	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres		-1 226		-217				-1 443	
Total	1 147 830	-158	1 514	-703	0	0	1 149 344	-861	1 148 483
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (1)	13 975		2 667				16 642		
Au 31 décembre 2018	1 161 805	-158	4 181	-703	0	0	1 165 986	-861	1 165 125
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	0		0		0		0		

(1) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 1er janvier 2018	17 449 041	-48 368	2 379 962	-83 672	841 773	-192 922	20 670 776	-324 962	20 345 814
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	303 295	-12 838	-304 628	18 749	1 333	-41	0	5 870	
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	-389 065	5 601	389 065	-8 914			0	-3 313	
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	692 356	-18 439	-692 356	27 622			0	9 183	
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	-13	1	-1 337	41	1 350	-42	0	0	
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)	17	-1	0	0	-17	1	0	0	
Total après transferts	17 752 336	-61 206	2 075 334	-64 923	843 106	-192 963	20 670 776	-319 092	20 351 684
Variations des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	340 448	12 740	122 590	-11 609	-99 665	-9 145	363 373	-8 014	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	5 708 144	-26 151	949 315	-20 476			6 657 459	-46 627	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-5 338 648	18 324	-826 725	22 623	-62 649	42 397	-6 228 022	83 344	
Passage à perte					-37 016	33 859	-37 016	33 859	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières		0		302		0		302	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		19 358		-13 891		-85 172		-79 705	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres	-29 048	1 209	0	-167	0	-229	-29 048	813	
Total	18 092 784	-48 466	2 197 924	-76 532	743 441	-202 108	21 034 149	-327 106	20 707 043
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (1)	3		0		30 894		30 897		
Au 31 décembre 2018	18 092 787	-48 466	2 197 924	-76 532	774 335	-202 108	21 065 046	-327 106	20 737 940
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	0		0		0		0		

(1) Inclut les impacts des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les impacts relatifs à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les impacts liés à la variation des créances rattachées.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : Titres de dettes

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
Au 1er janvier 2018							0	0
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)							0	0
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)							0	0

Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0
Total après transferts	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	0	0	0	0	0	0	0	0
Réévaluation de juste valeur sur la période							0	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...							0	0
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...							0	0
Passage à perte							0	0
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières							0	0
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période								0
Changements dans le modèle / méthodologie								0
Variations de périmètre							0	0
Autres							0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (1)							0	
Au 31 décembre 2018	0	0	0	0	0	0	0	0
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	0		0		0		0	

(1) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes				
Au 1er janvier 2018							0	0
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)							0	0
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)							0	0
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0
Total après transferts	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	0	0	0	0	0	0	0	0
Réévaluation de juste valeur sur la période							0	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...							0	0
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...							0	0
Passage à perte							0	0
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières							0	0
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période								0
Changements dans le modèle / méthodologie								0
Variations de périmètre							0	0
Autres							0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (1)							0	
Au 31 décembre 2018	0	0	0	0	0	0	0	0
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	0		0		0		0	

(1) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes				
Au 1er janvier 2018							0	0
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)							0	0
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)							0	0

Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0
Total après transferts	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	0	0	0	0	0	0	0	0
Réévaluation de juste valeur sur la période							0	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...							0	0
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...							0	0
Passage à perte							0	0
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières							0	0
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période								0
Changements dans le modèle / méthodologie								0
Variations de périmètre							0	0
Autres							0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (1)							0	
Au 31 décembre 2018	0	0	0	0	0	0	0	0
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	0		0		0		0	

(1) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Engagements sains				Engagements dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 1er janvier 2018	2 189 472	-1 085	420 871	-372			2 610 343	-1 457	2 608 886
Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre	0	0	0	0	0	0	0	0	
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)							0	0	
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0	
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)							0	0	
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0	
Total après transferts	2 189 472	-1 085	420 871	-372	0	0	2 610 343	-1 457	2 608 886
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	913 849	-223	-332 628	-40	0	0	581 221	-263	
Nouveaux engagements donnés	915 874	-1 543	5	-189			915 879	-1 732	
Extinction des engagements	-43 580	1 319	-332 633	149			-376 213	1 468	
Passage à perte							0	0	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		0		0				0	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre	41 555	1	0	0	0		41 555	1	
Autres							0	0	
Au 31 décembre 2018	3 103 321	-1 308	88 243	-412	0	0	3 191 564	-1 720	3 189 844

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Engagements sains				Engagements dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 1er janvier 2018	325 346						325 346		325 346
Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre	0	0	0	0	0	0	0	0	
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)							0	0	
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0	
Transferts vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)							0	0	
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)							0	0	
Total après transferts	325 346	0	0	0	0	0	325 346	0	325 346
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	87 766	-48	0	0	0	0	87 766	-48	
Nouveaux engagements donnés	161 128	-49					161 128	-49	

Extinction des engagements	-13 549	3					-13 549	3	
Passage à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre	-59 813	-2					-59 813	-2	
Autres							0	0	
Au 31 décembre 2018	413 112	-48	0	0	0	0	413 112	-48	413 064

Dépréciations des actifs financiers au 31/12/2017

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0
Créances sur la clientèle	-73 403	0	-33 593	24 987	0	4 060	-77 949
<i>dont dépréciations collectives</i>		0			0		
Opérations de location-financement	-147 621	0	-88 277	87 435	0	-4 004	-152 467
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	-8 708	0	0	0	0	0	-8 708
Autres actifs financiers	-50 639	0	-2 553	1 023	0	1 218	-50 951
Total Dépréciations des actifs financiers	-280 371	0	-124 423	113 445	0	1 274	-290 075

3.1.2 Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation selon IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Bucket 3).

Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2018					
	Exposition Maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers détenus à des fins de transaction						
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option						
Instruments dérivés de couverture	1 664					
Total	1 664	0	0	0	0	0

Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2018					
	Exposition Maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	0	0	0	0	0	0
dont : actifs dépréciés en date de clôture	0	0	0	0	0	0
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle						
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Titres de dettes						
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Actifs financiers au coût amorti	21 903 063	0	0	0	3 824 349	0
dont : actifs dépréciés en date de clôture	572 227	0	0	0	2 300 867	0
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	1 165 125				2 279 288	
dont : actifs dépréciés en date de clôture					2 276 866	
Prêts et créances sur la clientèle	20 737 938				1 545 061	
dont : actifs dépréciés en date de clôture	572 227				24 001	

Titres de dettes						
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Total	21 903 063	0	0	0	3 824 349	0
dont : actifs dépréciés en date de clôture	572 227	0	0	0	2 300 867	0

Engagements hors bilan soumis aux exigences de dépréciation

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2018					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	413 064					
dont : engagements dépréciés en date de clôture						
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	3 189 844				1 314 688	
dont : engagements dépréciés en date de clôture	0					
Total	3 602 908	0	0	0	1 314 688	0
dont : engagements dépréciés en date de clôture	0	0	0	0	0	0

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 8 "Engagements de financement et de garantie et autres garanties". Exposition maximale au risque de crédit au 31/12/2017

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur brute comptable, nette de tout montant compensé et de toute perte de valeur comptabilisée.

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	
Instruments dérivés de couverture	2 628
Actifs disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	0
Prêts, créances et dépôts de garantie sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	1 101 609
Prêts, créances et dépôts de garantie sur la clientèle	20 523 513
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciations)	21 627 750
Engagements de financement donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	2 610 343
Engagements de garantie financière donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	325 346
Provisions - Engagements par signature	
Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)	2 935 689
Exposition maximale au risque de crédit	24 563 439

Le montant des garanties et autres rehaussements de crédits reçus s'élèvent à :

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	
Prêts et créances sur la clientèle	8 051 098
Engagements de financement donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	966 144
Engagements de garantie donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	

La présentation de diverses concentrations de risques permet de donner une information sur la diversification de cette exposition aux risques.

3.1.3 Actifs financiers modifiés

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit"). Un actif conserve le statut d'actif financier modifié dès la survenance d'une restructuration et jusqu'à sa décomptabilisation.

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

(en milliers d'euros)	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	0	0	0
Valeur comptable brute avant modification			
Gain ou perte nette de la modification			
Prêts et créances sur la clientèle	22 480	4 350	9 913
Valeur comptable brute avant modification	22 480	4 350	9 913
Gain ou perte nette de la modification			

Titres de dettes	0	0	0
Valeur comptable brute avant modification			
Gain ou perte nette de la modification			

Selon les principes établis dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit", les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Bucket 2 (actifs sains) ou Bucket 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en Bucket 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable brute	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	
Actifs restructurés antérieurement classés en Bucket 2 ou en Bucket 3 et reclassés en Bucket 1 au cours de la période		
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Prêts et créances sur la clientèle		
Titres de dettes		
Total	8	

3.1.4 Concentrations du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre "Facteurs de risque et pilier 3 – Gestion du risque de crédit" du Document de référence de Crédit Agricole S.A.

Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2018			
		Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	608 518	13 708		622 226
	0,5% < PD ≤ 2%	1 410 874	4 218		1 415 092
	2% < PD ≤ 20%	1 152 877	347 955		1 500 832
	20% < PD < 100%	5 153	358 941		364 094
	PD = 100%			56 813	56 813
Total Clientèle de détail		3 177 422	724 822	56 813	3 959 057
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	10 349 814	372 125		10 721 939
	0,6% < PD ≤ 12%	5 727 356	868 246		6 595 602
	12% < PD < 100%		236 912		236 912
	PD = 100%			717 522	717 522
Total Hors clientèle de détail		16 077 170	1 477 283	717 522	18 271 975
Dépréciations		-48 626	-77 235	-202 108	-327 969
Total		19 205 966	2 124 870	572 227	21 903 063

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2018			
		Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%				0
	0,5% < PD ≤ 2%				0
	2% < PD ≤ 20%				0
	20% < PD < 100%				0
	PD = 100%				0
Total Clientèle de détail		0	0	0	0
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%				0
	0,6% < PD ≤ 12%				0
	12% < PD < 100%				0
	PD = 100%				0
Total Hors clientèle de détail		0	0	0	0
Total		0	0	0	0

La valeur comptable de l'actif au bilan est défini comme étant la juste valeur.

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2018			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	460 449	0		460 449
	0,5% < PD ≤ 2%	32 345			32 345
	2% < PD ≤ 20%	3 325	153		3 478
	20% < PD < 100%	1	1 550		1 551
	PD = 100%			0	0
Total Clientèle de détail		496 120	1 703	0	497 823
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	1 737 168	39 370		1 776 538
	0,6% < PD ≤ 12%	870 033	8 890		878 923
	12% < PD < 100%		38 280		38 280
	PD = 100%				
Total Hors clientèle de détail		2 607 201	86 540	0	2 693 741
Provisions (1)		-1 308	-412		-1 720
Total		3 102 013	87 831	0	3 189 844

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2018			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%				
	0,5% < PD ≤ 2%	65 455			65 455
	2% < PD ≤ 20%				
	20% < PD < 100%				
	PD = 100%				
Total Clientèle de détail		65 455	0	0	65 455
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	227 614			227 614
	0,6% < PD ≤ 12%	120 043			120 043
	12% < PD < 100%				
	PD = 100%				
Total Hors clientèle de détail		347 657	0	0	347 657
Provisions (1)		-48			-48
Total		413 064	0	0	413 064

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par agent économique

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option par agent économique

(en milliers d'euros)	31/12/2018		
	Valeur comptable	Montant des variations de juste valeur résultant des variations du risque de crédit	
		Sur la période	En cumulé
Administration générale			
Banques centrales			
Etablissements de crédit			
Grandes entreprises			
Clientèle de détail			
Total Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0
		Montant des variations de juste valeur	
		Sur la période	En cumulé
Dérivés de crédit et assimilés limitant l'exposition au risque			

(en milliers d'euros)	31/12/2017	
	Valeur comptable	Montant cumulé des variations de juste valeur résultant des variations du risque de crédit (1)
Administration générale	0	0
Banques centrales	0	0
Etablissements de crédit	0	0
Grandes entreprises	0	0
Clientèle de détail	0	0
Total Prêts et créances à la juste valeur	0	0
Valeurs comptables des dérivés de crédit et assimilés limitant l'exposition au risque	0	0

(1) La valeur comptable de ces prêts et créances était nulle au 31/12/2017. Le montant cumulé des variations correspond donc au mouvement de l'année.

Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2018			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Administration générale	707 953	6 019	2 854	716 826
Banques centrales				0
Etablissements de crédit	1 161 805	4 181		1 165 986
Grandes entreprises	14 207 412	1 467 027	714 668	16 389 107
Clientèle de détail	3 177 422	724 878	56 813	3 959 113
Dépréciations	-48 626	-77 235	-202 108	-327 969
Total	19 205 966	2 124 870	572 227	21 903 063

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2018			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Administration générale				0
Banques centrales				0
Etablissements de crédit				0
Grandes entreprises				0
Clientèle de détail				0
Total	0	0	0	0

Dettes envers la clientèle par agent économique

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Administration générale	6 121	8 053
Grandes entreprises	1 784 411	1 565 284
Clientèle de détail	129 992	159 469
Total Dettes envers la clientèle	1 920 524	1 732 806

Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Administration générale	83 730			83 730
Banques centrales				0
Etablissements de crédit	58 180	4		58 184
Grandes entreprises	2 465 291	86 536		2 551 827
Clientèle de détail	496 120	1 703		497 823
Provisions (1)	-1 308	-412		-1 720
Total	3 102 013	87 831	0	3 189 844

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Administration générale				0
Banques centrales				0
Etablissements de crédit	160 000			160 000
Grandes entreprises	187 657			187 657
Clientèle de détail	65 455			65 455
Provisions (1)	-48			-48
Total	413 064	0	0	413 064

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) au 31/12/2017

(en milliers d'euros)	31/12/2017				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administration générale	721 957	14 918	2 429		719 528
Banques centrales	0	0	0		0
Etablissements de crédit	1 028 407	0	0		1 028 407
Grandes entreprises	15 796 882	696 945	181 115		15 615 767
Clientèle de détail	4 151 937	129 910	46 872		4 105 065
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	21 699 183	841 773	230 416	0	21 468 767

(1) Dont encours restructurés pour 113 254 milliers d'euros.

Engagements donnés en faveur de la clientèle par agent économique au 31/12/2017

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Engagements de financement en faveur de la clientèle	
Administration générale	48 062
Grandes entreprises	2 167 260
Clientèle de détail	338 336
Total Engagements de financement	2 553 658
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	
Administration générale	0
Grandes entreprises	183 107
Clientèle de détail	74 061
Total Engagements de garantie	257 168

Concentrations du risque de crédit par zone géographique

Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2018			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
France (y compris DOM-TOM)	15 311 784	1 658 316	738 707	17 708 807
Autres pays de l'Union européenne	3 899 441	492 366	35 626	4 427 433
Autres pays d'Europe	14 589	15 105	2	29 696
Amérique du Nord	8 477	8 954		17 431
Amériques centrale et du Sud	2 267	2 431		4 698
Afrique et Moyen-Orient	11 263	16 672	0	27 935
Asie et Océanie (hors Japon)	5 790	7 699		13 489
Japon	981	562		1 543
Organismes supranationaux				
Dépréciations	-48 626	-77 235	-202 108	-327 969
Total	19 205 966	2 124 870	572 227	21 903 063

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2018			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
France (y compris DOM-TOM)				0
Autres pays de l'Union européenne				0
Autres pays d'Europe				0
Amérique du Nord				0
Amériques centrale et du Sud				0
Afrique et Moyen-Orient				0
Asie et Océanie (hors Japon)				0
Japon				0
Organismes supranationaux				0
Total	0	0	0	0

Dettes envers la clientèle par zone géographique

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
France (y compris DOM-TOM)	1 433 068	1 270 900
Autres pays de l'Union européenne	485 458	460 835
Autres pays d'Europe	1 108	442
Amérique du Nord		
Amériques centrale et du Sud		
Afrique et Moyen-Orient	610	227
Asie et Océanie (hors Japon)	280	402
Japon		
Organismes supra-nationaux		
Total Dettes envers la clientèle	1 920 524	1 732 806

Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
France (y compris DOM-TOM)	3 053 595	86 047		3 139 642
Autres pays de l'Union européenne	49 435	2 160		51 595
Autres pays d'Europe	291			291
Amérique du Nord				0
Amériques centrale et du Sud				0
Afrique et Moyen-Orient		36		36
Asie et Océanie (hors Japon)				0
Japon				0
Organismes supranationaux				0
Provisions (1)	-1 308	-412		-1 720
Total	3 102 013	87 831	0	3 189 844

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
France (y compris DOM-TOM)	227 614			227 614
Autres pays de l'Union européenne	185 498			185 498
Autres pays d'Europe				0
Amérique du Nord				0
Amériques centrale et du Sud				0

Afrique et Moyen-Orient				0
Asie et Océanie (hors Japon)				0
Japon				0
Organismes supranationaux				0
Provisions (1)	-48			-48
Total	413 064	0	0	413 064

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) au 31/12/2017

(en milliers d'euros)	31/12/2017				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
France (y compris DOM-TOM)	18 120 102	786 049	193 744		17 926 358
Autres pays de l'Union européenne	3 528 540	55 622	36 672		3 491 868
Autres pays d'Europe	20 324	15			20 324
Amérique du Nord	881				881
Amériques centrale et du Sud	3 127				3 127
Afrique et Moyen-Orient	19 134				19 134
Asie et Océanie (hors Japon)	7 075	87	0		7 075
Japon					0
Organismes supranationaux					0
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	21 699 183	841 773	230 416	0	21 468 767

(1) Dont encours restructurés pour 113 254 milliers d'euros.

Engagements donnés en faveur de la clientèle par zone géographique au 31/12/2017

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Engagements de financement en faveur de la clientèle	
France (y compris DOM-TOM)	2 553 658
Autres pays de l'Union européenne	
Autres pays d'Europe	
Amérique du Nord	
Amériques centrale et du Sud	
Afrique et Moyen-Orient	
Asie et Océanie (hors Japon)	
Japon	
Total Engagements de financement	2 553 658
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	
France (y compris DOM-TOM)	60 080
Autres pays de l'Union européenne	197 088
Autres pays d'Europe	
Amérique du Nord	
Amériques centrale et du Sud	
Afrique et Moyen-Orient	
Asie et Océanie (hors Japon)	
Japon	
Total Engagements de garantie	257 168

3.1.5 Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

(en milliers d'euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2018								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Bucket 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Bucket 2)			Actifs dépréciés (Bucket 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administration générale									
Banques centrales									
Etablissements de crédit									
Grandes entreprises									
Clientèle de détail									
Prêts et créances	1 101 212	696 922	0	77 140	152 319	39 641	129	1 613	568 192
Administration générale	48 249	162 031		51	472	3			1 296

Banques centrales									
Etablissements de crédit	28 188	23 575		202	116	33			
Grandes entreprises	603 127	411 547		30 513	85 213	7 676	129	228	536 928
Clientèle de détail	421 648	99 769		46 374	66 518	31 929	0	1 385	29 968
Total	1 101 212	696 922	0	77 140	152 319	39 641	129	1 613	568 192

(en milliers d'euros)	31/12/2017						
	Ventilation par ancienneté d'impayé des encours en souffrance					Valeur nette comptable des actifs dépréciés individuellement	Dépréciations d'actifs financiers individuellement et collectivement testés
	≤ 90 jours	> 90 jours à ≤ 180 jours	> 180 jours à ≤ 1 an	> 1 an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance		
Instruments de capitaux propres						4 108	-8 708
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0
Administration générale						0	
Banques centrales						0	
Etablissements de crédit						0	
Grandes entreprises						0	
Clientèle de détail						0	
Prêts et avances	1 766 134	69 735	42 475	71 919	1 950 263	499 719	-369 227
Administration générale	31 120	2 595	1 249	2 483	37 447	12 489	-2 429
Banques centrales						0	
Etablissements de crédit	39 724	3 101	1 742	1 528	46 095		
Grandes entreprises	1 191 665	49 962	33 276	55 851	1 330 754	401 618	-319 926
Clientèle de détail	503 625	14 077	6 208	12 057	535 967	85 612	-46 872
Total Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement	1 766 134	69 735	42 475	71 919	1 950 263	503 827	-377 935

3.2 Risque de marché

L'ensemble des opérations financières réalisées par le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring est effectué dans le respect des normes et règlements qui régissent les activités financières au sein du groupe Crédit Agricole ainsi que la réglementation qui s'applique au groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring pour l'ensemble de ses risques financiers.

Le comité financier trimestriel du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring s'assure du respect des ratios et coefficients prudentiels fixés par les dispositions réglementaires et les instructions de Crédit Agricole S.A. ou spécifiques à Crédit Agricole Leasing & Factoring. Le comité surveille l'exposition de chaque entité aux risques de bilan (risque de taux, de liquidité, de change et de prix le cas échéant). Il examine les propositions qui peuvent lui être soumises par la direction financière concernant l'adossment de la structure des emplois, ressources et couvertures dans le respect des limites fixées en la matière et valide les orientations de gestion actif / passif.

Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

Risque de taux :

L'encadrement du risque de taux d'intérêt du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring est réalisé sur la base des limites (dites « globales ») représentant un montant annuel d'impasse entre les emplois et les ressources à taux fixe. L'encadrement du risque de taux d'intérêt du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring est réalisé sur la base de limites dites « globales » qui sont établies conformément à la norme « Mesure du RTIG calibrage des limites » en vigueur dans le groupe Crédit Agricole. Ces limites consistent en :

- des niveaux de limites gap maximal autorisé par maturité jusqu'à 10 ans. Le calibrage est fixé de sorte que pour les deux premières années, la sensibilité à un choc de plus ou moins 200 bp de taux soit inférieure ou égal à 5 % du PNB budgété annuel et inférieur ou égal à 4 % pour les années suivantes ;
- un niveau de sensibilité, exprimé en Valeur Actuelle Nette de l'ensemble des gaps sur 30 ans, à un choc de plus ou moins 200 bp soit inférieur ou égal à 10 % des fonds propres ;
- des niveaux de limites gap maximal autorisé par maturité jusqu'à 10 ans pour l'Index Overnight ;
- un niveau de sensibilité, exprimé en Valeur Actuelle Nette du gap Overnight sur 30 ans, à un choc de plus 30 bp ou moins 50 bp de taux

Limites CAL&F à fin 2018 :

	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9	A10
Limites globales RTIG CAL&F en GAP	800	800	700	700	600	530	505	505	430	380
Limites globales RTIG CAL&F en VAN taux	80 M€									
Limites d'index overnight en GAP	1 300	1 300	15	15	15	15	15	15	1	1
Limite globale RTIG CAL&F en VAN index	5,5 M€									

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif

(en milliers d'euros)	31/12/2018						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	16	1 648	0	1 664
Futures							0
FRA							0
Swaps de taux d'intérêts					1 648		1 648
Options de taux							0
Caps-floors-collars				16			16
Autres instruments conditionnels							0
Instruments de devises	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change							0
Options de change							0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0	0
Autres							0
Sous-total	0	0	0	16	1 648	0	1 664
Opérations de change à terme							0
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	0	0	0	16	1 648	0	1 664

(en milliers d'euros)	31/12/2017						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	510	2 094	24	2 628
Futures							0
FRA							0
Swaps de taux d'intérêts				473	2 094	24	2 591
Options de taux							0
Caps - floors - collars				37	0	0	37
Autres instruments conditionnels							0
Instruments de devises et or	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change							0
Options de change							0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés sur actions & indices bour- siers							0
Dérivés sur métaux précieux							0
Dérivés sur produits de base							0
Dérivés de crédits							0
Autres							0
Sous-total	0	0	0	510	2 094	24	2 628
Opérations de change à terme							0
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	0	0	0	510	2 094	24	2 628

Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif

(en milliers d'euros)	31/12/2018						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	3 016	13 156	40 112	56 284
Futures							0
FRA							0
Swaps de taux d'intérêts				3 016	13 156	40 112	56 284
Options de taux							0
Caps-floors-collars							0
Autres instruments conditionnels							0
Instruments de devises	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change							0
Options de change							0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0	0
Autres							0
Sous-total	0	0	0	3 016	13 156	40 112	56 284
Opérations de change à terme							0

Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	0	0	0	3 016	13 156	40 112	56 284
--	----------	----------	----------	--------------	---------------	---------------	---------------

(en milliers d'euros)	31/12/2017						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	13 867	24 813	26 266	64 946
Futures							0
FRA				13 867	24 813	26 266	64 946
Swaps de taux d'intérêts							0
Options de taux							0
Caps - floors - collars							0
Autres instruments conditionnels							0
Instruments de devises et or	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change							0
Options de change							0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés sur actions & indices boursiers							0
Dérivés sur métaux précieux							0
Dérivés sur produits de base							0
Dérivés de crédits							0
Autres							0
Sous-total	0	0	0	13 867	24 813	26 266	64 946
Opérations de change à terme							0
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	0	0	0	13 867	24 813	26 266	64 946

Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

(en milliers d'euros)	31/12/2018						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	0	0	0	0
Futures							0
FRA							0
Swaps de taux d'intérêts							0
Options de taux							0
Caps-floors-collars							0
Autres instruments conditionnels							0
Instruments de devises et or	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change							0
Options de change							0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés sur actions & indices bour- siers							0
Dérivés sur métaux précieux							0
Dérivés sur produits de base							0
Dérivés de crédits							0
Autres							0
Sous-total	0	0	0	0	0	0	0
Opérations de change à terme							0
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	0	0	0	0	0	0	0

(en milliers d'euros)	31/12/2017						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	0	0	0	0
Futures							0
FRA							0
Swaps de taux d'intérêts							0
Options de taux							0
Caps - floors - collars							0

Autres instruments conditionnels							0
Instruments de devises et or	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change							0
Options de change							0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés sur actions & indices boursiers							0
Dérivés sur métaux précieux							0
Dérivés sur produits de base							0
Dérivés de crédits							0
Autres							0
Sous total	0	0	0	0	0	0	0
Opérations de change à terme							0
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	0	0	0	0	0	0	0

Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

(en milliers d'euros)	31/12/2018						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	0	0	0	0
Futures							0
FRA							0
Swaps de taux d'intérêts							0
Options de taux							0
Caps-floors-collars							0
Autres instruments conditionnels							0
Instruments de devises et or	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change							0
Options de change							0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés sur actions & indices boursiers							0
Dérivés sur métaux précieux							0
Dérivés sur produits de base							0
Dérivés de crédits							0
Autres							0
Sous-total	0	0	0	0	0	0	0
Opérations de change à terme							0
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	0	0	0	0	0	0	0

(en milliers d'euros)	31/12/2017						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	0	0	0	0
Futures							0
FRA							0
Swaps de taux d'intérêts							0
Options de taux							0
Caps - floors - collars							0
Autres instruments conditionnels							0
Instruments de devises et or	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change							0
Options de change							0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés sur actions & indices boursiers							0
Dérivés sur métaux précieux							0
Dérivés sur produits de base							0
Dérivés de crédits							0
Autres							0
Sous total	0	0	0	0	0	0	0
Opérations de change à terme							0

Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	0	0	0	0	0	0	0
---	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------

Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	759 558	784 031
Futures		
FRA		
Swaps de taux d'intérêts	754 275	778 543
Options de taux		
Caps - floors - collars	5 283	5 488
Autres instruments conditionnels		
Instruments de devises et or	0	0
Opérations fermes de change		
Options de change		
Autres instruments	0	0
Dérivés sur actions et indices boursiers		
Dérivés sur métaux précieux		
Dérivés sur produits de base		
Dérivés de crédits		
Autres		
Sous-total	759 558	784 031
Opérations de change à terme		
Total Notionnels	759 558	784 031

Risque de change

Les positions de change opérationnel du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring sont encadrées par une limite globale fixée par le Comité des Risques du groupe Crédit Agricole :

risque de change opérationnel (solde des comptes en devises liés principalement aux contrats clients en affacturage) : limite globale fixée à 2 M€ toutes devises confondues. Cette limite est respectée au 31/12/2018 avec une position nette à 1.577 M€ ;
des limites opérationnelles sont déployées par entité et par devise.

Le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring se fixe par ailleurs un seuil de surveillance des positions de change structurel lié au portage de participations minoritaires (Crédit du Maroc Leasing...) à 10 M€ (position au 31/12/2018 : 5,600 M€).

3.3 Risque de liquidité et de financement

Crédit Agricole Leasing & Factoring en tant qu'établissement de crédit spécialisé respecte les exigences en matière de liquidité définies par les textes réglementaires en vigueur.

Depuis le 01/10/2015, le Coefficient de Liquidité est remplacé par le LCR (Liquidité Coverage Ratio) pour les entités concernées du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring. Le dispositif est en revanche maintenu pour des entités qui restent soumises au coefficient de liquidité (Lixxcrédit et JohnDeere Financial). Pour ces entités, la déclaration du coefficient de liquidité ainsi que les éléments du « INFOLIQ » continuent à être établis et transmis par le service Réglementaire à la Commission Bancaire.

La direction financière calcule tous les mois, dans le cadre réglementaire et de la gestion interne groupe Crédit Agricole SA, des ratios et des indicateurs de liquidités (LCR, NSFR, LCT, PRS/CRS, ALMM...) sur les sociétés éligibles du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring. Le service Gestion Financière établit la projection du risque de liquidité sur la base des déroulés dans le temps de l'ensemble des emplois clients et ressources du Groupe.

Par ailleurs, des calculs de stress tests sont effectués pour le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring qui est tenu de respecter des limites sur les durées minimales de résistance aux stress.

La politique de refinancement (sources de refinancement, organisation, limites...) est régie par la politique financière de Crédit Agricole Leasing & Factoring. Les opérations de refinancement sont déterminées en fonction des besoins de liquidité en montant et en durée pour chaque société du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring dans les limites définies (Limite Court Terme, Limite Moyen Long Terme...) dans le cadre du dispositif de suivi du risque de liquidité du groupe Crédit Agricole SA. Les mesures de gestion de liquidité à court terme, à moyen et long terme ainsi que de stress scénarios dans le cadre de ce dispositif ont été déployées au sein du Crédit Agricole Leasing & Factoring.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2018					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	800 922	76 630	266 721	21 713		1 165 986
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	10 266 713	1 940 450	5 329 213	3 528 670		21 065 046
Total	11 067 635	2 017 080	5 595 934	3 550 383	0	22 231 032
Dépréciations						-327 969

Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						21 903 063
---	--	--	--	--	--	-------------------

(en milliers d'euros)	31/12/2017					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	717 814	78 697	160 069	71 827		1 028 407
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	9 616 815	1 729 385	6 102 520	3 222 056		20 670 776
Total	10 334 629	1 808 082	6 262 589	3 293 883	0	21 699 183
Dépréciations						-230 416
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						21 468 767

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2018					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	4 880 451	2 944 181	7 528 098	2 025 944		17 378 674
Dettes envers la clientèle	1 913 407	7 109	8			1 920 524
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	6 793 858	2 951 290	7 528 106	2 025 944	0	19 299 198

(en milliers d'euros)	31/12/2017					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	4 657 786	2 500 828	6 367 732	3 823 456	0	17 349 802
Dettes envers la clientèle	1 717 480	15 164	162	0	0	1 732 806
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	6 375 266	2 515 992	6 367 894	3 823 456	0	19 082 608

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	31/12/2018					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	235					235
Titres du marché interbancaire						0
Titres de créances négociables		87 000	273 000			360 000
Emprunts obligataires	9		31 000	62 000		93 009
Autres dettes représentées par un titre	177 772					177 772
Total Dettes représentées par un titre	178 016	87 000	304 000	62 000	0	631 016
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	296			300 000		300 296
Dettes subordonnées à durée indéterminée	638					638
Dépôt de garantie à caractère mutuel						0
Titres et emprunts participatifs						0
Total Dettes subordonnées	934	0	0	300 000	0	300 934

(en milliers d'euros)	31/12/2017					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	235					235
Titres du marché interbancaire						0
Titres de créances négociables	35 000		97 000			132 000
Emprunts obligataires						0
Autres dettes représentées par un titre	374 913					374 913
Total Dettes représentées par un titre	410 148	0	97 000	0	0	507 148
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	17			56 000		56 017
Dettes subordonnées à durée indéterminée	1 810			187 720		189 530
Dépôt de garantie à caractère mutuel						0
Titres et emprunts participatifs						0

Total Dettes subordonnées	1 827	0	0	243 720	0	245 547
----------------------------------	--------------	----------	----------	----------------	----------	----------------

Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(en milliers d'euros)	31/12/2018					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Garanties financières données						0

(en milliers d'euros)	31/12/2017					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Garanties financières données						0

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.2 "Risque de marché".

3.4 Comptabilité de couverture

(Cf. Note 3.2 "Risque de marché" et Chapitre "Facteurs de risque – Gestion du bilan" du Document de référence de Crédit Agricole S.A.)

Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

La gestion du risque de taux (excédent ou déficit d'emplois à taux fixe par rapport aux ressources à taux fixe) du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring peut se faire sous formes d'actions de bilan (refinancement à taux fixe ou à taux révisable pour adosser les actifs) ou de hors bilan (des swaps standards emprunteurs ou prêteurs de couverture). En ce qui concerne la jambe variable du swap standard, les index sont principalement contre l'Euribor.

La couverture de juste valeur est en général souscrite en macro couverture sauf dans le cas de certains montages en syndication ou d'opérations en devises.

Les tests d'efficacité pour la macro couverture de juste valeur sont effectués au moins une fois par trimestre, sur des positions brutes de swaps et d'éléments couverts.

Pour chaque relation de couverture, l'efficacité prospective est mesurée en s'assurant qu'en début de période, pour chaque bande d'échéance, l'encours des éléments couverts est supérieur à l'encours des instruments financiers dérivés de couverture désignés.

L'efficacité rétrospective est mesurée en s'assurant qu'en fin de période et à stock constant, il n'y a pas de sur-couverture.

Il convient également de s'assurer qu'en cours de période, les nouveaux swaps ne créent pas de situation de sur couverture sur la base de l'encours initialement couvert.

Au 31 décembre 2018, le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring satisfait aux contrôles de mesure de l'efficacité des relations de macro couverture.

Concernant les opérations de micro-couverture, le contrôle effectué par le service Gestion Financière consiste à valider que l'échéancier de l'instrument de couverture correspond à l'échéancier client couvert.

Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Couverture d'un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

Instruments dérivés de couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2018		
	Valeur de marché		Montant notionnel
	positive	négative	
Couverture de juste valeur	1 664	56 284	759 558
Taux d'intérêt	1 664	56 284	759 558
Change			
Autres			
Couverture de flux de trésorerie	0	0	0
Taux d'intérêt			
Change			
Autres			
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger			

Total Instruments dérivés de couverture	1 664	56 284	759 558
(en milliers d'euros)	31/12/2017		
	Valeur de marché		Montant Notionnel
	positive	négative	
Couverture de juste valeur	2 628	64 946	784 031
Taux d'intérêt	2 628	64 946	784 031
Instruments de capitaux propres			
Change			
Crédit			
Matières premières			
Autres			
Couverture de flux de trésorerie	0	0	0
Taux d'intérêt			
Instruments de capitaux propres			
Change			
Crédit			
Matières premières			
Autres			
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
Total Instruments dérivés de couverture	2 628	64 946	784 031

Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

(en milliers d'euros)	31/12/2018						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total notionnel
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	0	0	759 558	759 558
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts						754 275	754 275
Options de taux							
Caps-floors-collars						5 283	5 283
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises	0	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments	0	0	0	0	0	0	0
Autres							
Sous-total	0	0	0	0	0	759 558	759 558
Opérations de change à terme							
Total notionnel des instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	759 558	759 558

La note 3.2 "Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle" présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

— Couverture de juste valeur

Instruments dérivés de couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2018			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y. c. cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif		
Couverture de juste valeur				
Marchés organisés	0	0	0	0
Taux d'intérêt	0	0	0	0
Instruments fermes				
Instruments conditionnels				
Change	0	0	0	0
Instruments fermes				
Instruments conditionnels				
Autres				

Marchés de gré à gré	0	0	0	0
Taux d'intérêt	0	0	0	0
Instruments fermes				
Instruments conditionnels				
Change	0	0	0	0
Instruments fermes				
Instruments conditionnels				
Autres				
Total des micro-couvertures de juste valeur	0	0	0	0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	1 664	56 284	6 064	759 558
Total Couverture de juste valeur	1 664	56 284	6 064	759 558

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Eléments couverts

Micro-couvertures (en milliers d'euros)	31/12/2018			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	Réévaluations de juste Valeur sur la période liées à la Couverture (y. c. cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture		
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	0	0		0
Taux d'intérêt				
Change				
Autres				
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	0	0	0	0
Taux d'intérêt				
Change				
Autres				
Total de la couverture de Juste valeur sur les éléments d'actif	0	0	0	0
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	0	0	0	0
Taux d'intérêt				
Change				
Autres				
Total de la couverture de Juste valeur sur les éléments de passif	0	0	0	0

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2018		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y. c. cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y. c. cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	6 064	-6 065	-1
Change			0
Autres			0
Total	6 064	-6 065	-1

— Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger

Instruments dérivés de couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2018			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y. c. cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif		
Couverture de flux de trésorerie				
Marchés organisés	0	0	0	0
Taux d'intérêt	0	0	0	0

Instruments fermes				
Instruments conditionnels				
Change	0	0	0	0
Instruments fermes				
Instruments conditionnels				
Autres				
Marchés de gré à gré	0	0	0	0
Taux d'intérêt	0	0	0	0
Instruments fermes				
Instruments conditionnels				
Change	0	0	0	0
Instruments fermes				
Instruments conditionnels				
Autres				
Total des micro-couvertures de flux de trésorerie	0	0	0	0
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt				
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de change				
Total des macro-couvertures de flux de trésorerie	0	0	0	0
Total de la couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger				

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres » à l'exception de la part inefficace de la relation de couverture qui est comptabilisée au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2018		
	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)
	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisé sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture
Couverture de flux de trésorerie			
Taux d'intérêt			
Change			
Autres			
Total de la couverture de flux de trésorerie	0	0	0
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
Total de la couverture de flux de trésorerie et d'investissement net dans une activité à l'étranger	0	0	0

3.5 Risques opérationnels

Le schéma est le suivant :

- une cartographie annuelle des risques opérationnels et des risques de non-conformité permet pour chaque processus / métier et support de déterminer les impacts financiers et non financiers associés à leurs fréquences (récurrente ou exceptionnelle) ;
- à partir de cette cartographie, une analyse détaillée recense les événements de risque critiques et sensibles auxquels sont associés des plans d'action ;
- de ces plans d'action peuvent découler la mise en place de contrôles permanents qui seront déclinés dans le cadre du dispositif mis en place par la Direction des Risques et du Contrôles Permanents (DCPR) ;
- les contrôles qui devront être insérés dans le plan de contrôle sont ensuite réalisés par les directions concernées et remontés à la DCPR pour analyse, accompagnés d'actions correctives pour les contrôles dégradés.

Parallèlement, un recensement des pertes liées au risque opérationnel est effectué chaque trimestre pour alimenter une base d'historisation afin de valider le processus et sa cohérence.

Une unité du suivi des risques opérationnels et du pilotage des contrôles permanents a été mise en place afin d'optimiser le dispositif. Cette unité est placée sous la responsabilité du RCPR de Crédit Agricole Leasing & Factoring.

La méthode de calcul des fonds propres cible est la méthode Standard. La prise en compte des évolutions liées à la méthode standard SMA relève de la responsabilité de l'organe central Crédit Agricole SA.

Projet risques opérationnels

Le projet "risques opérationnels" confié à la Direction du Contrôle Permanent et des Risques est conduit sous la supervision et selon la méthodologie mise au point par Crédit Agricole S.A. Trimestriellement, le Directeur Général préside un comité de contrôle interne qui réunit les Directeurs Généraux Adjointes en charge du Développement et du Fonctionnement, les responsables du contrôle permanent, de l'audit et de la conformité, lors duquel un point sur les risques opérationnels est réalisé.

Les risques liés à l'ensemble du périmètre du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring sont analysés de façon globale depuis 2004. Des correspondants "risques

opérationnels" ont été nommés dans les directions opérationnelles.

Les formations des nouveaux correspondants se poursuivent, à partir du "kit" de formations aux risques opérationnels et cartographies des risques opérationnels déployé en 2015 et réactualisée annuellement sur l'ensemble du périmètre (métiers et filiales). Des actions ponctuelles et ciblées de sensibilisation aux risques opérationnels sont menées de manière régulières auprès des opérationnels.

De même, la base de collectes des pertes au titre du risque opérationnel a été enrichie notamment avec un contrôle de cohérence partiel entre les provisions collectées par la DCPR et celles enregistrées par le Département Comptabilité.

Un rapprochement trimestriel est effectué, à partir de la collecte des pertes, avec les risques cartographiés et les contrôles mis en place.

Identification et évaluation qualitative des risques

Une cartographie annuelle détaillée des différents risques encourus par le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring a été réalisée au travers d'entretiens avec les différentes entités du Groupe. Cette cartographie permet d'identifier les processus sensibles et d'évaluer qualitativement le niveau de risque.

Elle est actualisée annuellement.

Mesure des risques opérationnels et procédure d'alerte

En date de détection, le coût net du risque opérationnel du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring, pour l'année 2018 est de 11,8 M€ (10,6 M€ pour l'activité Factoring et 1,2 M€ pour les métiers du Leasing) comparé à 16 M€ en 2017, soit diminution de 26 % (- 4,2 M€).

En date de comptabilisation, le coût net du risque opérationnel du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring, pour l'année 2018 est de 7,7 M€ (9,5 M€ pour l'activité Factoring et - 1,8 M€ pour les métiers du Leasing) comparé à 7,2 M€ en 2017.

Ce coût résulte de l'agrégation des coûts nets subits par les différentes directions de Crédit Agricole Leasing & Factoring.

Ces montants comprennent le risque "frontière", c'est-à-dire les risques impactant des dossiers de crédit mais dont la cause est un risque opérationnel.

En 2018, la procédure d'alerte a été maintenue se décomposant comme suit :

- un double seuil d'alerte définit par la Stratégie des Risques :
 - un pourcentage du coût du risque opérationnel du trimestre par rapport au PNB du trimestre fixé à 1,5 %;
 - un pourcentage du coût du risque opérationnel "frontière crédit" du trimestre par rapport au PNB du trimestre fixé à 3 %.
- les deux seuils d'alerte interne métiers sont maintenus à 4 % du PNB sur 12 mois glissants.

Une unité dotée de quatre collaborateurs est opérationnelle afin d'optimiser les dispositifs existants. Elle a notamment pour fonction de s'assurer de la cohérence entre l'identification des risques opérationnels et une mise à niveau adaptée du dispositif des contrôles permanents.

3.6 Gestion du capital et ratios réglementaires

Conformément au règlement européen 575/2013 (CRR), le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring est soumise au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne 2013/36 et du règlement européen 575/2013, applicables depuis le 1er janvier 2014, et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce nouveau dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de la liquidité et du levier. Les exigences de coussins de fonds propres s'appliquent de manière progressive et atteindront le niveau cible en 2019.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (CET1), déterminés à partir des capitaux propres retraités, notamment de certains instruments de capital qui sont classés en Additional Tier 1 (AT1), et de déductions des immobilisations incorporelles ;
- les fonds propres de catégorie 1 ou Tier 1, constitués du Common Equity Tier 1 et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 perpétuels ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnus en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si ces instruments ne sont pas éligibles, et qu'ils ont été émis avant le 31/12/2011, ils font l'objet d'une clause de "grand-père" qui s'étale sur 10 ans jusqu'à fin 2021 permettant de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, du Tier 1 (AT1) et du Tier 2. Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances, quand l'établissement ne bénéficie pas de la dérogation conglomérat financier".

En 2018 comme en 2017 et selon la réglementation en vigueur, le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring a respecté les exigences réglementaires.

4. Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1 Produits et charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	31/12/2018
-----------------------	------------

Sur les actifs financiers au coût amorti	497 784
Opérations avec les établissements de crédit	6 106
Opérations internes au Crédit Agricole	-
Opérations avec la clientèle	135 358
Opérations de location-financement	356 320
Titres de dettes	-
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-
Opérations avec les établissements de crédit	-
Opérations avec la clientèle	-
Titres de dettes	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	712
Autres intérêts et produits assimilés	-
Produits d'intérêts (1)	498 496
Sur les passifs financiers au coût amorti	158 689
Opérations avec les établissements de crédit	108 665
Opérations internes au Crédit Agricole	-
Opérations avec la clientèle	2 049
Opérations de location-financement	44 311
Dettes représentées par un titre	-759
Dettes subordonnées	4 423
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	16 927
Autres intérêts et charges assimilées	-
Charges d'intérêts	175 616

(1) dont 3 756 milliers d'euros sur créances dépréciées (Bucket 3) au 31 décembre 2018.

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Sur opérations avec les établissements de crédit	4 916
Sur opérations internes au Crédit Agricole	
Sur opérations avec la clientèle	142 007
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	80
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	714
Sur opérations de location-financement	370 240
Autres intérêts et produits assimilés	
Produits d'intérêts (1)	517 957
Sur opérations avec les établissements de crédit	109 531
Sur opérations internes au Crédit Agricole	
Sur opérations avec la clientèle	2 339
Sur dettes représentées par un titre	-1 129
Sur dettes subordonnées	5 053
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	37 144
Sur opérations de location-financement	46 718
Autres intérêts et charges assimilées	
Charges d'intérêts	199 656

(1) Dont 3 945 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 31 décembre 2017.

4.2 Produits et charges de commissions

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit			0			0
Sur opérations internes au Crédit Agricole			0			0
Sur opérations avec la clientèle	152 908	-32 885	120 023	146 342	-43 120	103 222
Sur opérations sur titres			0			0
Sur opérations de change			0			0
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan			0			0
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers		-1 779	-1 779		-1 628	-1 628
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues			0	30	-9	21
Produits nets des commissions	152 908	-34 664	118 244	146 372	-44 757	101 615

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Dividendes reçus	
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	

Plus ou moins values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)	
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	-82
Résultat de la comptabilité de couverture	
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-82

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Dividendes reçus	
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option	
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	-117
Résultat de la comptabilité de couverture	
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-117

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	0	-21	-21	0	-19	-19
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts						
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)		-21	-21		-19	-19
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace						
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace						
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	7 818	-7 797	21	36 790	-36 771	19
Variations de juste valeur des éléments couverts	745	-6 810	-6 065	697	-36 093	-35 396
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	7 073	-987	6 086	36 093	-678	35 415
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace						
Total Résultat de la comptabilité de couverture	7 818	-7 818	0	36 790	-36 790	0

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie, ...) est présenté dans la note 3.4 "Comptabilité de couverture".

4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)	95
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes) (2)	2 223
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 318

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Bucket 3) mentionné en note 4.10 "Coût du risque".

Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente au 31/12/2017

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Dividendes reçus	130
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente (1)	1 179
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances	
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	1 309

(1) Hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 4.10 "Coût du risque".

4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Titres de dettes	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	
Prêts et créances sur la clientèle	
Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	0

Titres de dettes	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	
Prêts et créances sur la clientèle	
Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	0
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti (1)	0
<i>(1) Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Bucket 3) mentionné en note 4.10 "Coût du risque".</i>	

4.6 Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Titres de dettes	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	
Prêts et créances sur la clientèle	
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	0
Titres de dettes	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	
Prêts et créances sur la clientèle	
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	0
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat	0

Un détail des reclassements effectués au cours de la période est présenté en Note 9 "Reclassements d'instruments financiers".

4.7 Produits (charges) nets des autres activités

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-1 366	-1 502
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurance		
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance		
Produits nets des immeubles de placement	-754	-607
Autres produits (charges) nets	22 172	20 932
Produits (charges) des autres activités	20 052	18 823

4.8 Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Charges de personnel	-132 153	-133 576
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-22 272	-21 495
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-84 545	-76 106
Charges générales d'exploitation	-238 970	-231 177

(1) Dont 7 445 milliers d'euros comptabilisés au titre du fonds de résolution.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des charges générales d'exploitation intègre les honoraires des commissaires aux comptes du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring. La répartition par cabinet et par type de mission de ces honoraires comptabilisés dans le résultat 2018 est donnée ci-dessous :

Collège des Commissaires aux comptes du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring.

(en milliers d'euros hors taxes)	Ernst & Young (1)		Mazars (1)		Total 2018
	2018	2017	2018	2017	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	563	625	534	610	1 097
Emetteur	192	258	192	312	384
Filiales intégrées globalement	371	367	342	298	713
Services autres que la certification des comptes	35	57	48	44	83
Emetteur	19	37	19	44	38
Filiales intégrées globalement	16	20	29		45
Total	598	682	582	654	1 180

(1) CACs de l'entité consolidante (CAL&F SA)

Le montant total des honoraires de Ernst & Young, commissaire aux comptes du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 598milliers d'euros, dont 563 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de Crédit Agricole Leasing & Factoring] et ses filiales, et 35 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.).

Le montant total des honoraires de Mazars, commissaire aux comptes du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 582 milliers d'euros, dont 534 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de Crédit Agricole Leasing & Factoring] et ses filiales, et 48 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.).

Autres Commissaires aux comptes intervenant sur les sociétés du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring, consolidées par intégration globale

(en milliers d'euros hors taxes)	KPMG		Deloitte		Cabinet E (2)		Autres (2)		Total 2018
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés									0
Services autres que la certification des comptes	0	147	0	0			0	48	0
Total	0	147	0	0	0	0	0	48	0

(2) CACs des entités consolidées dans le palier : Studio Associato Caramanti Ticozzi & Partners et Baker Tilly Mauritius

4.9 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dotations aux amortissements	5 223	4 079
Immobilisations corporelles	637	910
Immobilisations incorporelles	4 586	3 169
Dotations (reprises) aux dépréciations	28	53
Immobilisations corporelles	0	25
Immobilisations incorporelles	28	28
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	5 251	4 132

4.10 Coût du risque

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Bucket 1 et Bucket 2)	6 828
Bucket 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	-446
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-172
Engagements par signature	-274
Bucket 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	7 274
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	7 313
Engagements par signature	-39
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Bucket 3)	
Bucket 3 : Actifs dépréciés	-42 826
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-42 826
Engagements par signature	
Autres actifs	
Risques et charges	2 495
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-33 503
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-4 050
Récupérations sur prêts et créances	7 737
comptabilisés au coût amorti	7 737
comptabilisés en capitaux propres recyclables	
Pertes sur engagements par signature	-75
Autres pertes	
Autres produits	
Coût du risque	-29 891

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-126 486
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	
Prêts et créances	-117 928
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	
Autres actifs	
Engagements par signature	
Risques et charges	-8 558
Reprises de provisions et de dépréciations	97 731
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	
Prêts et créances	79 819
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	
Autres actifs	

Engagements par signature	
Risques et charges	17 912
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-28 755
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés	
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-3 030
Récupérations sur prêts et créances amortis	4 708
Décotes sur crédits restructurés	
Pertes sur engagements par signature	
Autres pertes	
Autres produits	-999
Coût du risque	-28 076

4.11 Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-60	0
Plus-values de cession		454
Moins-values de cession	-60	-454
Titres de capitaux propres consolidés	0	0
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-60	0

4.12 Impôts

Charge d'impôt

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Charge d'impôt courant	-38 279	-34 308
Charge d'impôt différé	-5 588	16 434
Total Charge d'impôt	-43 867	-17 874

Dont 17,3M€ d'effet de changement de taux d'imposition sur les sociétés des exercices futurs.

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	189 240	<i>Taux d'impôt théorique</i>	-65 155
Effet des différences permanentes			-4 772
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			2 439
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			6 039
Effet de l'imposition à taux réduit			411
Changement de taux			
Effet des autres éléments			17 172
Taux et charge effectifs d'impôt		23,18%	-43 867

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2018.

Les effets des autres éléments comprends principalement le retournement des impôts différés.

Au 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	176 546	<i>Taux d'impôt théorique</i>	-60 785
Effet des différences permanentes			-3 356
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			2 285
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			5 345
Effet de l'imposition à taux réduit			331
Changement de taux			37 932
Effet des autres éléments			374
Taux et charge effectifs d'impôt		10,12%	-17 874

Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	-1 462
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	1
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	539
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-922
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	-282
Dont part du Groupe	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et effets d'impôt

(en milliers d'euros)	31/12/2017				01/01/2018			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables								
Gains et pertes sur écarts de conversion	-4		-4	0			0	
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	1 484		1 484	1 484				
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables							0	
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture			0				0	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	1 480	0	1 480	1 484	0	0	0	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	20		20	20			0	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées			0				0	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	1 500	0	1 500	1 504	0	0	0	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables								
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-3 351	1 019	-2 332	-2 332	-3 352	1 019	-2 333	-2 333
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre								
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables					-7 224		-7 224	-7 224
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	-3 351	1 019	-2 332	-2 332	-10 576	1 019	-9 557	-9 557
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-22	6	-16	-16	-32	6	-26	-26
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées			0				0	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-3 373	1 025	-2 348	-2 348	-10 608	1 025	-9 583	-9 583
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-1 873	1 025	-848	-844	-10 608	1 025	-9 583	-9 583

(en milliers d'euros)	Variation				31/12/2018			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables								
Gains et pertes sur écarts de conversion			0		0	0	0	0
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente								
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables			0		0	0	0	0
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture			0		0	0	0	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	112		112	112	112	0	112	112
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées			0		0	0	0	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	112	0	112	112	112	0	112	112
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables								
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-70	7	-63	-63	-3 422	1 026	-2 396	-2 396
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre					0	0	0	0
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	-1 486		-1 486	-1 486	-8 710	0	-8 710	-8 710
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	-1 556	7	-1 549	-1 549	-12 132	1 026	-11 106	-11 106
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	-32	6	-26	-26
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées			0		0	0	0	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-1 556	7	-1 549	-1 549	-12 164	1 032	-11 132	-11 132
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-1 444	7	-1 437	-1 437	-12 052	1 032	-11 020	-11 020

5. Informations sectorielles

Le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring n'est pas concerné.

6. Notes relatives au bilan

6.1 Caisse, banques centrales

(en milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	1		1	
Banques centrales	631 149	87	630 031	80
Valeur au bilan	631 150	87	630 032	80

6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	0
Instruments de capitaux propres	
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	
Valeur au bilan	0
<i>Dont Titres prêtés</i>	

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	
Valeur au bilan	0
<i>Dont Titres prêtés</i>	

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Instruments de capitaux propres	0
Actions et autres titres à revenu variable	
Titres de dettes	0
Effets publics et valeurs assimilées	
Obligations et autres titres à revenu fixe	
OPCVM	
Prêts et créances	0
Créances sur les établissements de crédit	
Créances sur la clientèle	
Titres reçus en pension livrée	
Valeurs reçues en pension	
Instruments dérivés	
Valeur au bilan	0

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Instruments de capitaux propres	0
Actions et autres titres à revenu variable	
Titres de dettes	0
Effets publics et valeurs assimilées	
Obligations et autres titres à revenu fixe	
Prêts et avances	0
Créances sur les établissements de crédit	
Créances sur la clientèle	
Titres reçus en pension livrée	
Valeurs reçues en pension	
Instruments dérivés	0
Valeur au bilan	0

Les montants relatifs aux titres reçus en pension livrée comprennent ceux que l'entité est autorisée à redonner en garantie.

Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Actions et autres titres à revenu variable	

Titres de participation non consolidés	
Total Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	0

Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Titres de dettes	0
Effets publics et valeurs assimilées	
Obligations et autres titres à revenu fixe	
OPCVM	
Prêts et créances	0
Créances sur les établissements de crédit	
Créances sur la clientèle	
Titres reçus en pension livrée	
Valeurs reçues en pension	
Total Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI à la juste valeur par résultat	0

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Prêts et créances	0
Créances sur les établissements de crédit	
Créances sur la clientèle	
Titres de dettes	0
Effets publics et valeurs assimilées	
Obligations et autres titres à revenu fixe	
Total Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Instruments de capitaux propres	0
Actions et autres titres à revenu variable	
Titres de dettes	0
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	
Effets publics et valeurs assimilées	
Obligations et autres titres à revenu fixe	
Prêts et avances	0
Créances sur les établissements de crédit	
Créances sur la clientèle	
Titres reçus en pension livrée	
Valeurs reçues en pension	
Valeur au bilan	0

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	0	0

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Titres vendus à découvert		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés		
Valeur au bilan	0	0

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.2 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Passifs financiers dont les variations du spread émetteur sont comptabilisées par capitaux propres non recyclables

(en milliers d'euros)	31/12/2018
-----------------------	------------

	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre	Montant réalisé lors de la décomptabilisation (1)
Dépôts et passifs subordonnés	0	0	0	0	0
Dépôts					
Passifs subordonnés					
Titres de dettes					
Autres passifs financiers					
Total	0	0	0	0	0

(1) Le montant réalisé lors de la décomptabilisation est transféré en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

Passifs financiers dont les variations du spread émetteur sont comptabilisées en résultat net

(en milliers d'euros)	31/12/2018			
	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre
Dépôts et passifs subordonnés	0	0	0	0
Dépôts				
Passifs subordonnés				
Titres de dettes				
Autres passifs financiers				
Total	0	0	0	0

(en milliers d'euros)	31/12/2017	
	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance
Dépôts et passifs subordonnés	0	0
Dépôts d'établissements de crédit		
Autres dépôts		
Passifs subordonnés		
Titres de dettes		
Autres passifs financiers		
Total	0	0

6.3 Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.4 "Comptabilité de couverture".

6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2018		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	3 214		-8 710
Total	3 214	0	-8 710

Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

(en milliers d'euros)	31/12/2018		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées			
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Total des titres de dettes	0	0	0
Prêts et créances sur les établissements de crédit			
Prêts et créances sur la clientèle			
Total des prêts et créances	0	0	0
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	0	0	0
Impôts			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôt)		0	0

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

(en milliers d'euros)	31/12/2018			
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Gains/pertes latents sur la

				période
Actions et autres titres à revenu variable	362			
Titres de participation non consolidés	2 852		-8 710	-1 486
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	3 214	0	-8 710	-1 486
Impôts				
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		0	-8 710	-1 486

Placements dans des instruments de capitaux propres par titre

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2018
Actions et autres titres à revenu variable	362
Certificat d'association au fonds de dépôts de garantie	362
Titres de participation non consolidés	2 852
UCALEASE	2 419
LESICA	203
SACAM MACHINISME	151
SAS CLAUDE DECAEN	37
Autres	42
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	3 214

Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

(en milliers d'euros)	31/12/2018		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)
Actions et autres titres à revenu variable			
Titres de participation non consolidés			
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	0	0	0
Impôts			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		0	0

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

Actifs financiers disponibles à la vente au 31/12/2017

(en milliers d'euros)	31/12/2017		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées			
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable	263		
Titres de participation non consolidés	4 339	1 484	
Total des titres disponibles à la vente	4 602	1 484	0
Créances disponibles à la vente			
Total des créances disponibles à la vente	0	0	0
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1)	4 602	1 484	0
Impôts			
Gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôt)		1 484	0

(1) Dont 8 708 milliers d'euros comptabilisés au titre de la dépréciation durable sur titres et créances au 31 décembre 2017.

6.5 Actifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 165 125
Prêts et créances sur la clientèle	20 737 938
Titres de dettes	
Valeur au bilan	21 903 063

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Etablissements de crédit	
Comptes et prêts	1 077 856
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)	586 544
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux (1)	95 801
Valeurs reçues en pension	

Titres reçus en pension livrée	
Prêts subordonnés	
Autres prêts et créances	88 130
Valeur brute	1 165 986
Dépréciations	-861
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	1 165 125
Opérations internes au Crédit Agricole	
Comptes ordinaires	
Titres reçus en pension livrée	
Comptes et avances à terme	
Prêts subordonnés	
Total prêts et créances internes au Crédit Agricole	0
Valeur au bilan	1 165 125

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Etablissements de crédit	
Titres de dettes	0
Titres non cotés sur un marché actif	
Prêts et avances	1 028 407
Comptes et prêts	951 061
dont comptes ordinaires débiteurs sains	615 864
dont comptes et prêts au jour le jour sains	1 100
Valeurs reçues en pension	
Titres reçus en pension livrée	
Prêts subordonnés	
Autres prêts et créances	77 346
Valeur brute	1 028 407
Dépréciations	
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	1 028 407
Opérations internes au Crédit Agricole	
Titres de dettes	0
Titres non cotés sur un marché actif	
Prêts et avances	0
Comptes ordinaires	
Titres reçus en pension livrée	
Comptes et avances à terme	
Prêts subordonnés	
Prêts et créances internes au Crédit Agricole	0
Valeur au bilan	1 028 407

Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Opérations avec la clientèle	
Créances commerciales	6 610 969
Autres concours à la clientèle	4 004 764
Valeurs reçues en pension	
Titres reçus en pension livrée	
Prêts subordonnés	
Créances nées d'opérations d'assurance directe	
Créances nées d'opérations de réassurance	
Avances en comptes courants d'associés	
Comptes ordinaires débiteurs	179
Valeur brute	10 615 912
Dépréciations	-116 567
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	10 499 345
Opérations de location-financement	
Location-financement immobilier	4 457 142
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	5 991 992
Valeur brute	10 449 134
Dépréciations	-210 541
Valeur nette des opérations de location-financement	10 238 593
Valeur au bilan	20 737 938

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Opérations avec la clientèle	
Titres de dettes	0
Titres non cotés sur un marché actif	
Prêts et avances	10 442 599
Créances commerciales	6 544 124
Autres concours à la clientèle	3 898 379
Titres reçus en pension livrée	
Prêts subordonnés	
Créances nées d'opérations d'assurance directe	
Créances nées d'opérations de réassurance	
Avances en comptes courants d'associés	
Comptes ordinaires débiteurs	96
Valeur brute	10 442 599
Dépréciations	-77 949
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	10 364 650
Opérations de location-financement	
Location-financement immobilier	4 501 499
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	5 726 678
Valeur brute	10 228 177
Dépréciations	-152 467
Valeur nette des opérations de location-financement	10 075 710
Valeur au bilan	20 440 360

Titres de dettes

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Effets publics et valeurs assimilées	
Obligations et autres titres à revenu fixe	
Total	0
Dépréciations	
Valeur au bilan	0

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance au 31/12/2017

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Effets publics et valeurs assimilées	
Obligations et autres titres à revenu fixe	
Total	0
Dépréciations	
Valeur au bilan	0

6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

Le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring n'est pas concerné.

6.7 Exposition au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions du groupe Crédit Agricole Leasing & factoring au risque souverain sont les suivantes :

Activité bancaire

31/12/2018 (en milliers d'euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs Financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Arabie Saoudite					0		0
Autriche					0		0
Belgique					0		0
Brésil					0		0
Chine					0		0
Espagne					0		0
Etats-Unis					0		0

France				149 068	149 068	0	149 068
Grèce					0		0
Hong Kong					0		0
Iran					0		0
Irlande					0		0
Italie					0		0
Japon					0		0
Lituanie					0		0
Pologne					0		0
Royaume-Uni					0		0
Russie					0		0
Syrie					0		0
Turquie					0		0
Ukraine					0		0
Venezuela					0		0
Yémen					0		0
Autres pays					0		0
Total	0	0	0	149 068	149 068	0	149 068

31/12/2017 (en milliers d'euros)	Expositions nettes de dépréciations							
	Dont portefeuille bancaire				Dont Portefeuille de négociation (hors dérivés)	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs à la juste valeur par résul- tat	Prêts et créances				
Arabie Saoudite						0		0
Autriche						0		0
Belgique						0		0
Brésil						0		0
Chine						0		0
Espagne						0		0
Etats-Unis						0		0
France				94 117		94 117		94 117
Grèce						0		0
Hong Kong						0		0
Iran						0		0
Irlande						0		0
Italie						0		0
Japon						0		0
Lituanie						0		0
Pologne						0		0
Royaume-Uni						0		0
Russie						0		0
Syrie						0		0
Turquie						0		0
Ukraine						0		0
Venezuela						0		0
Yémen						0		0
Autres pays				17		17		17
Total	0	0	0	94 134	0	94 134	0	94 134

Activité d'assurance

Le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring n'a pas d'activité d'assurance.

6.8 Passifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Dettes envers les établissements de crédit	17 378 674
Dettes envers la clientèle	1 920 524
Dettes représentées par un titre	631 016
Valeur au bilan	19 930 214

Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	17 378 674	17 349 802

dont comptes ordinaires créditeurs (1)	434 286	474 631
dont comptes et emprunts au jour le jour (1)	373 554	467 920
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
Total	17 378 674	17 349 802
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs		
Titres donnés en pension livrée		
Comptes et avances à terme		
Total	0	0
Valeur au bilan	17 378 674	17 349 802

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.

Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes ordinaires créditeurs	1 088 382	913 881
Comptes d'épargne à régime spécial		
Autres dettes envers la clientèle	832 142	818 925
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
Valeur au bilan	1 920 524	1 732 806

Dettes représentées par un titre

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Bons de caisse	235	235
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	360 000	132 000
Emprunts obligataires	93 009	
Autres dettes représentées par un titre	177 772	374 913
Valeur au bilan	631 016	507 148

6.9 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

Compensation – Actifs financiers

Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	31/12/2018				
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires				
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés (1)			0		0
Prises en pension de titres (2)			0		0
Prêts de titres (3)			0		0
Autres instruments financiers (4)			0		0
Total des actifs financiers soumis à compensation	0	0	0	0	0

Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	31/12/2017				
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires				
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés (1)			0		0
Prises en pension de titres (2)			0		0
Prêts de titres (3)			0		0
Autres instruments financiers (4)			0		0
Total des actifs financiers soumis à compensation	0	0	0	0	0

Compensation – Passifs financiers

Nature des instruments financiers	31/12/2018
-----------------------------------	------------

(en milliers d'euros)	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires				
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions	
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention cadre-de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie
Dérivés (1)			0		0
Mises en pension de titres (2)			0		0
Emprunts de titres (3)			0		0
Autres instruments financiers (4)			0		0
Total des passifs financiers soumis à compensation	0	0	0	0	0

Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	31/12/2017					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions	Montant net après l'ensemble des effets de compensation	
Dérivés (1)			0			0
Mises en pension de titres (2)			0			0
Emprunts de titres (3)			0			0
Autres instruments financiers (4)			0			0
Total des passifs financiers soumis à compensation	0	0	0	0	0	0

6.10 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Impôts courants	26	9 724
Impôts différés	8 196	34 730
Total Actifs d'impôts courants et différés	8 222	44 454
Impôts courants	5 453	5 999
Impôts différés	196 453	217 405
Total Passifs d'impôts courants et différés	201 906	223 404

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2018	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalages temporaires comptables-fiscaux	4 996	-145 245
Charges à payer non déductibles	2 648	
Provisions pour risques et charges non déductibles	47 628	
Autres différences temporaires	-45 280	-145 245
Impôts différés sur réserves latentes	1 017	-9
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-13	-15
Couvertures de Flux de Trésorerie		
Gains et pertes sur écarts actuariels	1 030	5
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre		
Impôts différés sur résultat	2 183	341 707
Total Impôts différés	8 196	196 453

(1) La part d'impôts différés relative aux déficits reportables est de 111 629 milliers d'euros pour 2018.

(en milliers d'euros)	31/12/2017	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalages temporaires comptables-fiscaux	4 368	210 729
Charges à payer non déductibles	4 072	
Provisions pour risques et charges non déductibles	31 977	
Autres différences temporaires	-31 681	210 729
Impôts différés sur réserves latentes	1 025	-1
Actifs disponibles à la vente		
Couvertures de Flux de Trésorerie		
Gains et pertes sur écarts actuariels	1 025	-1
Impôts différés sur résultat	322	6 677
Total Impôts différés	5 715	217 405

(1) La part d'impôts différés relative aux déficits reportables est de 123 230 milliers d'euros pour 2017.

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

6.11 Comptes de régularisation actif, passif et divers**Comptes de régularisation et actifs divers**

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Autres actifs	172 633	219 026
Comptes de stocks et emplois divers	1	1
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Débiteurs divers (1)	172 632	219 025
Comptes de règlements		
Capital souscrit non versé		
Autres actifs d'assurance		
Parts des réassureurs dans les provisions techniques		
Comptes de régularisation	328 804	308 425
Comptes d'encaissement et de transfert	313 428	293 371
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	276	411
Produits à recevoir	9 242	9 177
Charges constatées d'avance	1 420	1 057
Autres comptes de régularisation	4 438	4 409
Valeur au bilan	501 437	527 451

(1) Dont 762 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution Unique, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

Comptes de régularisation et passifs divers

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Autres passifs (1)	611 938	575 729
Comptes de règlements		
Créditeurs divers	611 938	575 729
Versements restant à effectuer sur titres		
Autres passifs d'assurance		
Autres		
Comptes de régularisation	554 261	512 085
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	228 087	208 585
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	1	
Produits constatés d'avance	181 437	174 816
Charges à payer	141 340	126 190
Autres comptes de régularisation	3 396	2 494
Valeur au bilan	1 166 199	1 087 814

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

(2) Les montants sont indiqués en net.

6.12 Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

Le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring n'est pas concerné.

6.13 Co-entreprises et entreprises associées**Informations financières des co-entreprises et des entreprises associées**

Au 31 décembre 2018, la valeur de mise en équivalence des entreprises associées s'élève à 19 489 milliers d'euros (20 767 milliers d'euros au 31 décembre 2017).

Le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring détient des intérêts dans deux entreprises associées.

Les entreprises associées sont présentées dans le tableau ci-dessous. Il s'agit des entreprises associées qui composent la « valeur de mise en équivalence au bilan ».

Le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring a une influence notable en raison de sa participation dans le capital et de sa présence au sein du conseil d'administration.

(en milliers d'euros)	31/12/2018						
	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du groupe	Quote-part de résultat net	Quote-part de capitaux propres (1)	Ecart d'acquisition
Co-entreprises							
Co-entreprise A							
Co-entreprise B							
Co-entreprise C							
Autres							
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (co-entreprises)		0			0	0	0

Entreprises associées						
CREDIT AGRICOLE LEASING ITALIA	15,00%	14 871			1 006	14 871
CREDIT DU MAROC LEASING ET FACTORING	33,33%	4 618			435	4 618
Entreprise associée C						
Autres						
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (entreprises associées)		19 489			1 441	19 489
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence		19 489			1 441	0

(1) Capitaux propres part du groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associées lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associées est un sous-groupe.

(en milliers d'euros)	31/12/2017						
	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du groupe	Quote-part de résultat net	Quote-part de capitaux propres (1)	Ecart d'acquisition
Co-entreprises							
Co-entreprise A							
Co-entreprise B							
Co-entreprise C							
Autres							
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (co-entreprises)		0			0	0	0
Entreprises associées							
CREDIT AGRICOLE LEASING ITALIA	15,00%	16 303			-1 254	16 303	
CREDIT DU MAROC LEASING ET FACTORING	33,33%	4 464			-413	4 464	
Entreprise associée C							
Autres							
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (entreprises associées)		20 767			-1 667	20 767	0
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence		20 767			-1 667	20 767	0

(1) Capitaux propres part du groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associées lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associées est un sous-groupe.

Les informations financières résumées des co-entreprises et des entreprises associées significatives du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring sont présentées ci-après :

(en milliers d'euros)	31/12/2018			
	PNB	Résultat net	Total Actif	Total capitaux propres
Co-entreprises				
Co-entreprise A				
Co-entreprise B				
Co-entreprise C				
Autres				
Entreprises associées				
CREDIT AGRICOLE LEASING ITALIA	33 067	6 707	1 980 977	99 138
CREDIT DU MAROC LEASING ET FACTORING	4 926	1 304	169 309	13 855
Entreprise associée C				
Autres				

(en milliers d'euros)	31/12/2017			
	PNB	Résultat net	Total Actif	Total capitaux propres
Co-entreprises				
Co-entreprise A				
Co-entreprise B				
Co-entreprise C				
Autres				
Entreprises associées				
CREDIT AGRICOLE LEASING ITALIA	31 196	-8 357	1 951 748	108 688
CREDIT DU MAROC LEASING ET FACTORING	5 434	-1 240	144 381	13 393
Entreprise associée C				
Autres				

Informations sur les risques associés aux intérêts détenus

Le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring n'est exposé à aucun risque associé aux intérêts détenus.

Restrictions significatives sur les co-entreprises et les entreprises associées

Il n'a pas été identifié de restrictions légales, contractuelles ou réglementaires qui iraient au-delà de celles présentées dans le pacte d'actionnariat liant Crédit Agricole Leasing & Factoring à ces mêmes entités

Les obligations / restrictions éventuelles qui engageraient Crédit Agricole Leasing & Factoring sont celles de droit commun induites par le pacte d'actionnariat.

6.14 Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
Valeur brute	92 338	92 338		43	-32 507		32 463	92 337
Amortissements et dépréciations	-46 232	-46 232			10 030		-11 785	-47 987
Valeur au bilan (1)	46 106	46 106	0	43	-22 477	0	20 678	44 350

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Valeur brute	86 491			-14 218		20 065	92 338
Amortissements et dépréciations	-41 257			3 314		-8 289	-46 232
Valeur au bilan (1)	45 234	0	0	-10 904	0	11 776	46 106

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

Juste valeur des immeubles de placement

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût amorti, établie "à dire d'expert", s'élève à 74 972 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 92 338 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1	
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	74 972
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	92 338
Valeur de marché des immeubles de placement	74 972	92 338

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût amorti au bilan.

6.15 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
Immobilisations corporelles d'exploitation								
Valeur brute	52 693	52 693		798	-479			53 012
Amortissements et dépréciations (1)	-51 151	-51 151		-635	643		-1	-51 144
Valeur au bilan	1 542	1 542	0	163	164	0	-1	1 868
Immobilisations temporairement non louées								
Valeur brute	120 659	120 659					2 376	123 035
Amortissements et dépréciations (1)	-98 806	-98 806		-1 912	546		6 568	-93 604
Valeur au bilan	21 853	21 853	0	-1 912	546	0	8 944	29 431
Immobilisations incorporelles								
Valeur brute	113 020	113 020		9 577	-88		-3 527	118 982
Amortissements et dépréciations	-88 849	-88 849		-4 614	15		5 781	-87 667
Valeur au bilan	24 171	24 171	0	4 963	-73	0	2 254	31 315

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	52 468		252	-28		1	52 693
Amortissements et dépréciations (1)	-50 233		-934	16			-51 151
Valeur au bilan	2 235	0	-682	-12	0	1	1 542
Immobilisations temporairement non louées							
Valeur brute	131 701			-123 450		112 408	120 659
Amortissements et dépréciations (1)	-109 796		-2 525	79 268		-65 753	-98 806
Valeur au bilan	21 905	0	-2 525	-44 182	0	46 655	21 853
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	99 871		11 345	-994		2 798	113 020
Amortissements et dépréciations	-83 407		-3 197	553		-2 799	-88 849
Valeur au bilan	16 464	0	8 148	-441	0	-1	24 171

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

6.16 Ecarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2017	01/01/2018	01/01/2018	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Pertes de valeur de la période	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018	31/12/2018
	BRUT	NET	BRUT	NET						BRUT	NET
- rattachable aux métiers longs	57 841		57 841							57 841	
- rattachable aux métiers courts											

- rattachable au métier de l'affacturage	62 327	62 327	69 115	62 327						69 115	62 327
Total	120 168	62 327	126 956	62 327	0	0	0	0	0	126 956	62 327

Au cours de l'exercice 2018, les écarts d'acquisition ont fait l'objet de tests de dépréciation, fondés sur l'appréciation de la valeur d'utilité des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquelles ils sont rattachés. La détermination de la valeur d'utilité a reposé sur l'actualisation de flux trésorerie futurs en conformité avec les principes exposés dans le § 1.4. « Principes et méthodes de consolidation ».

Ce test a confirmé l'absence de besoin de dépréciation pour le métier de l'affacturage.

6.17 Provisions techniques des contrats d'assurance

Le Groupe Crédit agricole Leasing & Factoring n'a pas d'activité d'assurance.

6.18 Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
Risques sur les produits épargne-logement									
Risques d'exécution des engagements par signature		1 457		2 154		-1 844		1	1 768
Risques opérationnels	10 376	10 376		1 849		-2 253		-221	9 751
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	18 721	18 721		1 284	-59	-1 188		-970	17 788
Litiges divers	74	74							74
Participations									
Restructurations									
Autres risques	47 862	47 862		369	-2	-2 917		222	45 534
Total	77 033	78 490	0	5 656	-61	-8 202	0	-968	74 915

(1) Dont 11 394 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 469 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Risques sur les produits épargne-logement								
Risques d'exécution des engagements par signature								
Risques opérationnels	12 777		5 846	-6 363	-1 810		-74	10 376
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	18 857		819	-74	-2 343		1 462	18 721
Litiges divers	10 754			-6 940	-3 740			74
Participations								
Restructurations								
Autres risques	52 243		3 195	-24	-7 626		74	47 862
Total	94 631	0	9 860	-13 401	-15 519	0	1 462	77 033

(1) Dont 11 968 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 384 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

Au 31 décembre 2018, les montants renseignés dans la colonne « Autres mouvements » correspondent à l'application de la norme comptable IAS 19 et plus particulièrement de la comptabilisation des écarts actuariels (transfert en fonds propres).

Provision épargne-logement :

Le groupe Crédit Agricole Leasing & factoring n'est pas concerné.

6.19 Dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dettes subordonnées à durée déterminée	300 296	56 017
Dettes subordonnées à durée indéterminée	638	189 530
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
Titres et emprunts participatifs		
Valeur au bilan	300 934	245 547

Émissions de dettes subordonnées

Les émissions de dettes subordonnées entrent dans le cadre de la gestion des fonds propres prudentiels, tout en contribuant au refinancement de l'ensemble des activités du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring.

La directive et le règlement européens sur les exigences de fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement – CRD IV/CRR définissent les conditions selon lesquelles les instruments subordonnés peuvent bénéficier du statut de fonds propres réglementaires et prévoit les modalités et les conditions de la disqualification progressive des anciens instruments qui ne remplissent pas ces conditions entre le 1er janvier 2014 (date d'entrée en vigueur de la CRD IV et du CRR) et le 1er janvier 2022.

Toutes les émissions de dettes subordonnées, qu'il s'agisse des nouvelles émissions ou des émissions plus anciennes, sont susceptibles de faire l'objet d'absorption de pertes par renflouement interne ("Bail-in") dans certaines circonstances et notamment en cas de mise en résolution de la banque émettrice, conformément à l'ordonnance du 20 août 2015 portant diverses dispositions d'adaptation à la législation au droit de l'Union européenne en matière financière transposant, en droit français, la directive européenne sur le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (BRRD) du 15 mai 2014.

Le groupe Crégit Agricole Leasing & factoring a émis 300 millions d'euros de dette T2.

Émissions de dette "Senior non préférée"

Avec la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (autrement appelée "loi Sapin 2"), publiée au Journal officiel le 10 décembre 2016 et entrée en vigueur le 11 décembre 2016, la France s'est dotée d'une nouvelle catégorie de dette senior permettant de répondre aux critères d'éligibilité des ratios TLAC et MREL (tels que ces derniers sont actuellement définis) : la dette senior "non préférée". Cette nouvelle catégorie de dette est également prévue par le projet d'amendement à la directive sur le redressement et la résolution des crises bancaires (BRRD) allant dans le sens d'une harmonisation de la hiérarchie des créanciers des banques et publié par la Commission Européenne, le 23 novembre 2016.

Dans le cadre d'une procédure de résolution (susceptible d'intervenir avant la liquidation), les titres senior non préférés pourront être dépréciés, en totalité ou en partie, ou convertis en capital, au titre du renflouement interne ("Bail-In"), prioritairement aux autres titres de créances senior (les senior "préférés"), mais après seulement la dépréciation totale ou la conversion en capital des instruments subordonnés, en ce compris les instruments de fonds propres de catégorie 1 (CET1 et Additional Tier 1) et des instruments de fonds propres de catégorie 2 (Tier 2) et seulement si ces premières dépréciations ou conversions sont insuffisantes pour permettre le renflouement de l'établissement concerné.

En cas de liquidation, les senior non préférés seront remboursés, s'il reste des fonds disponibles, après le remboursement total des titres senior "préférés", mais avant les titres subordonnés (notamment les TSR qualifiés de fonds propres de catégorie 2 "Tier 2").

L'encours de titres senior non préférés du groupe Crédit Agricole leasing & Factoring s'élève ainsi à 93 millions d'euros au 31 décembre 2018.

6.20 Capitaux propres

Composition du capital au 31 décembre 2018

Actionnaires de [l'Entité]	Nombre de titres au 01/01/2018	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2018	% du capital	% des droits de vote
Lister les principaux actionnaires	13017142	0	0	13017142	100,00%	100,00%
Crédit Agricole SA	13017142			13017142	100,00%	100,00%
Salariés						
Public	6	0	0	6	0,00%	0,00%
Investisseurs institutionnels						
Actionnaires individuels	6			6	0,00%	0,00%
Total	13017148	0	0	13017148	100,00%	100,00%

La valeur nominale des titres est de 15 euros. Ils sont entièrement libérés.

Le montant total du capital est 195 257 milliers d'euros.

Résultat par action

	31/12/2018	31/12/2017
Résultat net part du Groupe de la période (en milliers d'euros)	146 811	157 003
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période	13 017 148	13 017 148
Coefficient d'ajustement	1,000	1,000
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	13 017 148	13 017 148
Résultat de base par action (en euros)	11,28	12,06
Résultat de base par action des activités poursuivies (en euros)	11,28	12,06
Résultat de base par action des activités abandonnées (en euros)		
Résultat dilué par action (en euros)	11,28	12,06
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)	11,28	12,06
Résultat dilué par action des activités abandonnées (en euros)		

Dividendes

Au titre de l'exercice 2018, le Conseil d'administration de Crédit Agricole Leasing & factoring a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 12/02/2019 le paiement d'un dividende par action de 9,47 euros, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

Dividendes

(en euros)	Proposition au titre de l'exercice 2018	2017	2016	2015
Dividende ordinaire	123 272	97 368	81 487	41 004
Dividende majoré				

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 134 597 milliers d'euros en 2018 répartis de la manière suivante :

- Dividendes	97 368 K€
--------------	-----------

- Prélèvement réserves	37 229 K€
------------------------	-----------

Affectations du résultat et fixation du dividende 2018

L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2018 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de Crédit Agricole Leasing & Factoring du 10 mai 2019.

Le texte de la résolution est le suivant :

Le texte de la résolution est le suivant :

« Il est proposé au Conseil d'Administration de procéder à la distribution d'un montant de 159 076 198,90 € au titre de l'exercice 2018, correspondant à 95 % du résultat net attribuable de Crédit Agricole Leasing & Factoring (résultat net consolidé part du groupe diminué des coupons de dettes subordonnées classées en capitaux propres), selon les modalités suivantes :

- Dividende (9,47€ / action) :	123 272 391,56 € ;
- Solde affecté au report à nouveau :	35 803 807,34 € ;
- TOTAL AFFECTE :	159 076 198,90 € . »

Instruments financiers à durée indéterminée

Les principales émissions d'instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée impactant les Capitaux propres part du Groupe se détaillent comme suit :

Date d'émission	Devise	Montant en devises au 31 décembre 2017 (en milliers de devises d'émission)	Rachats partiels et remboursements (en milliers de devises d'émission)	Montant en devises au 31 décembre 2018 (en milliers de devises d'émission)	Au 31 décembre 2018			
					Montant en euros au cours d'origine (en milliers d'euros)	Rémunération - Part du Groupe - Cumulée (en milliers d'euros)	Frais d'émission nets d'impôt (en milliers d'euros)	Impact en Capitaux propres part du Groupe Cumulé (en milliers d'euros)
23/12/2015	EUR	190 000		190 000				190 000
24/06/2016	EUR	40 000		40 000				40 000
15/12/2017	EUR	30 000		30 000				30 000
28/05/2018	EUR			40 000				40 000
Total					0	0	0	300 000

Les mouvements relatifs aux instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée impactant les Capitaux propres part du Groupe se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Titres super-subordonnés à durée indéterminée		
Rémunération versée comptabilisée en réserves		
Evolutions des nominaux		
Economie d'impôts relative à la rémunération versée aux porteurs de titres comptabilisée en résultat		
Frais d'émissions nets d'impôt comptabilisés en réserves		
Autres		
Titres subordonnés à durée indéterminée		
Rémunération versée comptabilisée en réserves	17 061	15 355
Evolutions des nominaux		
Economie d'impôts relative à la rémunération versée aux porteurs de titres comptabilisée en résultat		
Frais d'émissions nets d'impôt comptabilisés en réserves		
Autres		

6.21 Participations ne donnant pas le contrôle

Informations sur l'étendue des intérêts détenus par les participations significatives ne donnant pas le contrôle

Le tableau ci-après présente les informations relatives aux filiales et entités structurées consolidées dont le montant des participations ne donnant pas le contrôle est significatif au regard des capitaux propres totaux du Groupe ou du palier ou dont le total bilan des entités détenues par les participations ne donnant pas le contrôle est significatif.

(en milliers d'euros)	31/12/2018				
	Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Pourcentage d'intérêt des participations ne donnant pas le contrôle	Résultat net attribué aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle au cours de la période	Montant dans les capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
Pôle A					
Pôle B					
Pôle C					
Total			0	0	0

(en milliers d'euros)	31/12/2017				
	Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Pourcentage d'intérêt des participations ne donnant pas le contrôle	Résultat net attribué aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Montant dans les capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle à la fin	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle

			au cours de la période	de la période	
Pôle A					
Pôle B					
Pôle C					
Total			0	0	0

Informations financières individuelles résumées concernant les participations significatives ne donnant pas le contrôle

Le tableau ci-après présente les données résumées des filiales dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour le groupe Crédit Agricole Leasing & factoring sur la base des états financiers présentés en normes IFRS.

(en milliers d'euros)	31/12/2018			
	Total bilan	PNB	Résultat net	Résultat global
Pôle A				
Pôle B				
Pôle C				
Total	0	0	0	0

(en milliers d'euros)	31/12/2017			
	Total bilan	PNB	Résultat net	Résultat global
Pôle A				
Pôle B				
Pôle C				
Total	0	0	0	0

6.22 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les actions et autres titres à revenu variable sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en "Indéterminée".

(en milliers d'euros)	31/12/2018					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	631 150					631 150
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						0
Instruments dérivés de couverture	16		1 648			1 664
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres					3 214	3 214
Actifs financiers au coût amorti	10 851 875	2 004 924	5 537 988	3 508 276		21 903 063
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	52 539					52 539
Total Actifs financiers par échéance	11 535 580	2 004 924	5 539 636	3 508 276	3 214	22 591 630
Banques centrales	87					87
Passifs financiers à la juste valeur par résultat						0
Instruments dérivés de couverture		3 016	13 156	40 112		56 284
Passifs financiers au coût amorti	6 971 874	3 038 290	7 832 106	2 087 944		19 930 214
Dettes subordonnées	934			300 000		300 934
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux						0
Total Passifs financiers par échéance	6 972 895	3 041 306	7 845 262	2 428 056	0	20 287 519

(en milliers d'euros)	31/12/2017					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	630 043					630 043
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						0
Instruments dérivés de couverture	455	55	2 094	24		2 628
Actifs financiers disponibles à la vente					4 602	4 602
Prêts et créances sur les établissements de crédit	717 814	78 697	160 069	71 827		1 028 407
Prêts et créances sur la clientèle	9 471 724	1 717 047	6 054 405	3 197 184		20 440 360
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	59 051					59 051
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance						0
Total Actifs financiers par échéance	10 879 087	1 795 799	6 216 568	3 269 035	4 602	22 165 091
Banques centrales	80					80
Passifs financiers à la juste valeur par résultat						0
Instruments dérivés de couverture	8 703	5 164	24 813	26 266		64 946
Dettes envers les établissements de crédit	4 657 786	2 500 828	6 367 732	3 823 456		17 349 802
Dettes envers la clientèle	1 717 480	15 164	162			1 732 806

Dettes représentées par un titre	410 148		97 000			507 148
Dettes subordonnées	1 827			243 720		245 547
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux						0
Total Passifs financiers par échéance	6 796 024	2 521 156	6 489 707	4 093 442	0	19 900 329

7. Avantages au personnel et autres rémunérations

7.1 Détail des charges de personnel

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Salaires et traitements (1) (2)	-85 607	-85 357
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-6 396	-6 514
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-131	-116
Autres charges sociales	-28 508	-29 331
Intéressement et participation	-9 511	-10 361
Impôts et taxes sur rémunération	-2 000	-1 897
Total Charges de personnel	-132 153	-133 576

(1) Dont indemnités liées à la retraite pour 396 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 336 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

(2) Dont médailles du travail pour 28 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 41 milliers d'euros au 31 décembre 2017

Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2018	31/12/2017
France	1 161	1 202
Etranger	324	321
Total	1 485	1 523

7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du Groupe Crédit Agricole S.A. n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

Variation dette actuarielle

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle au 31/12/N-1	12 684	87	12 771	11 223
Ecart de change				
Coût des services rendus sur l'exercice	453	25	478	365
Coût financier	192	5	197	138
Cotisations employés				
Modifications, réductions et liquidations de régime (2)				
Variation de périmètre				-149
Prestations versées (obligatoire)	-380		-380	-266
Taxes, charges administratives et primes				
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	145	5	150	1 771
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-85	13	-72	-311
Dette actuarielle au 31/12/N	13 009	135	13 144	12 771

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience

Détail de la charge comptabilisée au résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	453	25	478	365
Charge/produit d'intérêt net	164	5	169	124
Impact en compte de résultat au 31/12/N	617	30	647	489

Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				

Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables au 31/12/N-1	3 321	28	3 349	1 889
Ecart de change				
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	-8		-8	1771
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	145	5	150	
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-85	13	-72	-311
Ajustement de la limitation d'actifs				
Total des éléments reconnus immédiatement en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres au 31/12/N	52	18	70	1 460

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

Variation de juste valeur des actifs

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des actifs au 31/12/N-1	803		803	1052
Ecart de change				
Intérêt sur l'actif (produit)	28,00		28	14
Gains/(pertes) actuariels	8		8	
Cotisations payées par l'employeur	-106		-106	-263
Cotisations payées par les employés				
Modifications, réductions et liquidations de régime (1)				
Variation de périmètre	1099		1 099	
Taxes, charges administratives et primes				
Prestations payées par le fonds	-82		-82	
Juste valeur des actifs au 31/12/N	1 750	0	1 750	803

Variation de juste valeur des droits à remboursement

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des droits à remboursement au 31/12/N-1				
Ecart de change				
Intérêts sur les droits à remboursement (produit)				
Gains/(pertes) actuariels				
Cotisations payées par l'employeur				
Cotisations payées par les employés				
Modifications, réductions et liquidations de régime (1)				
Variation de périmètre				
Taxes, charges administratives et primes				
Prestations payées par le fonds				
Juste valeur des droits à remboursement au 31/12/N	0	0	0	0

(1) [En cas de montant significatif renseigné sur cette ligne, l'entité fournira une description de toute modification, réduction ou liquidation de régime (IAS 19.139).]

Position nette

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle fin de période	13 009	135	13 144	-12 771
Impact de la limitation d'actifs				
Juste valeur des actifs fin de période	-1 750		-1 750	803
Position nette (passif) / actif fin de période	11 259	135	11 394	-11 968

Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles

(en milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro
Taux d'actualisation (1)	1,38		1,37	
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement				
Taux attendus d'augmentation des salaires (2)	1,75		1,75	
Taux d'évolution des coûts médicaux				
Autres (à détailler)				

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice (2) Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs (1)

(en milliers d'euros)	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	En %	en montant	dont coté	En %	en montant	dont coté	En %	en montant	dont coté
Actions (2)									
Obligations (2)									
Immobilier									
Autres actifs (3)	100%	709					100%	1 066	

(1) Dont juste valeur des droits à remboursement.

(2) Cash contrat d'assurance

Au 31 décembre 2018, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de - 7,42 % ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de + 8,13 %.

7.5 Autres avantages sociaux

Parmi les différents systèmes de rémunération variable collective existant dans le Groupe, la Rémunération Variable Collective (RVC) de Crédit Agricole Leasing & Factoring constitue une enveloppe globale regroupant l'intéressement et la participation. Cette enveloppe est calculée en fonction du niveau de performance de l'entreprise, mesurée au travers :

- du résultat net consolidé avant impôt (quote-part du Groupe) ;
- du Résultat Brut d'Exploitation (RBE).

Un niveau de RBE et de résultat donné permet ainsi de déterminer un pourcentage de masse salariale à distribuer au titre de la participation et de l'intéressement.

Par ailleurs, une prime de médaille du travail est attribuée aux salariés du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring dans les conditions suivantes :

- 20 ans d'activité dont 20 ans au sein du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring et filiales : prime de 1 000 € brut ;
- 30 ans d'activité dont 30 ans au sein du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring et filiales : prime de 1 500 € brut ;
- 40 ans d'activité dont 30 ans au sein du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring et filiales : prime de 2 000 € brut.

Les provisions constituées par le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring au titre de ces engagements sociaux s'élèvent à 469 400 euros à la fin de l'exercice 2018.

7.6 Paiements à base d'actions

Le groupe Crédit Agricole Leasing & factoring n'est pas concerné

7.7 Rémunérations de dirigeants

Par principaux dirigeants, Crédit Agricole Leasing & Factoring comprend l'ensemble des membres du comité de direction.

Les membres du comité de direction sont : le Directeur Général de Crédit Agricole Leasing & Factoring, les Directeurs Généraux Adjointes et chaque Directeur de département.

Les rémunérations et avantages versés aux membres du comité de direction en 2018 s'établissent comme suit :

- avantages à court terme : 1 861 milliers d'euros comprenant les rémunérations fixes et variables y compris les avantages en nature ;
- autres avantages à long terme : 70 milliers d'euros au titre des actions performance C.A.S.A.

8. Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Les engagements de financement et de garantie et autres garanties intègrent les activités abandonnées.

Engagements donnés et reçus

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés		
Engagements de financement	3 191 564	2 610 343
. Engagements en faveur des établissements de crédit	58 184	56 685
. Engagements en faveur de la clientèle	3 133 380	2 553 658
Ouverture de crédits confirmés	0	0
- Ouverture de crédits documentaires		
- Autres ouvertures de crédits confirmés		
Autres engagements en faveur de la clientèle	3 133 380	2 553 658
Engagements de garantie	413 112	325 346
. Engagements d'ordre des établissements de crédit	160 000	68 178
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties (1)	160 000	68 178
. Engagements d'ordre de la clientèle	253 112	257 168
Cautions immobilières		
Autres garanties d'ordre de la clientèle	253 112	257 168

Engagements sur titres	0	
. Titres à livrer		
Engagements reçus		
Engagements de financement	61 169	149 866
. Engagements reçus des établissements de crédit	61 169	149 866
. Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	11 217 209	9 053 127
. Engagements reçus des établissements de crédit	8 060 237	5 584 755
. Engagements reçus de la clientèle	3 156 972	3 468 372
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	2 434	827
Autres garanties reçues	3 154 538	3 467 545
Engagements sur titres	0	
. Titres à recevoir		

Instruments financiers remis et reçus en garantie

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés) (1)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	3 468 091	3 383 290
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché	56 010	67 980
Autres dépôts de garantie (3)		
Titres et valeurs donnés en pension		
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	3 524 101	3 451 270
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie		
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés (2)		
Titres empruntés		
Titres et valeurs reçus en pension		
Titres vendus à découvert		
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	0	0

(1) Afin d'être en conformité avec la réglementation, CASA a assigné auprès de CACIB les opérations dites « tripliquées » avec les entités du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring. Un des impacts de cette gestion des instruments dérivés de couverture a été la mise en place d'un cash collatéral s'élevant à 56 010 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Créances apportées en garantie

Au cours de l'année 2018, le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring a apporté 3 451 208 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 3 383 290 milliers d'euros en 2017. Le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring a apporté :

- 1 892 218 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 776 160 milliers d'euros en 2017.

Garanties détenues et actifs reçus en garantie

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

Les valeurs de revente des biens étant retenues comme garanties, les actifs obtenus durant l'exercice par levée de garanties concernent les matériels récupérés auprès des clients défaillants pour lesquels la résiliation du contrat a entraîné la récupération des matériels.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties.

Au cours de la période, les actifs que le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring a obtenus par prise de possession de garantie et détenus à la date de clôture s'élèvent à 32 405 milliers d'euros, selon la répartition suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées		
Immobilisations corporelles	9 570	12 366
Immeubles de placement	22 835	16 410
Instruments de capitaux propres et de dettes		
Autres		
Total Actifs obtenus par prise de possession de garantie	32 405	28 776

9. Reclassements d'instruments financiers

Principes retenus par le groupe Crédit Agricole [si concerné]

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de l'entité à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de l'entité.

Reclassements effectués par le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring

Le groupe Crédit Agricole leasing & factoring n'est pas concerné.

Nature, justification et montant des reclassements opérés

Le groupe Crédit Agricole leasing & factoring n'est pas concerné.

Reclassements d'actifs financiers hors de la catégorie juste valeur par résultat : produits d'intérêts comptabilisés sur la période et taux d'intérêt effectif à la date de reclassement

Le groupe Crédit Agricole leasing & factoring n'est pas concerné.

Reclassements d'actifs financiers au cours des exercices antérieurs

Le groupe Crédit Agricole leasing & factoring n'est pas concerné.

Variation de juste valeur comptabilisée en résultat relative aux actifs reclassés

Le groupe Crédit Agricole leasing & factoring n'est pas concerné.

Contribution des actifs transférés au résultat depuis le reclassement au 31 décembre 2017

Le groupe Crédit Agricole leasing & factoring n'est pas concerné.

10. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'exit price").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de Credit Default Swaps (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

10.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2018	Juste Valeur au 31 décembre 2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					

Prêts et créances	21 903 063	20 741 504	-	20 741 504	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 165 125	1 154 581	-	1 154 581	-
Comptes ordinaires et prêts JJ	682 345	680 833		680 833	
Comptes et prêts à terme	395 511	385 967		385 967	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Autres prêts et créances	87 269	87 781		87 781	
Prêts et Créances sur la clientèle	20 737 938	19 586 923	-	19 586 923	-
Créances commerciales	16 828 705	15 794 697		15 794 697	
Autres concours à la clientèle	3 909 054	3 792 047		3 792 047	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés					
Comptes ordinaires débiteurs	179	179		179	
Titres de dettes	-	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées					
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	21 903 063	20 741 504	-	20 741 504	-

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2017	Juste valeur au 31 décembre 2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	21 468 671	20 109 553	0	20 109 553	0
Créances sur les établissements de crédit	1 028 407	870 582	0	870 582	0
Comptes ordinaires et prêts JJ	616 969	616 965		616 965	
Comptes et prêts à terme	334 092	176 271		176 271	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Titres non cotés sur un marché actif					
Autres prêts et créances	77 346	77 346		77 346	
Créances sur la clientèle	20 440 264	19 238 971	0	19 238 971	0
Créances commerciales	16 614 343	15 602 481		15 602 481	
Autres concours à la clientèle	3 825 921	3 636 490		3 636 490	
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Titres non cotés sur un marché actif					
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés					
Comptes ordinaires débiteurs					
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées					
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	21 468 671	20 109 553	0	20 109 553	0

Passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2018	Juste valeur au 31 décembre 2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	17 378 674	17 305 489	-	17 305 489	-
Comptes ordinaires et emprunts JJ	807 840	807 842		807 842	
Comptes et emprunts à terme	16 570 834	16 497 647		16 497 647	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée					
Dettes envers la clientèle	1 920 524	1 920 524	-	1 920 524	-
Comptes ordinaires créditeurs	1 088 382	1 088 382		1 088 382	
Comptes d'épargne à régime spécial					
Autres dettes envers la clientèle	832 142	832 142		832 142	

Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	631 016	636 756		636 756	
Dettes subordonnées	300 934	300 296		300 296	
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	20 231 148	20 163 065	-	20 163 065	-

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2017	Juste valeur au 31 décembre 2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des Instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	17 349 802	17 266 555	0	17 266 555	0
Comptes ordinaires et emprunts JJ	942 551	942 547		942 547	
Comptes et emprunts à terme	16 407 251	16 324 008		16 324 008	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée					
Dettes envers la clientèle	1 732 806	1 732 806	0	1 732 806	0
Comptes ordinaires créditeurs	913 881	913 881		913 881	
Comptes d'épargne à régime spécial					
Autres dettes envers la clientèle	818 925	818 925		818 925	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	507 148	506 966		506 966	
Dettes subordonnées	245 547	245 547		245 547	
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	19 835 303	19 751 874	0	19 751 874	0

10.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debit Valuation Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres reçus en pension livrée	0			
Valeurs reçues en pension	0			
Titres détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
OPCVM	0			
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Instruments dérivés	0			
Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat				

Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	0	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Titres de participation non consolidés	0			
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres de dettes	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
OPCVM	0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Actions et autres titres à revenu variable	0			
OPCVM	0			
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Actifs financiers comptabilisés en capitaux propres	3 214	0	3 214	0
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	3 214	0	3 214	0
Actions et autres titres à revenu variable	362		362	
Titres de participation non consolidés	2 852		2 852	
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres de dettes	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Instruments dérivés de couverture	1 664		1 664	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	4 878	0	4 878	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

(en milliers d'euros)	31/12/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres reçus en pension livrée	0			
Valeurs reçues en pension	0			
Titres détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Instruments dérivés	0			
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0			
Valeurs reçues en pension	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Actifs financiers disponibles à la vente	4 602	0	4 602	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Actions et autres titres à revenu variable (1)	4 602		4 602	
Créances disponibles à la vente	0		0	

Instruments dérivés de couverture	2 628		2 628	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	7 230	0	7 230	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotées sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Instruments dérivés	0			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	56 284		56 284	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	56 284	0	56 284	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

(en milliers d'euros)	31/12/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Instruments dérivés	0			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	64 946		64 946	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	64 946	0	64 946	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

Changements de modèles de valorisation

En 2018, le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring n'a pas procédé à une modification de son modèle de valorisation.

Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3

Le groupe Crédit Agricole Leasing & factoring n'est pas concerné.

10.3 Evaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine

Le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring n'est pas concerné.

11. Impacts des évolutions comptables ou autres événements

Le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring n'est pas concerné.

12. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2018**Date de clôture**

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe.

12.1 Information sur les filiales**12.1.1 Restrictions sur les entités contrôlées**

Il n'a pas été identifié de restrictions légales, contractuelles ou réglementaires qui iraient au-delà de celles présentées dans le pacte d'actionnariat liant Crédit Agricole Leasing & Factoring à ces mêmes entités.

Les obligations/restrictions éventuelles qui engageraient Crédit Agricole Leasing & Factoring sont celles de droit commun induites par le pacte d'actionnariat.

12.1.2 Soutiens aux entités structurées contrôlées

Le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring n'a aucun engagement non comptabilisé, qu'il s'agisse d'engagement de financement ou d'engagement contractuel d'augmenter sa participation à la survenance d'un évènement particulier. Tout comme les entités traditionnelles, les engagements du groupe Crédit Agricole Leasing & factoring se limitent au pacte d'actionnariat de droit commun.

12.1.3 Opérations de titrisation et fonds dédiés

Le Groupe Crédit Agricole Leasing n'a pas de fond de titrisation et de fonds dédiés. FCT Green Lease, a été cédé au quatrième trimestre 2017.

12.2 Composition du périmètre

Périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole leasing & Factoring	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (1)	Implantation	Siège social & Implantation	Type d'entité et nature du contrôle (2)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2017
Établissement bancaire et financier									
Crédit Agricole Leasing & Factoring	IG		France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
Eurofactor S.A. (Portugal)	IG		Portugal	Portugal	Filiale	100%	100%	100%	100%
Eurofactor Italia S.p.A.	IG		Italie	Italie	Filiale	100%	100%	100%	100%
LIXXCREDIT	IG		France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
Sociétés de crédit-bail et location									
LIXXBAIL	IG		France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
UNIFERGIE	IG		France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
FINAMUR	IG		France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
AUXIFIP	IG		France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
CREDIT AGRICOLE LEASING ITALIA	MEQ		Italie	Italie	Entreprise associée	15%	15%	15%	15%
CREDIT DU MAROC LEASING ET FACTORING	MEQ		Maroc	Maroc	Entreprise associée	33%	33%	33%	33%
Divers									
EUROFACTOR GmbH	IG		Allemagne	Allemagne	Filiale	100%	100%	100%	100%
GSA Ltd	IG		Maurice	Maurice	Filiale	100%	100%	100%	100%
LIXXCOURTAGE	IG		France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%

13. Participations et entités structurées non consolidées

13.1 Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 2 852 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 4 339 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

13.1.1 Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2018	31/12/2017	
Ucalase	1 rue Victor Basch – CS 70001 – 91068 MASSY CEDEX	50%	50%	Activité en Run off et non significative
SAS Claude decaen	12 Place des Etats-Unis – CS 30002 - 92548 MONTRouGE CEDEX	100%	100%	Société ad'hoc créée par Auxifip pour porter un seul contrat de crédit-bail. L'emprunt dans les comptes de la SAS Claude Decaen est fourni par Auxifip : c'est une opération "intragroupe", la société ne dégageant que la marge (faible) sur le contrat. Il a été décidé de ne pas consolider cette filiale, le contrat étant directement capté par le prêt fait par Auxifip.

13.1.2 Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif

Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Montant des capitaux propres (1)	Résultat du dernier exercice (1)
		31/12/2018	31/12/2017		
SCI Marne Brossolette	20 avenue André Prothin 92400 Courbevoie	50%	50%	1 524	

13.2 Informations sur les entités structurées non consolidées

Le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring n'est pas concerné.

14 Événements postérieurs au 31 décembre 2018

Néant.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

À l'Assemblée Générale de la société Crédit Agricole Leasing & Factoring

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Crédit Agricole Leasing & Factoring relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la première application au 1er janvier 2018 de la norme IFRS 9 « Instruments Financiers », telle qu'exposée au sein des notes « Effets de l'application de la norme IFRS 9 », 1 et 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur expositions non-défaut dans le contexte de la première application de la norme IFRS 9

Risque identifié	Notre réponse
Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés, depuis le 1er janvier 2018, le Groupe applique la norme IFRS 9 « Instruments financiers », qui définit en particulier une nouvelle méthodologie de dépréciation des actifs financiers.	Pour apprécier la mise en œuvre de la norme IFRS 9 et les effets de son application dans les comptes du Groupe tant au 1er janvier 2018 qu'au 31 décembre 2018, nous avons :
Les effets de la première application de la norme IFRS 9 sont détaillés dans les « Notes annexes sur les effets de l'application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018 » de l'annexe aux comptes consolidés.	▪ pris connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :
Dans ce cadre, le Groupe constitue des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues (Expected Credit Loss) portant sur les expositions qui ne sont pas en défaut, en distinguant :	- les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;
▪ les expositions n'ayant pas subi de dégradation significative du risque de crédit, pour lesquelles les corrections de valeur représentent l'estimation des pertes de crédit attendues à un an (Bucket 1) ;	- la qualité des données utilisées pour calibrer les paramètres utilisés dans les modèles (PD, LGD) ;
▪ les expositions ayant subi une dégradation significative du risque de crédit pour lesquelles les corrections de valeur représentent l'estimation des pertes de crédit attendues à maturité (Bucket 2). La dégradation significative du risque de crédit a donné lieu à la définition d'un cadre méthodologique reposant sur plusieurs critères.	- la gouvernance des modèles au regard des modalités de détermination et de changement des paramètres, du processus de validation indépendante et des modalités de back-testing ;
	- la réalisation de tests applicatifs ciblés sur les principales fonctionnalités de l'outil national utilisé pour déterminer les corrections de valeur ;

<p>Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature au 1er janvier 2018 et au 31 décembre 2018 respectivement un montant de M€ 133,5 et M€ 126,7 comme détaillé en Note 3.1.1.</p> <p>Les corrections de valeur sont déterminées selon des modèles internes de risques de crédit sur la base de séries historiques des défaillances de la clientèle du groupe Crédit Agricole, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (« Forward Looking») appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard, le cas échéant, de paramètres propres aux expositions du Groupe sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.</p> <p>Nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes consolidés tant pour la première application de la norme IFRS 9 que pour le 31 décembre 2018 en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ l'importance des changements induits par la mise en œuvre pour la première fois de cette nouvelle norme ; ▪ l'importance des zones de jugement entrant dans la détermination des modèles, des risques liés à la qualité des données qui les alimentent et des risques liés à leur insertion opérationnelle ; ▪ l'importance des crédits à la clientèle dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles, dont par exemple des informations prospectives (Forward looking central et local) ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques (Bucket 1 et Bucket 2). <p>Nous avons identifié ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu de la part de jugement effectué par la direction lors du classement en encours non-défaut et de l'estimation de la dépréciation qui en résulte.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ testé par sondage la qualité des données des expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ; ▪ testé la correcte application des principes retenus en matière de segmentation des expositions entre les catégories d'expositions homogènes de risques (Bucket 1 et Bucket 2) ; ▪ contrôlé le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ; ▪ apprécié les hypothèses et la documentation fournie par le Groupe sur la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking ; ▪ analysé l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2018. <p>Nous avons par ailleurs apprécié le caractère approprié des informations données dans les annexes aux comptes consolidés, au regard des exigences de la norme IFRS 9 tant au 1er janvier 2018 qu'au 31 décembre 2018.</p>
--	---

Risque de crédit et dépréciation sur une base individuelle

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le Groupe CA Leasing & Factoring comptabilise au titre du risque de crédit de son portefeuille client, des dépréciations individuelles pour créances douteuses.</p> <p>Comme indiqué dans la note 1.2 et 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés, le Groupe constitue, conformément à la nouvelle norme IFRS 9 « Instruments financiers », des dépréciations sur les créances en défaut (Bucket 3) faisant l'objet de pertes prévisibles au titre du risque de crédit avéré. Le montant de ces dépréciations correspond à la différence entre la valeur comptable des prêts et la somme des flux futurs estimés à maturité actualisés.</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction du Groupe est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des créances douteuses comme un point clé de l'audit en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles qui s'élève à M€ 202,1 présentées en note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein du Groupe afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte alimentation en comptabilité ; ▪ Testé l'efficacité par sondage des contrôles clés mis en œuvre par le Groupe relatifs à ces procédures ; ▪ Analysé le bien-fondé des hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit ; ▪ Effectué un examen analytique de la couverture des encours douteux par strate d'encours. <p>Nous avons également examiné l'information détaillée en annexe requise par la nouvelle norme IFRS 9 au titre du volet dépréciation au 31 décembre 2018.</p>

Risque opérationnel lié à de la fraude externe Affacturage

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les activités d'affacturage sont exposées à un risque récurrent de fraude, principalement externe et liée à des fausses factures notamment avec le développement de la plateforme en ligne Cash In Time.</p> <p>Nous avons identifié ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Du caractère inhérent de ce risque qui est propre au métier affacturage ; ▪ De la probabilité d'occurrence de ce risque en raison de la volumétrie des opérations ; ▪ Des impacts comptables potentiellement élevés en cas de fraude externe avérée. 	<p>Nous avons testé par sondage l'efficacité des procédures et des contrôles-clés réalisés par la société sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La procédure d'entrée en relation et notamment l'évaluation de la qualité du client / prospect ; ▪ Les procédures de confirmation réalisées par la société sur les créances acquises. <p>En complément de ces tests sur les contrôles, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ examiné les différents indicateurs de risques préparés par la société et les procédures d'alertes qui en découlent le cas échéant ; ▪ analysé les différentes hypothèses et estimations ayant permis de déterminer les montants de provisions comptabilisées ;

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ circularisé un échantillon d'acheteurs débiteurs pour l'affacturage afin de confirmer la balance achetée ; ▪ examiné les différents rapports et les synthèses d'audit interne en lien avec ce risque émis sur l'exercice 2018.
--	---

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Agricole Leasing & Factoring par l'assemblée générale du 27 mai 2005 pour le cabinet MAZARS et du 26 mai 1992 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2018, le cabinet MAZARS était dans la quatorzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la vingt-septième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés

ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Courbevoie et à Paris La Défense, le 25 avril 2019

Les Commissaires aux Comptes :

ERNST & YOUNG et Autres	MAZARS
Claire ROCHAS	Franck BOYER

Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.